2007-2008

L'HEBDO

de

Georges Anglade

CHRONIQUE D'UNE ESPÉRANCE

L'HEBDO DE GEORGES ANGLADE 2007-2008

2007-2008

L'HEBDO

de

Georges Anglade

CHRONIQUE D'UNE ESPÉRANCE

Photo de la couverture:

Georges Anglade, *À l'aune des petites filles*,
Fonds-des-Nègres, juillet 2007

Maquette de la couverture, conception graphique
et composition typographique: Nicolas Calvé

Conception du logo et des graphiques: *Le Nouvelliste*

Correction d'épreuves: Mireille Neptune

Maître d'œuvre: Georges Anglade © 2008

Dépôt légal: 08-04-165

ISBN 978-99935-94-04-8

Imprimé en Haïti

JE DIS SA PART DU LIVRE...

...à Mireille Neptune, toujours en première lecture, mais cette fois au rythme des Hebdos, épuisante nouveauté consentie de l'étirement hebdomadaire;

...à Frantz Duval, sans lequel tout cela ne serait pas, année chaleureuse et ambiance stimulante du *Nouvelliste* et de *Magik9*;

...à toute la bande du *Nouvelliste* au sein de laquelle je me retrouve accueilli, Josma ou James les premiers de la journée à me chercher, Gilda et Fara en sourires au haut de l'escalier, à droite vers Max et à gauche vers Frantz pour régler et ajuster le tir du jour, plus haut encore, l'étage au-dessus, le vacarme de l'Atelier au centre duquel trouver Alexandre toujours dispos pour la mise en page, l'équipe des grammairiens avec Titon en tête, madame Jacques du commercial... pour avoir un peu plus d'espace, les filles de *Ticket* que les garçons taquinent, et vice-versa, Bonneau sérieux à son pupitre du *Quotidien*, Jobnel centré sur son *Cahier*, Pierre C. derrière ses petites lunettes, Thérèse à l'*Imprimeur II*, Grégory à la console de *Magik9*, Frédéric idem pour *Visa...* et les dizaines d'autres que je sais maintenant saluer par leur prénom, et parfois même le surnom en usage dans la maison, commune.

Édition de tête numérotée et signée
pour les amateurs et collectionneurs
du quatorzième Livres en folie
du jeudi 22 mai 2008

N° _____

L'HEBDO *de* Georges Anglade

L'autre Haïti possible

De toutes les chroniques de l'année 2007-2008, il y en a deux qui sont restées « cachées », invisibilisées, celle du tout début, avant même que ne commence la série, et celle d'après la fin de la série, par-delà le quarante-cinquième Hebdo. En somme, c'est l'Avant et l'Après des Hebdos, là où tout se joue, entre ce que j'avais voulu en faire et ce que j'ai pu en faire. Ce sont ces deux chaînons manquants que je vais vous restituer ici, dans un Hebdo double, comme il se doit, à la fois le prologue et l'épilogue de la chronique de l'année 2007-2008.

La première chronique cachée porte ce que le projet recherchait, son intention, et la dernière chronique ce qui a été trouvé au long de la démarche, en réponse à la question posée. L'une et l'autre chroniques traitent ainsi d'une seule et même attente, qui, dans ce cas, était d'ébaucher *L'autre Haïti possible*, tapis dessous nos amoncellements d'indicateurs désespérants. Pour cela, il nous fallait un solide tableau de pilotage, aussi bien pour aller à l'essentiel de ce que nous cherchions, que pour ne jamais nous perdre en route. Je me demande d'ailleurs, s'il n'y a pas là un peu de la déformation professionnelle des géographes, tôt rompus, avec boussole et cartes, à préparer leurs terrains, la trajectoire et le trajet, pour ne jamais s'égarer en route, en tenant le cap, en ne perdant pas le Nord... D'où les cinq cadrans du tableau de pilotage.

Cinq balises donc, à la fois au point de départ de la démarche et à son point d'arrivée, au début comme une question posée et à la fin comme une réponse trouvée :

1. *Le fil conducteur politique*

Pour d'aller droit sur ce qui pouvait immédiatement faire la différence dans chaque champ abordé.

2. *La grille de lecture scientifique*

Pour l'interprétation la plus juste possible des données significatives de la dynamique en cours.

3. *Le niveau de propédeutique*

Pour définir le niveau requis de culture générale sur la conjoncture haïtienne à l'entrée des universités.

4. *Le nouveau paradigme*

Par l'accès au schéma actuel d'agencement des éléments constitutifs de la nouvelle Haïti.

5. *Le nouvel aggiornamento*

Par l'identification des meilleures voies à suivre pour la modernisation et l'ouverture vers l'autre Haïti possible.

Nous ferons, de ces cinq balises de l'année, le plan à suivre dans cet Hebdo double, d'introduction et de conclusion.

Le malheur qui pend dessus de nos têtes

Il me faut dater, aussi précisément que possible, ce que je vais dire de cette période qui s'annonce catastrophe,

car tout va aller très vite à partir de maintenant, dès les mois d'été de la soudure estivale 2008 au pays. Il va falloir refaire le point souvent, tout au long des mois qui viennent, quoique pour l'essentiel la menace soit connue. Et c'est bien de cette famine, quasi imparable dans le temps qui reste, dont nous parlerons.

J'écris ce texte le dimanche 27 avril. J'ai reculé au maximum le moment de le faire, pour disposer du plus d'informations possibles... Mais,

**C'est à
l'insoutenable
que nous allons
nous affronter.
Et c'est de sortir de
l'insoutenable que
nous devons nous
préparer, par
la seule voie
disponible,
dirais-je, celle
de L'autre Haïti
possible.**

comme demain il me faut absolument enchasser ces quatre dernières pages dans le livre, si je veux que cette édition de tête soit disponible pour Livres en folie, le 22 mai, dans moins d'un mois d'ailleurs, je n'ai plus le choix, il me faut livrer la marchandise que voici.

Le directeur général du FMI, Dominique Strauss-Kahn, vient, en ce mois d'avril, de laisser tomber la remarque, très largement partagée d'ailleurs aux plus hauts niveaux internationaux, que des millions de personnes vont mourir de faim dans le monde, des suites de la crise alimentaire de ce mois, des prochaines mois, des prochaines années... et, devons-nous ajouter, qu'Haïti y versera bien évidemment un tribut particulièrement lourd de victimes, si nous ne voyons à notre affaire qu'est *L'autre Haïti possible*.

D'une famine annoncée de cette ampleur, généralisée aux trois quarts des miséreux de la population, faite de l'odieux et horrible manque de nourriture jour après jour, jusqu'à l'échéance finale d'en mourir, nous n'en avons encore jamais connue dans notre histoire, pourtant dure et rude d'américanisation des nations africaines du grand voyage transatlantique. C'est à l'insoutenable que nous allons nous affronter. Et c'est de sortir de l'insoutenable que nous devons nous préparer, par la seule voie disponible, dirais-je, celle de *L'autre Haïti possible*.

Toutes les pièces du puzzle de ce qu'il faut pour que prenne corps *L'autre Haïti possible* sont actuellement en place. Ici même. Il suffirait que nous les emboîtions les unes aux autres... mais c'est vite dit, quand on connaît notre séculaire propension à nous tirer dans les pattes les uns les autres, allègrement, au détriment de la chose publique, de la chose collective. *Depi nan Guinen, nèg rayi nèg...* À défaut de *L'union fait la force*, de notre devise trop souvent trahie depuis l'Indépendance, ce sera *La force fait l'union*, sous la menace de ce qui s'en vient et que nous ne pourrions dépasser à la longue que par *L'autre Haïti possible*. Il n'y a plus aucune illusion à se faire quant aux choix à notre disposition.

Il me faut vous dire que je ne crois même pas que l'imminence du désastre nous rende tous plus conciliants... Ce sera plutôt le début du désastre annoncé qui finira par nous convaincre de prendre le chemin de *L'autre Haïti possible*,

quand le malheur qui pend dessus nos têtes commencera à se matérialiser. Alors là, une fois de plus, ce sera dans la précipitation et la pagaille que nous agirons, alors que nous aurions pu aborder ce tournant avec prévoyance.

Puisque je fais métier d'ébaucher inlassablement l'alternative dont est pleine chaque conjoncture, je m'y suis encore soumis cette année dans ma page au *Nouvelliste*, mais cette fois comme en sport extrême, dans ce qui me semble la plus grande crise de notre histoire nationale, celle qui menace effectivement la vie d'un très grand nombre d'entre nous.

Quand on sait ne disposer que de 10 % de ce qu'il faudrait avoir, pour intervenir dans un champ donné, que fait-on ? On investit dans la locomotive capable de tirer le train et non dans le saupoudrage de tous les wagons...

Le fil conducteur politique

J'ai suivi, tout au long de l'année 2007-2008, un fil conducteur politique hautement pragmatique, attentif à ce sur quoi agir pour arriver à faire une différence immédiate. C'est un double exercice de lucidité que de se regarder d'abord tel que l'on est, et c'est toujours dans le dramatique en Haïti, et de partir ensuite concrètement de ce point, pour des propositions à effets immédiats et à portée de nos moyens.

Quand on sait ne disposer que de 10 % de ce qu'il faudrait avoir pour intervenir dans un champ donné, que fait-on ? On investit dans la locomotive capable de tirer le train et non dans le saupoudrage de tous les wagons, ce qui ne changera jamais rien. Et c'est du saupoudrage que nous faisons partout et en tout. Changer exige une rupture, d'avec la routine habituelle.

On peut ainsi parcourir les dix principaux thèmes abordés dans l'année, avec ce souci du fil conducteur politique, pour voir qu'à chacun d'eux correspond une proposition finale ayant les caractéristiques recherchées de levier sur lequel agir pour une différence immédiate. De l'université la priorité à l'UEH, et dedans cette dernière, l'urgence de propédeutique. De la pauvreté, l'aboutissement à *L'aune des petites filles*. De la présidence, le besoin de passer des Charmeurs aux Dompteurs. De la gouvernance, le contrat de performance (TDR) à signer par les cadres. Des attentes du rural, l'adoption du postulat de la migration zéro. De l'état des lieux, l'urbanisme dans les Cités. De la population, le sous-comptage des jeunes. De la Constitution, le passage de la 23^e à la 24^e sans état d'âme. De la carte électorale, une nouvelle grille de meilleure

répartition des élus en chambres pour le Tricentenaire, etc. etc.

La grille de lecture scientifique

Pour l'interprétation la plus juste possible des données de la dynamique en cours, il a bien fallu construire une grille de lecture scientifique à deux volets, d'abord les options de méthode à appliquer et ensuite les mutations de structures à observer.

De la méthode du discours, ce sont globalement trois éléments qui vont se retrouver dans tout. D'un, le changement d'échelle d'analyse, le passage au macro, qui nous a porté à considérer la totalité des Haïtiens dans le monde dans une Carte maîtresse de tous les lieux de présence significative de communautés haïtiennes, au lieu de nous confiner au seul territoire clos des 27 700 km², quand un tiers des nôtres en sont déjà sortis. De deux, de toutes les grilles d'analyses, la préférence à l'analyse par génération, exceptionnellement adéquate à l'histoire de notre XX^e siècle créatrice des deux segments de population du dedans et du dehors. De trois, le resserrement de l'arbre terminologique, dont bon nombre des termes courants méritaient un travail de précision, comme de l'amalgame entre pauvreté et misère, aux conséquences nuisibles pour le seul horizon accessible aux trois quarts de l'humanité, la pauvreté. Ce sont donc un changement d'échelle, un mode particulier d'analyse et des mots justes pour dire les choses qui ont joué de méthode du discours, mais aussi de discours de la méthode.

Les mutations de structures observées, le deuxième volet de la grille scientifique, a été abondamment au centre des Hebdo, en ce que le nouvel espace des Haïtiens est un modèle de mondialisation d'anciens sédentaires, confinés à l'espace colonial d'origine, qui ont repris leur marche de nomades. Et de suivre la sociologie des nouvelles classes moyennes une génération plus tard, et la nouvelle économie des transferts qui pèse pas loin de 50 % du roulement économique de la nation, et tous les chambardements que vont induire ces nouvelles données ; ce dont l'année d'Hebdos a fait état en long et en large.

Le niveau de propédeutique

Il y a mille façons de tenir chronique, et nous en avons signalé quelques-unes en cours d'année...

Quand je les lis, je retrouve à chaque fois une combinaison de quatre dimensions principales : le genre (un séminaire, un discours, une leçon magistrale, un reportage, etc.), le niveau (spécialisé, pointu, large, etc.), la manière (synthèse, analyse, reproblématisation, vulgarisation, etc.) et enfin la langue (décoiffante, lodyancienne, argotique, d'oraliture, soutenue, etc.). L'infinité des dosages possibles de ces ingrédients et leur variation continue en cours de texte, nous fait déboucher sur le ton propre à chaque chroniqueur, ton unique, si vrai qu'il n'y a aucune confusion possible entre, par exemple, les dix à chroniquer de front chaque semaine dans *Le Nouvelliste*.

J'avais, dès le départ, un choix explicite à faire à partir de mes intuitions ; je me suis dit que l'abonné du *Nouvelliste* et le lecteur d'une chronique sont à tout coup de niveau universitaire, formel ou informel ; et que le lectorat à cibler en second devait être ces quelque deux à trois cent mille bacheliers de niveaux disparates, allant du meilleur au pire, en quête d'universités partout au pays. Je me suis dit que fixer la barre des chroniques, au niveau souhaitable pour eux, en culture générale sur la conjoncture haïtienne, niveau à exiger à l'entrée des universités... était une bonne chose à faire.

J'ai donc choisi la vulgarisation de niveau propédeutique, ce qui allait m'entraîner dans deux directions en cours de route. La première était de devoir commenter l'Hebdo de chaque semaine au micro de Magik9, pour qui voulait après lecture, s'en imprégner encore plus, et cela marche bien actuellement... La deuxième direction, plus complexe, sera le montage d'un projet d'enseignement propédeutique de grande diffusion, par radio, pour une uniformisation et une mise à niveau des vastes clientèles concernées. Ce qui suppose plus tard, après cette édition de tête pour les amateurs et les collectionneurs à se retrouver au quatorzième Livres en folie du 22 mai 2008, une autre édition de type propédeutique, c'est-à-dire le rajout, aux 104 pages de cette version, des pages aux lourds appareils académiques d'index, de tables, de syllabus, de références, et la reliure caisse courante à ce niveau et l'inclusion de CD en pochettes... pour devenir l'outil visé de formation, cette espèce de *Nouvel espace haïtien contemporain* d'entrée aux universités du Tricentenaire.

**Une toute nouvelle
Haïti est en
réalisation
actuellement, et
nous avons comme
société à choisir,
par le biais de la
24^e Constitution
à venir, de faire de
la Carte maîtresse
notre Carte
d'atout.**

Le nouveau paradigme

Il est évident, au terme de l'année d'Hebdos 2007-2008, qu'une toute nouvelle Haïti est en réalisation actuellement et que nous avons comme société à choisir, notamment par le biais de la 24^e Constitution à venir, de faire de la Carte maîtresse notre carte d'atout, en libérant la croissance, en nous ouvrant au développement et à la démocratie en tablant sur tous les Haïtiens du dedans et du dehors, avec le moins possible de discriminations, voire même pas de discrimination du tout... ou de nous replier encore anachroniquement dans l'enclos des 27 700 km² qui va subir une de ces crises totales capitales dont seule la mobilisation des ressources matérielles et humaines, nôtres et en diasporas, permet de penser l'évitement.

Le nouveau paradigme, c'est-à-dire le nouveau schéma actuel d'agencement des éléments constitutifs de la nouvelle Haïti, a été ici reconnu dans ses dimensions géographique, économique, sociologique, démographique, politique... Nous avons même illustré ce nouveau paradigme dans la relecture du carnaval, de la vie chère, de la question raciale avec Obama, de la famine comme crise à venir, pour en bien montrer son opérationnalité. Le suite n'est qu'une question de choix de société que nous allons devoir faire, car, acculés ici et maintenant, nous ne pouvons plus reculer.

Autant dire aussi que, pour ma part, je vais me battre et combattre pour *L'autre Haïti possible...* et que tout cela va probablement se jouer en dedans des cinq ans à venir.

Le nouvel aggiornamento

À nouveau paradigme nouvel aggiornamento, comme volonté de changement, d'ouverture et de modernisation. L'identification de ces nouvelles voies à suivre aura ainsi occupé plus particulièrement la série sur *Les boules de l'État*, cinq Hebdomadaires à questionner les missions de l'État et leurs traductions en ministères de réalisation. Ministères? dix tout au plus, dix tout au moins, pour faire ce qu'il y a à faire, mais pas sans le cadrage préalable des dix attentes devant donner lieu aux dix chantiers que nous avons aussi clairement nommés, en prise 5 des *Boules de l'État*, à titre de propositions, solidement documentées cependant. C'est sans doute l'équivalent des *issues*

popularisées, dans le monde, par l'actuelle campagne présidentielle états-unienne, terme difficilement traduisible en français jusqu'à présent, mais dont le contenu est bien l'expectative attendue de chaque ministère comme cible principale et sa transposition en chantiers.

* * *

J'ai cherché, tout au long de l'année 2007-2008, *L'autre Haïti possible* et je crois finalement avoir trouvé comment la trouver, avec ses voies et moyens, ses attentes et chantiers, *issues* donc. Toutes les pièces de ce puzzle sont ici rassemblées dans les quarante-cinq Hebdomadaires qui composent ce discours tenu sur la

conjoncture actuelle. C'est la chronique d'une espérance, espérance qui sera saisie par nous ou ne le sera pas, ce qui dépendra en dernière instance du passage à l'acte de chacun et de chacune de vous, et de nous tous, ensemble. **H**

On dit qu'une photo vaut mille mots et d'une carte qu'elle vaut dix mille mots... Ce qui semble effectivement le cas de la terra incognita qu'est Haïti, quand on la considère dans la plénitude de ses presque quinze millions d'Haïtiens d'origine, un tiers hors pays et deux tiers dedans pays. Le potentiel de ce collectif est considérable en regard des limitations des seuls 27 700 km² de la Terre-mère.

VERTÉBRATION DE L'ANNÉE

- 1 Université, prise 1
- 2 Université, prise 2
- 3 Classes moyennes, prise 1
- 4 Classes moyennes, prise 2
- 5 Société, prise 1
- 6 Société, prise 2
- 7 Société, prise 3
- 8 Société, prise 4
- 9 Carte maîtresse, prise 1
- 10 Carte maîtresse, prise 2
- 11 Carte maîtresse, prise 3
- 12 Carte maîtresse, prise 4
- 13 L'État des lieux 1
- 14 L'État des lieux 2
- 15 L'État des lieux 3
- 16 L'État des lieux 4
- 17 L'État des lieux 5
- 18 Pauvreté, prise 1
- 19 Pauvreté, prise 2
- 20 Pauvreté, prise 3
- 21 Pauvreté, prise 4
- 22 Nous penser nous-mêmes, prise 1
- 23 Nous penser nous-mêmes, prise 2
- 24 Nous penser nous-mêmes, prise 3
- 25 Nous penser nous-mêmes, prise 4
- 26 Présidence 1
- 27 Présidence 2
- 28 Présidence 3
- 29 Présidence 4
- 30 Carnaval... une illustration
- 31 Les boules de l'État, prise 1
- 32 Les boules de l'État, prise 2
- 33 Vie chère : miracles ?
- 34 Les boules de l'État, prise 3
- 35 Les boules de l'État, prise 4
- 36 Les boules de l'État, prise 5
- 37 Barack Obama : la question raciale
- 38 Constitution 1
- 39 La crise annoncée : la grande famine
- 40 Constitution 2
- 41 Constitution 3
- 42 Repenser la carte électorale 1
- 43 Repenser la carte électorale 2
- 44 Ce fut un honneur de tenir chronique
- 45 Le livre de l'année : l'autre Haïti possible

LES 45 HEBDOS

1	10 juillet 2007	Notre premier rendez-vous	14
2	17 juillet 2007	L'État, l'université et l'Université d'État	16
3	24 juillet 2007	BAL, FESTIVAL, CARNAVAL... Nouveau marché culturel et classes moyennes	18
4	31 juillet 2007	Le nouvel empire du milieu	20
5	7 août 2007	Nos esprits sont-ils plus occupés que notre territoire?	22
6	14 août 2007	Les mémoires en perdition	24
7	21 août 2007	Les genoux du recteur	26
8	28 août 2007	UN AUTEUR, UNE REVUE Verly Dabel et Anayizz	28
9	4 septembre 2007	La Carte maîtresse du Tricentenaire	30
10	11 septembre 2007	CARTE MAÎTRESSE, PRISE 2 La transe des transitions	32
11	18 septembre 2007	CARTE MAÎTRESSE, PRISE 3 Sucre Sueur Sang Solidarité	34
12	25 septembre 2007	CARTE MAÎTRESSE, PRISE 4 Ma courte liste de chroniqueurs	36
13	2 octobre 2007	ÉTAT DES LIEUX 1 Dix millions d'Haïtiens en Haïti au bas mot, très bas mot	38
14	9 octobre 2007	ÉTAT DES LIEUX 2 Le postulat de la migration zéro	40
15	16 octobre 2007	ÉTAT DES LIEUX 3 Port-au-Prince entre Platon et Machiavel	42
16	23 octobre 2007	ÉTAT DES LIEUX 4 Les Cités interdites, ni Lénine ni Mao	44
17	30 octobre 2007	ÉTAT DES LIEUX 5 Pays, paysannerie, paysans, paysages	46

18	6 novembre 2007	PAUVRETÉ, PRISE 1 La pauvreté de la théorie de la pauvreté	48
19	13 novembre 2007	PAUVRETÉ, PRISE 2 Ce que le président d'Haïti devrait écrire a un nouveau directeur du FMI	50
20	20 novembre 2007	PAUVRETÉ, PRISE 3 La misère de la méthode de la misère	52
21	27 novembre 2007	PAUVRETÉ, PRISE 4 À l'aune des petites filles	54
22	4 décembre 2007	NOUS PENSER NOUS-MÊMES 1 Le XX ^e siècle comme genèse de l'humanité souffrante du III ^e millénaire	56
23	11 décembre 2007	NOUS PENSER NOUS-MÊMES 2 À l'épicentre de l'emballement du XX ^e siècle, le parcellaire agricole	58
24	18 décembre 2007	NOUS PENSER NOUS-MÊMES 3 De la Carte maîtresse à la carte d'atout : le passage à l'acte	60
25	26 décembre 2007	PENSER LE TRICENTENAIRE Principes et méthodes en 2007, applications et perspectives en 2008	62
26	8 janvier 2008	PRÉSIDENTE 1 Présider, président, présidence... le <i>one man show</i> de la culture politique haïtienne	64
27	15 janvier 2008	PRÉSIDENTE 2 La sagesse des Anciens : une couleuvre, deux marassa et l'École comme conditions de la sortie de crise	66
28	22 janvier 2008	PRÉSIDENTE 3 De l'alternance entre Charmeurs et Dompteurs de couleuvres ; de la nécessité de l'autre type de président	68
29	29 janvier 2008	PRÉSIDENTE 4 : LE COMPTE À REBOURS DE 2011 Proposition de l'International Crisis Group au président : une dernière chance	70
30	6 février 2008	MASQUES, CLASSES, MASSES... À PORT-AU-PRINCE Les métamorphoses d'un carnaval sur convocation des classes moyennes	72
31	12 février 2008	LES BOULES DE L'ÉTAT, PRISE 1 L'État et le gouvernement, le job de premier ministre . . .	74
32	19 février 2008	LES BOULES DE L'ÉTAT, PRISE 2 Les termes de référence (TDR) du président de la république	76
33	26 février 2008	VIE CHÈRE : MIRACLES ? Entre arbres miracles et Cour des miracles	78

34	4 mars 2008	LES BOULES DE L'ÉTAT, PRISE 3 Les missions structurelles de démocratie et de développement 80
35	11 mars 2008	LES BOULES DE L'ÉTAT, PRISE 4 Les missions sectorielles: aménager, éduquer, soigner 82
36	18 mars 2008	LES BOULES DE L'ÉTAT, PRISE 5 Du gouvernement à la gouvernance: de dix expectatives à dix chantiers 84
37	25 mars 2008	Barack Obama: la question raciale 86
38	1 ^{er} avril 2008	CONSTITUTION 1 Le péché originel 88
39	8 avril 2008	LA CRISE ANNONCÉE EST HÉLAS ARRIVÉE Mais c'est aussi un mal pour un bien quand il faut changer son fusil d'épaule 90
40	15 avril 2008	CONSTITUTION 2 Le préambule manqué 92
41	22 avril 2008	CONSTITUTION 3 Le sexe des anges 94
42	29 avril 2008	REPENSER LA CARTE ÉLECTORALE 1 De la section rurale comme forme résiduelle du cycle Vivres et Denrées 96
43	6 mai 2008	REPENSER LA CARTE ÉLECTORALE 2 Les quatre dimensions principales du nouvel espace haïtien actuel 98
44	13 mai 2008	Cela a été un honneur de vous tenir chronique 100
45	20 mai 2008	Chronique d'une espérance 2007-2008 102

Notre premier rendez-vous

Me voilà à ma toute première chronique dans *Le Nouvelliste* à l'avant-dernière page du journal. Désormais, c'est toujours à cette avant-dernière page que nous prendrons rendez-vous.

Il faut ainsi créer des habitudes et fidéliser ses rapports à autrui car, probablement comme vous, je ne lis jamais un journal dans l'ordre des pages offertes. Je connais même plusieurs personnes qui m'ont avoué toujours commencer par la nécrologie ; Brrrr ! Et vous, par quoi commencez-vous ? Moi, je commence toujours par chercher, au hasard des pages ouvertes, les noms des intervenants et la longueur des articles. Il y en a qui sont interminables ! D'où l'insistance que j'ai mise lors de mes négociations avec *Le Nouvelliste* à être toujours à la même page, l'avant-dernière. Et que l'espace qui m'est imparti soit toujours le même, ni trop court ni trop long, juste assez pour être lu en moins de dix minutes d'attention.

Je vais faire de mon mieux, pour qu'une fois par semaine, vous commenciez votre *Nouvelliste* du mitan de semaine par « l'avant-dernière page », nom que nous avons d'ailleurs failli retenir pour titre de la chronique, n'était sa connotation un peu lugubre : l'avant-dernière page ! Ça fait trop mort annoncée, quand c'est la vie que nous allons plutôt y célébrer, dans cette avant-dernière page. « L'Hebdo de Georges Anglade », comme titre pour la chronique, pétait de vie à côté et disait bien sans fioriture notre rendez-vous hebdomadaire. Dans le comité réuni pour le choix du titre, nous lui avons tous dit : « Oui, je le veux. »

Ce qui m'a le plus frappé

Je me suis glissé dans le pays depuis des mois, sans faire les vagues habituelles quand on ne fait que passer pour Livres en folie. J'étais bien décidé, cette fois, à vivre au ras du quotidien, dans les lieux où j'ai « la descente » (j'ignore si l'on

emploie toujours cette expression courante des provinces d'autrefois, avoir la descente chez x ou y, ici ou là). J'ai ainsi été en mouvement permanent à humer le temps mauvais qu'il faisait en plaine et à écouter l'espace qui grinçait en montagne. Et je m'en suis sorti avec une vision de l'urgence du moment. Car, il y a en ce moment même, une urgence d'entre les urgences.

Oui, je sais que dans ce pays qui est le mien tout est prioritaire, tout est urgent, comme s'il était impossible de hiérarchiser, d'ordonner, d'avoir un point de départ par où commencer. On peut certainement faire mieux que de continuer ainsi à justifier l'immobilisme de l'« Âne de Buridan » mourant entre deux bottes de foin à

ne pouvoir choisir laquelle manger la première. NON. Il y a clairement une urgence criarde qui nous interpelle parmi toutes les urgences en cette saison des fins d'années scolaires, des examens officiels, des angoisses d'avenir de chaque candidat, tripes nouées à chaque obstacle à franchir de cette course d'obstacles.

Ils sont un million à s'être soumis à toutes les épreuves officielles confondues et presque cent mille pour les seuls baccalauréats. Ce sont des ordres de grandeur à donner des insomnies aux responsables de ces épreuves. Il faut leur en savoir gré. Je commencerais bien le prochain questionnaire d'enquête à leur envoyer par : dormez-vous bien ?

On peut certainement faire mieux que de continuer ainsi à justifier l'immobilisme de « l'Âne de Buridan » mourant entre deux bottes de foin à ne pouvoir choisir laquelle manger la première.

Cela a commencé le 18 mai

J'ai été invité cette année par le recteur Yves Voltaire, de l'Université publique du Sud aux Cayes (UPSAC), à m'adresser à ses plus de mille étudiants et étudiantes sur le thème du drapeau et de l'université à Camp-Gérard-plaine-des-Cayes, cette butte fortifiée d'où Dessalines, le 6 juillet 1803, avait scellé l'alliance d'avant la victoire avec les troupes du Sud de Geffrard. (Madiou dans le livre 35 du tome 3 de son

Histoire d'Haïti propose un verbatim d'une page de ce puissant discours en ce lieu de réconciliation d'après la Guerre du Sud.) Je n'allais pas rater cette unique chance d'avoir pour lutrin le socle commémoratif de cet événement que, depuis ma prime enfance d'originaire du département du Sud, je me suis fait raconter à ne plus pouvoir compter le nombre de fois. Je me suis donc mis au travail un bon mois à l'avance. Ce que j'allais découvrir m'a complètement renversé.

Au cours de la décennie 1920-1930, des générations-victimes de l'occupation états-unienne ont cherché dans l'université l'outil dont avait besoin leur descendance pour redevenir maîtres chez eux et rebâtir pays. Ils ont inventé le couplage entre drapeau et université le 18 mai 1919 (?). Le message véhiculé était dans l'affirmation que c'est par la construction de l'université que l'État pouvait se rebâtir en y formant les vagues successives d'étudiants et d'étudiantes devant constituer la relève intellectuelle indispensable à cette refondation de l'État. C'était donc le pari de se constituer de puissantes classes moyennes de clercs, de cadres, de professionnels de toutes sortes... ce en quoi la cinquième génération a réussi son pari en accouchant de la sixième génération.

On connaît l'histoire de cette sixième génération née de 1930 à 1945 (entre 65 et 80 ans en 2010), qui doit tout son succès à l'effort consenti par ses pères de la cinquième génération, les créateurs de l'arrimage symbolique de la fête de l'université à la fête du drapeau le 18 mai.

La frange instruite de la sixième génération, après avoir reçu au pays de bonnes bases scolaires et académiques, a été massivement évacuée au dehors. De ce fait, elle n'a pas pu éduquer, enseigner, former, encadrer, sur place, la septième génération dont les années de naissance vont de 1960 à 1975. La crise scolaire et universitaire actuelle n'est autre que la conséquence de ces émigrations massives des cadres de 1965 à 1985.

La conjoncture actuelle est identique à celle des années vingt, en ce qu'elle pousse au même geste d'aller chercher dans l'université à reconstruire d'urgence l'appareil d'État dont on a besoin pour armer nos descendances, la huitième génération notamment, celle née entre 1990 et 2005.

Ses premières cohortes à entrer à l'université sont prévues pour aussi tôt que l'année prochaine en 2008.

En fait, de 2010 à 2030, pendant les vingt prochaines années, ce sera le temps de passage par l'université de la faction de la huitième génération qui pourra s'y rendre. Et l'on est très loin d'avoir commencé les ruptures qu'exige la venue de cette vague qui sera aux affaires en 2050 et gèrera le pays au milieu du Tricentenaire.

Le Cahier thématique de septembre

C'est donc sur le thème de l'urgence d'université que toute une équipe du *Nouvelliste* (journalistes chevronnés et jeunes stagiaires) tentera de présenter en septembre un portrait de notre situation académique en visant le plus large possible, abonnés du journal certes, parents et élèves évidemment, professeurs de partout du pays et de ses diasporas, retraités de partout désireux de donner un coup de main indispensable, les diplômés des baccalauréats en instance de choix... Nous aborderons aussi concrètement ce qui fait problème au quotidien de chaque personne œuvrant dans le système, comme la diversité des niveaux des diplômés des bacs et la nécessité de propédeutiques (ces livres et ces années de bonification et d'uniformisation des bases). Sans oublier le problème des milliers de mémoires de sortie

d'université qui n'aboutissent pas. Et les pistes simples qui leur permettraient d'aboutir dès l'année prochaine. Bref, nous dirons les éléments des débats auxquels personne ne saurait rester indifférent.

Nos chroniques hebdomadaires de l'été

Nous approfondirons certes certains aspects de l'École haïtienne en cet été 2007, mais aussi, mais surtout, nous traiterons d'autres thèmes que l'actualité nous impose comme la question des marchandes de rue que l'on semble aborder avec une légèreté coupable. Je refais aussi un tour à Montréal d'où j'aimerais vous parler de cette communauté d'Haïtiens qui fête ses 40 ans. De l'Expo de 1967, où ils n'étaient que quelques centaines, à 2007 où ils sont cent vingt mille, trois générations superposées. Et puis le centenaire de la mort de Justin Lhérisson en ce même 2007...

**La frange
instruite de
la sixième
génération,
après avoir reçu
au pays
de bonnes bases
scolaires
et académiques,
a été massivement
évacuée
au dehors.**

L'État, l'université et l'Université d'État

Je ne m'attendais vraiment pas à ce que des lecteurs attentifs (et deux lectrices malignes) utilisent mon courriel pour me demander des précisions sur des points abordés la semaine dernière. Je comprends maintenant pourquoi l'équipe du *Nouvelliste* tenait tant à ce que j'anime un blogue à partir d'août; elle savait que sa clientèle avait le clavier facile!

Ceci m'oblige à rester encore un peu sur la relation entre l'État et l'université. Mais avant d'aborder les trois points soulevés par les courriels, je veux partager avec vous les changements que cette chronique m'impose.

Mon dernier texte de professeur a mis deux ans à paraître. J'avais d'abord été sollicité en janvier 2004 par la revue *Nuit Blanche* pour écrire dans sa rubrique sur « Le livre que je n'ai pas lu ». J'ai bien mis deux semaines, vers février et mars, à fignoler sur « Ainsi parla l'oncle » de Jean Price-Mars, qui allait m'offrir le prétexte de tartiner large sur Haïti, et le texte a paru en décembre 2006. Deux ans donc, et ce sont des délais normaux pour les grandes revues. Maintenant, au *Nouvelliste*, je termine d'écrire le dimanche, mise en page lundi, sortie mardi et vous me lisez mercredi matin, et jeudi les premières réactions par courriels, puis vendredi cela recommence! Je me sens comme une tortue académique au royaume des lièvres journalistiques.

L'analyse générationnelle

Ce n'est évidemment pas dans un journal que l'on apprend les principes et méthodes d'un type d'analyse (j'enverrai en privé les références demandées)... mais on peut ici dire qu'à côté des

types d'analyses auxquelles nous sommes familiers en Haïti, classes, castes, couleurs, régions, âges, genres, urbain, rural, diaspora, etc., il y a le phénomène des générations (et des intergénérationnelles) qui est une grille très puissante de compréhension de notre XX^e siècle, par exemple (voir tableau).

Quelque quatre-vingt dix ans (soit trois fois trente ans) après la création de la fête conjointe du drapeau et de l'université, nous sommes confrontés à une même urgence d'université face à deux crises générationnelles de même nature: deux générations-victimes, la cinquième et la septième, qui se doivent de chercher dans l'université à construire (1920) ou à reconstruire (2010) l'appareil d'État d'une sortie de crise pour armer leur descendance, la sixième (1930-1945) et la huitième générations (1990-2005).

C'est cela qu'il y avait aussi à dire le 18 mai passé et qu'il y aura surtout à faire les prochains 18 mai!

Les protagonistes de ce que sera Haïti en 2050 sont tous déjà nés, et c'est ici et maintenant qu'il faut immédiatement intervenir pour orienter ce que sera ce moment de 2050.

L'université comme instance constitutive de l'État

C'est que l'université représente dans l'État le siège d'une fonction autonome, identifiée depuis le Moyen Âge jusqu'à nos jours comme le STUDIUM, ce pouvoir culturel de connaissance à cultiver, studieusement, avec application (instance distincte d'autres pouvoirs comme le politique, l'IMPERIUM, ou le religieux, le

Les générations au rythme trentenaire du remplacement des pères par les fils

Génération	Années de naissance	Événements fondateurs	Entrée aux affaires
4 ^e	1870-1885	1900-1905	1915
5 ^e	1900-1915	1930-1935	1946
6 ^e	1930-1945	1960-1965	1990
7 ^e	1960-1975	1990-1995	(?)
8 ^e	1990-2005	(?)	2050 (?)

SACERDOTIUM, pas aussi dépassé qu'on pourrait le croire en ces temps d'intégrisme).

Nos aînés ont posé un geste dont je ne finis pas d'admirer la puissance et la portée (car je ne connais aucun autre cas d'une fête conjointe de drapeau et d'université) comme réponse à la grande crise totale-globale qu'induisait l'occupation étatsunienne de notre territoire à ce moment-là.

De notre drapeau, nous savons à peu près tout, depuis deux siècles que nous célébrons la symbolique du mercredi 18 mai 1803 à l'Arcahaie comme annonce de notre État haïtien du dimanche 1^{er} janvier 1804 aux Gonaïves (en passant par Camp-Gérard, les mardi et mercredi 5 et 6 juillet 1803). Le drapeau et l'État ne faisant ici qu'un, l'un symbolisant l'autre.

De l'université, nous avons aussi beaucoup parlé depuis les débuts de notre vie d'État (car l'instruction et les études académiques ont été des préoccupations aussi bien dans la République de Pétion au Sud que dans le Royaume de Christophe au Nord). C'est ainsi que la Constitution de 1843 portera, à peine quarante ans après l'indépendance, ce souci des études supérieures dans un article d'une si grande modernité qu'il mériterait d'être affiché dans chaque salle de cours. Il aborde les fondements de liberté, de gratuité, d'accessibilité, d'ouverture aux deux sexes, de contenus (les arts, les sciences et les lettres), de langues créole et française... et même les modalités d'implantation des écoles en fonction de la densité des populations et de leur distribution en communes et villes.

Constitution de 1843, section III du titre II, article 31 : L'enseignement est libre, et des écoles sont distribuées graduellement à raison de la population.

- Chaque commune a des écoles primaires de l'un et de l'autre sexe, gratuites et communes à tous les citoyens.
- Les villes principales ont, en outre, des écoles supérieures où sont enseignés les éléments des sciences, des belles-lettres et des beaux-arts.
- Les langues utilisées dans le pays sont enseignées dans ces écoles.

Ce n'est donc pas de parler du drapeau ou de l'université que nous conviait le 18 mai, ni même de parler du drapeau et de parler de l'université... mais bien de parler d'une troisième chose autrement plus importante, différente des deux premières, de la relation du drapeau avec l'université, et donc des articulations entre l'État, l'université et l'Université d'État comme une instance constitutive de cet État.

De l'autonomie universitaire et de la liberté académique

Commençons par cette fonction d'autonomie de la chose universitaire qui se compare bien à celle du judiciaire. L'État, en charge du judiciaire comme instance constitutive, rémunère les magistrats pour servir la JUSTICE et non pour servir l'État ; c'est cela, l'autonomie du pouvoir judiciaire dans l'État dont il fait pourtant partie... Et l'État assume la fonction universitaire en rémunérant, entre autres choses, les professeurs, non pour servir l'État mais pour servir la CULTURE, par l'enseignement supérieur de ce qu'est la société à chaque moment donné et par la recherche permanente pour approfondir comment cette société est toujours en train de se transformer. Enseignement + Recherche.

L'université, qui est toujours une émanation de l'État, est donc autonome dans la réalisation de sa double tâche d'enseignement et de recherche au service de la CULTURE et non au service de l'État. La conséquence immédiate de cette marge d'autonomie dans l'exécution du mandat universitaire de l'État est que l'université est aussi libre dans ses choix de problématisation et de reproblématisation pour atteindre les objectifs qui lui sont fixés par l'État... au service de la CULTURE sans jamais d'inféodation à l'État.

Que dirait-on d'un pouvoir judiciaire inféodé à l'État ? La même chose d'une université placée en situation d'inféodation à l'État ! Le citoyen, la citoyenne a besoin de savoir que, dans l'État, les sphères à autonomie relative comme le judiciaire et l'universitaire sont respectées en tant que telles.

L'autonomie universitaire et la liberté académique ne sont donc pas une licence pour faire n'importe quoi, n'importe comment, n'importe quand, n'importe où... Au magistrat, dans sa tâche d'autonomie et de liberté, des rayons entiers de codes, de lois, de jugements antérieurs, de précés... lui indiquent le chemin à prendre et les balises à l'intérieur desquelles se maintenir, et viendrait-il à y faillir, la justice a prévu mille recours contre mille abus.

L'université aussi à ses rayons entiers de ce que doivent être un programme, un tronc commun, des spécialités, un curriculum et des syllabus, un plan-cadre de cours et différents modes d'évaluation... La non-application d'une règle n'a jamais signifié que la règle n'existe pas ; elle veut simplement dire que, quelque part, on n'a pas pris les moyens de l'appliquer et que cela peut à tout moment changer s'il vient un jour plus favorable.

BALS, FESTIVALS, CARNAVALS...

Nouveaux marchés culturels et classes moyennes

Le déclic s'est fait dans ma tête au parc Jean-Drapeau de Montréal, le dimanche 15 juillet, au festival international Konpa... Vous savez, ce fameux déclic de la Pomme de Newton, quand on traîne longtemps et partout une question et que subitement vient la réponse. La loi de l'attraction terrestre aurait ainsi pris corps d'une pomme tombée sur la tête de Newton... Et puis le non moins célèbre autre déclic, celui de l'Eurêka d'Archimède dans son bain sortant nu pour théoriser la loi de la pesanteur des corps que rabâchent nos potaches au bac : tout corps plongé dans un liquide subit une poussée de bas en haut égale au poids du liquide déplacé. Cela nous vient d'Archimède tout tout nu. Mais mon préféré de tous cependant est le pathétique « Carmen, Eurêka ! la République est sauvée » du professeur Daniel Fignolé sous sa douche, à sa deuxième couche de savon, au début de l'année 1957, touché par la révélation qu'il fallait former un gouvernement collégial provisoire comme sortie de crise. Ceux qui ont vécu la période électorale de 1956-1957 doivent s'en rappeler, c'était une trouvaille dans le plus pur style de Pierre Eustache Daniel Fignolé, démocrate conséquent, démocrate par principe... à l'époque où la politique était chez nous flamboyante et haut en couleur. J'avais 12 ans, fignoliste rouge pour le panache et la gueule du leader. Cinquante ans après, je suis encore nostalgique de cette première campagne de ma vie ; c'en avait été toute une !

Bref, au parc Jean-Drapeau, ce jour-là, ce fut le déclic du lien à faire entre toutes les nouvelles manifestations que j'observais depuis des années, à la recherche des fondements de cette nouvelle culture haïtienne en pleine explosion. Toute la crème du Konpa est là en même temps, dix ensembles de partout de nos diasporas et du pays, entre dix mille et quinze mille personnes à se déhancher en cadence et moi n'arrivant à me

frayer chemin jusqu'à la scène que grâce à mon badge d'accréditation du *Nouvelliste* et de Magik9, que je porte pour la première fois.

Un faisceau de signes convergents

J'avais été voir, il y a deux ans, New York se parer de bleu et de rouge pour le carnaval du Labor Day qui remplissait ses rues de dizaines de milliers de danseurs et danseuses. J'avais noté des soupers à Montréal qui réunissaient plus de six cents personnes à plus de cent dollars le couvert pour telle ou telle graduation annuelle. Maintenant au pays, c'est en maternelle que l'on vous flanque une graduation au nom du rituel académique des toges et des toques ; ces petits en auront porté dix fois avant de revêtir enfin dans leur vieil âge l'ample chape de l'*honoris causa*. Le mouvement de consommation déborde jusqu'aux symboles.

Montréal, Boston, New York, Miami, qui forment le grand arc de peuplement haïtien de la façade ouest atlantique, comptent des dizaines de grands bals par mois. Les festivals se suivent, pour la musique créole, la cuisine créole, la danse créole. Les concours de beautés

créoles bien en chair, avec tétés et fesses, Vénus noires, stéatopyges, hottentotes, se sont affranchies des canons aux fluettes demoiselles longilignes d'autrefois qui passaient pour de la beauté à nous étrangère. Les nôtres sont en forme, comme nous disons depuis toujours. Les mois du calendrier sont tous maintenant pris pour une célébration nouvelle du mois de ci, du mois de ça, de l'histoire des noirs, de la langue créole, de l'environnement à rebâtir, des *braceros* en enfer en République dominicaine... Bref, au parc Jean-Drapeau ce dimanche-là, j'ai compris qu'il fallait théoriser l'émergence d'une culture en feux d'artifice des classes moyennes haïtiennes à la dimension des considérables ressources matérielles et intellectuelles accumulées en une géné-

**Au parc
Jean-Drapeau
ce dimanche-là,
j'ai compris qu'il
fallait théoriser
l'émergence
d'une culture
des classes
moyennes...**

ration dans les diasporas. Elles ont maintenant les moyens de créer un marché avec son offre et sa demande, toutes deux en forte progression continue depuis des années.

Après tout, ce serait étrange et étonnant que la capacité de transférer chaque année au pays presque deux milliards de dollars ne s'accompagne d'aucun autre échange d'aucune autre sorte. Ce serait étrange en effet. Il doit en fait exister, dans les deux sens d'ailleurs, à côté de flux matériels mal mesurés mais mesurables comme les transferts, plein de flux immatériels non mesurables comme ceux de la culture, des savoir-faire, des savoir-être. Ce sont ces immatériels, ces bienveillantes, qui sont en pleine exubérance.

Diasporas et classes moyennes

Sans doute le plus important phénomène de la fin du XX^e siècle haïtien aura été la Constitution hors du territoire national de noyaux de peuplement haïtiens qui comptent pour le tiers de la population haïtienne. L'ordre de grandeur à retenir est de deux tiers au pays et un tiers hors pays, juste l'inverse des Juifs qui comptent deux tiers *out* et un tiers *in*. Mais nous n'avons pas dit notre dernier mot!

La multiplicité et la variété des liens créés à tous les niveaux entre nos deux blocs est passée par différentes étapes. Kamoken au début, pour opposants au régime Duvalier, mais bien vite les exilés ont été rejoints par des émigrants pour former peu à peu une diaspora en réalisation. Quand ce chiffre a atteint le million d'expatriés et que ce million s'est mis à donner de la voix pour les sans voix du pays en matière politique, et que ce million s'est mis à envoyer des centaines de millions de dollars par année, plus que toute l'aide étrangère de tous les soi-disant donateurs réunis, on a pu parler de « Dixième département » par complémentarité aux neuf autres du pays.

Mais voilà, à mesure qu'évoluait le phénomène, on s'est rendu compte que la création des fameuses classes moyennes haïtiennes, dont rêvaient toutes les idéologies autour de 1946, s'était effectivement construite en X^e département à hauteur de 20 % de la population haïtienne, soit près de 2 millions de personnes. De solides classes moyennes de techniciens, professionnels, cols blancs, cadres moyens, médecins et professeurs, et un million d'élèves à l'école.

En 2007, le phénomène s'est encore métamorphosé, forçant le recours à un nouveau champ de concepts, tant les articulations entre les deux blocs de population sont devenues complexes et multiples. Il faut repenser le pays comme un seul tout, intérieur et extérieur imbriqués, et dégager la vision stratégique capable de présider aux nouvelles pratiques. Un travail long et profond pour grandes personnes cependant.

Un immense marché culturel émergent

Les moins de trente ans au parc Jean-Drapeau de Montréal ce jour-là étaient tous de la deuxième génération. Natifs-natals d'ici, conçus ici au Canada et livrés ici par tranche de deux mille bébés chaque année depuis plus de trente ans.

Ce sont des héritiers de classes moyennes qui vont prendre leur place chez eux, là où ils sont nés, ici. Cette autre génération non immigrante est en train de remplacer celle des parents immigrants, elle entre aux affaires, elle investit dans la presse et la bourse, dans le travail et l'entreprise, bref, elle est sur le marché mondial de la compétition pour les prochaines années, mais elle est en demande solvable de la culture haïtienne d'origine telle qu'elle se réinterprète, se fusionne, se métisse... en musique, en peinture, en littérature, en danse, etc.

Haïtiens d'origine, quelque part ils le sont et ils le resteront toujours d'une certaine manière. Il y a cette émotion de l'origine qui n'implique pas du tout la double nationalité et autres finasseries constitutionnelles, car on est toujours du pays de son enfance à Montréal, New York ou Miami comme à Port-au-Prince. C'est l'origine, à distinguer de l'enfance, qui se conservera longtemps chez les descendants d'Haïtiens partout dans le monde puisqu'ils y seront massivement, génération après génération, et que seul le nombre compte en cette matière. Ils resteront donc toujours d'origine haïtienne et il y aura toujours une attente de rapports culturels avec le pays de provenance. Cette émergence d'une culture nouvelle aux teintes haïtiano-américaine, haïtiano-canadienne ou haïtiano-toute-chose-d'autre qui est en train de jaillir n'en est qu'à ses débuts; bals, festivals, carnavaux... ont un bel avenir dans le nouvel espace haïtien dans le monde... avec toujours le besoin de s'alimenter à la source natale, la terre d'origine de ces immensités mêlées du dedans et du dehors. **H**

**Il faut repenser
le pays comme un
seul tout, intérieur
et extérieur
imbriqués,
et dégager la
vision stratégique
capable de présider
aux nouvelles
pratiques.**

Le nouvel empire du milieu quête son chaînon manquant

Rendu à ma quatrième chronique, je prends déjà acte que la meilleure façon de faire est d'y aller par deux Hebdo sur chaque thème abordé. C'est que les réactions ne se font pas attendre et me commandent d'éclairer le propos central sous tels et tels angles différents. Je reviens donc ici sur la dynamique de notre société en train de s'offrir une explosion culturelle centrée sur les classes moyennes, l'empire du milieu, en expansion continue entre les extrêmes.

Retour sur le déclic

J'ai été intrigué par le fait que ce soient deux finissants, en rédaction de mémoire, qui m'aient interrogé la semaine dernière sur le moment du « déclic » (quand, comment, pourquoi). J'ai appris depuis qu'il est de notoriété publique que plus de dix mille mémoires de sortie de nos universités sont en souffrance et que plus de 80 % de nos finissants n'arrivent pas à satisfaire à cette exigence pour l'obtention de leur diplôme. Quand cela atteint une telle ampleur, c'est un très grave problème de société. Je promets d'y consacrer un Hebdo et d'avancer des solutions avant la rentrée des classes... mais le « déclic » n'y est pour rien à ce niveau du premier cycle universitaire. Les illuminations, d'où jaillissent d'autres manières de comprendre, sont affaires de temps longs et de vastes observations. C'est beaucoup plus tard que cela entre en jeu.

Évidemment que j'avais fait plus que d'aller au parc Jean-Drapeau le dimanche 15 juillet à la rencontre d'un déclic. Dès le vendredi 13, j'étais au Théâtre de Verdure du parc La Fontaine, où dansait pour mille personnes la troupe haïtiano-québécoise Expression. J'y avais vu un Rara de belles trouvailles avec masques carnavalesques et instruments de percussion empruntés à toutes les cultures qui se voisinent à Montréal dans des harmonies métissées. La troupe Expression semble frayer son chemin haïtien entre moder-

nitité et universalité. Et le samedi 14, j'avais été témoin, une fois de plus, de l'obstination de quatre cents Aquinois qui avaient convergé d'aussi loin que New York et le New Jersey pour ne jamais quitter l'immense piste de danse de leurs retrouvailles, rue Beaubien. Cela me renvoie à tout coup à la « Piste » du bord de mer de mes enfantines vacances aquinoises, un glacis circulaire sous un toit conique en paille, peu de chaises. On y allait pour danser, un point c'est tout, et l'on dansait, point. Une piste qui portait bien son nom de « Piste ».

Bals, festivals, carnivals... ils ont maintenant les moyens de leurs désirs et ne s'en privent pas pour contraindre à l'émergence d'une culture propre. Et puis, rien qu'à observer le magazine *Ticket*, le gargantuesque bébé de la presse haïtienne, dédoublant récemment son édition très musique par une autre édition tout sport, tout en se poussant d'hebdo à bi-hebdo... en attendant peut-être de créer l'édition de la troisième composante encore manquante, de l'ordre du littéraire.

**La géographie de
ce nouvel empire
du milieu
s'ébauche dans une
espèce de
jubilation culturelle
qui évoque la folie,
mot que l'on accole
à toutes les
manifestations.**

L'arc atlantique de Port-au-Prince à Montréal

C'est qu'il y a une demande pour Musique en folie, Danse en folie, Sport en folie, Haïti en folie... et toutes les nouvelles folies qui suivent l'arc de peuplement de Port-au-Prince à Montréal. Chaque

orchestre est de toutes ces villes à la fois, même si sa base est localisée. Nous sommes dans l'ère des nouveaux nomades aux pieds poudrés, avec plusieurs haltes « la descente ».

La géographie de ce nouvel empire du milieu s'ébauche dans une espèce de jubilation culturelle qui évoque la folie, mot que l'on accole à toutes les manifestations. Au sédentaire localisé en un lieu succède maintenant le nomade qui parcourt continuellement un espace aux multiples haltes. Et pour ceux qui ne cèdent qu'aux arguments de l'économie, il n'est que d'observer les gens d'affaires et les banques aux guichets des

transferts partout implantés dans l'arc de peuplement pour voir que certains, toujours les mêmes, ont depuis longtemps compris le nouvel espace haïtien.

Alors *quid* de Livres en folie? La parente pauvre? Absolument pas. Tous les voyants d'une massive présence potentielle du littéraire dans ce nouvel empire du milieu sont au vert... encore faut-il avoir le courage d'accompagner cette potentialité après l'avoir identifiée pour ce qu'elle est : le temps des lodyanseurs (qui vient de s'assurer d'ailleurs de dix ans de mise en place des fondations théoriques et pratiques nécessaires).

De la lodyans comme le chaînon culturel manquant

Ce n'est un secret pour personne que le livre va mal au pays et en diaspora. Ce n'est même pas une vraie boutade de dire que l'on peut plus facilement citer cent écrivains que cent lecteurs. Expositions, salons, lancements se succèdent partout sans acheteur. Une exception notable est le marché d'un jour de Livres en folie qui a pris la suite de notre Fête-Dieu, un jeudi de juin en général.

On ne lit tout simplement pas, alors que la demande de narrativité et de romanesque est grande. Le phénomène Sixto dans les années 1975-1985 est là pour en témoigner. Il y a une grande demande venant d'un grand marché; c'est l'offre qui balbutie encore et n'arrive pas à s'ajuster.

De quoi s'agit-il? La lodyans haïtienne est un genre littéraire très sérieux avec toutes les composantes requises d'un grand genre littéraire. C'est même le seul genre littéraire qui soit propre aux Haïtiens. Et ensuite, la forme sous laquelle le grand public est prêt à recevoir les œuvres, dans un premier temps, est celle de l'art de la voix, la voix du lodyanseur. Cette jonction du théâtre et de la littérature dans la lodyans me semble un atout majeur d'autant qu'elle a aussi son illustre maître et prédécesseur dans la personne de Fernand Hibbert (1873-1929).

La troisième grande composante de cette nouvelle culture existe bel et bien. Il faut simplement l'organiser en troupes de tireurs de lodyans, festivals de lodyans, revue littéraire et association... en regroupant les créateurs, théoriciens, interprètes, diseurs, etc. Ce mouvement est d'ailleurs amorcé.

La troisième grande composante de cette nouvelle culture existe bel et bien. Il faut l'organiser en troupes de tireurs de lodyans, festivals de lodyans, revue littéraire et association de lodyanseurs...

Il est intéressant de voir comment maintenant les liens sont faits entre toutes les étapes de la lodyans : les précurseurs des années 1900, les Justin Lhérisson, Fernand Hibbert et les contributeurs au journal *Le Soir*, le passage par le Price-Mars de *Ainsi Parla l'Oncle* au tournant 1930, que Jean Baptiste Cinéas tentera de mettre en application pendant vingt ans, suivi par Mayard, Chevallier, Grimard ; puis le Jacques Stephen Alexis de 1960 rencontrant la lodyans et Sixto

tout de suite après, et enfin la génération contemporaine, à partir de 1990, des Dany Laferrière, Stanley Péan, Gary Victor, Charlot Lucien, Verly Dabel (et moi)... Soulignons les dates clés du siècle : 1900, 1930, 1960, 1990... l'intervalle générationnel de 30 ans, le temps pour les fils de remplacer les pères. Nous en serions à notre quatrième génération de lodyanseurs abordant exactement les mêmes questions d'une société bloquée, mais à chaque génération de manière différente.

Pour ma part, rien ne m'aurait autant fait plaisir que de monter sur scène dire mes lodyans, mais je n'ai jamais vraiment osé. Vous voyez sans doute pourquoi. Mes prestations n'ont jamais eu d'autres témoins que le cercle intime des miens. Mais je n'ai pas dit mon dernier mot d'oser un jour le Rex sur

le Champ de Mars. C'est une fixation de la toute petite enfance pour ce lieu où travaillait mon père qui m'y amenait avant même que j'aie l'âge d'aller à l'école. J'ai gardé pour cette façade illuminée l'éblouissement du papillon pour la lampe. Mais comment vais-je affronter mon père, qui imprègne et habite tout dans le Rex, en montant sur scène, non en scientifique pour un discours de la méthode, non en politique pour un manifeste de plus, mais en lodyanseur (que, soit dit en passant, je trouve aussi sérieux que les deux autres). Je ne suis pas certain de sa réaction là où il est, bien qu'il ait toujours su que je suis un lodyanseur-né et que cela me vient de ma mère.

Et c'est peut-être cela le problème de la lodyans qu'il va falloir régler : cet extraordinaire art de l'oraliture (oralité + littérature) doit lui aussi sortir du mépris où l'on a longtemps tenu le créole et le vodou, qui sont de la même portée saint-domingoise que lui.

Lodyanseurs de tout le pays, unissez-vous!

Nos esprits sont-ils plus occupés que notre territoire ?

Avec toute l'agitation que l'on entretient depuis des mois par monts et par vaux sur la consécration de l'année 2007 au seul et unique centenaire de Roumain, il se peut fort bien que nous soyons une fois de plus en train de passer en 2007 à côté du centenaire le plus important pour notre littérature, non seulement pour celle du XX^e siècle, dont il nous reste à inventer ce qu'il fut comme bicentenaire, mais encore pour celle du XXI^e siècle qu'il nous reste à imaginer comme Tricentenaire.

Vous me croyez sans doute à la provocation, mais pas du tout ; je suis simplement stupéfait, sans doute comme vous, de cette répétition du même à propos de Roumain, frisant l'orchestration d'une litanie sur Roumain, sans qu'il n'y ait le moindre couac dans ce chœur à l'unisson pour Roumain (qu'en dirait-il, lui toujours si prompt à débusquer le manque d'esprit critique ?). Or, il me semble que cette année 2007 aurait dû d'abord, et avant tout, être celle des célébrations du centenaire de la mort de Justin Lhérisson, à l'âge encore tendre de 34 ans, à la onzième heure du vendredi soir 15 novembre 1907... et puis de la célébration de quelques autres centenaires à s'être distingués des 60 000 naissances et des 36 000 décès de cette année-là en Haïti.

Mais voilà, pour cela il faudrait que ce ne soit pas le regard de l'autre sur soi, ni la définition de soi par l'autre, encore moins la consécration en soi chez l'autre... qui nous serve d'unique critère de nous-même, en faisant barrage, comme dirait Césaire, à ce « temps de nous-même » qui a tellement de mal à advenir. Ce qui fait que nos esprits seraient encore plus occupés que notre territoire.

1907-2007, le centenaire oublié de Justin Lhérisson

Que l'on célèbre en 2007 le centenaire de la naissance de Jacques Roumain est un choix bien légi-

time qui aurait cependant été plus responsable s'il s'accompagnait du message que nous avons assez d'auteurs pour fêter le centenaire de la mort et de la naissance d'au moins deux grands la même année 1907, ce qui n'est pas rien à cent ans de cela ! Mais, qu'il n'y en ait que pour Jacques Roumain depuis sept mois peut laisser pantois et me laisse effectivement pantois.

Rien, mais absolument rien pour Justin Lhérisson et la signification fondamentale de son œuvre pour l'identification d'un romanesque proprement haïtien appelé lodyans qui est une contribution originale et spécifique au romanesque universel... mais fait avant l'occupation

étatsunienne de 1915-1934, qui l'a enseveli sous les décombres de la première désaccumulation du XX^e siècle. Que je sache, tout n'a pas commencé en ce pays qu'au sortir de l'occupation et le triomphe de la centralisation port-au-princienne !

Rien, mais absolument rien de tout ce qu'il urge de rendre accessible au grand public, ne serait-ce que par la numérisation de ce monument journalistique et littéraire qu'est *Le Soir* (à mon humble avis, le plus grand des monuments journalistique et littéraire des XIX^e

et XX^e siècles haïtiens) de 2500 numéros en dix mille pages (10 000 pages !), l'œuvre au quotidien que Lhérisson a porté avec flamboyance huit ans à bout de bras de 1899 à 1907, alors que tout Jacques Roumain est déjà disponible, à bon marché, finement commenté souvent, par les obligeances récentes de l'Agence universitaire de la francophonie. Il me semble encore que l'urgent serait de rendre disponible ce qui ne l'est toujours pas !

Rien, mais absolument rien pour Lhérisson, et beaucoup de bruits autour de Roumain sans qu'il ne se soit rien fait de sérieux par ailleurs. S'il s'agissait de diffusion, alors pourquoi n'avoir pas édité un million de *Gouverneur de la Rosée* (en

Des critiques littéraires ou d'autres écrivains prennent conscience que nous étions passés à côté de nous-même à ignorer la lodyans.

quatre langues ou plus) et faire de la lecture collective de ce chef-d'œuvre partout dans le pays et dans les diasporas, et par tous, grands et petits, une fête de la lecture de tous les instants tout au long de l'année 2007? S'il s'agissait d'approfondissements, alors pourquoi n'avoir pas réuni la quinzaine de personnes dans le monde à avoir quelque chose de nouveau à dire sur Roumain? Puisque j'aimerais bien que l'on me dise ce que les sept premiers mois de l'année ont amené, que nous ne trouvions pas par exemple dans le gros livre-bilan de l'Agence universitaire de la francophonie sur Roumain? Si l'on veut tout mettre sur Roumain, au moins qu'on le fasse correctement.

Sortir du répétitif qui afflige l'histoire littéraire du XX^e siècle

Il a certes fallu pousser pour que la lodyans redevienne à l'ordre du jour, mais à partir de 2004 un réel mouvement général s'esquisse... On positionne non seulement le genre comme un structurant du XX^e siècle littéraire en y notifiant les quatre générations de lodyanseurs à se succéder en 1900, 1930, 1960, 1990, mais encore on en fait la référence de base des questions de la diglossie franco-haïtienne qui allaient traverser le siècle, celles de Roumain et du groupe martiniquais de la créolité incluses. Et l'on pourrait ainsi citer des critiques littéraires ou d'autres écrivains qui prennent de plus en plus conscience que nous étions effectivement passés à côté de nous-même à ignorer la lodyans.

Ce n'est donc pas la légitime série festive pour Roumain en 2007 qui est en cause, mais l'oubli ou la méconnaissance que c'est à partir de Lhérisson, même à fêter en 2007, et autour de la lodyans à laquelle il a attaché son nom que se réalise actuellement un travail de repositionnement en littérature haïtienne par un nombre grandissant de critiques littéraires, d'écrivains et d'éditeurs. Cette liste s'allonge à devenir significative de l'émergence d'un nouveau paradigme même : la lodyans est la colonne vertébrale de notre histoire littéraire du XX^e siècle.

Il nous faut renouveler la conception figée de notre histoire littéraire qui aurait bien besoin que fleurissent cent fleurs, cent autres pistes et cent autres propositions... pour sortir du répétitif qui

l'afflige. À moins de revenir à la dévastatrice hypothèse du début : nos esprits sont-ils plus occupés que notre territoire? Ne peut-on pas échapper au regard que pose l'autre sur nous?

Jacques Stephen Alexis et la lodyans

Que l'on ne se méprenne pas : j'aime aussi Jacques Roumain, beaucoup même pour actuellement travailler chez lui sur des choses qui n'ont pas encore été dites, comme je viens de le faire en 2007 pour Jacques Stephen Alexis (*Le dernier codicille de Jacques Stephen Alexis*, au 13^e Livres en folie et dans toutes les librairies, 100 pages, éditeur Plume & Encre). C'est que les études alexiennes forment un corpus conséquent d'une grande richesse au bout de cinquante ans de leur accumulation... mais Alexis, qui a laissé dans les cinq dernières années de sa vie trois textes à caractère de théorie en littérature, est parti d'une proposition de « réalisme merveilleux des Haïtiens » au 1^{er} Congrès international des écrivains et artistes noirs (Paris, 19-22 septembre 1956) pour aboutir vingt-sept mois plus tard, en janvier 1959, dans son *Florilège du romanesque haïtien* à l'illumination que la lodyans haïtienne est « la tradition narrative authentiquement haïtienne », le fond commun romanesque que partagent tous les Haïtiens, comme ils ont tous en commun le créole ou le vodou.

Si le chemin suivi par Jacques Stephen Alexis lui-même dans sa quête de l'esthétique littéraire qui serait propre à la culture haïtienne le conduit à la rencontre inévitable de Justin Lhérisson et de la lodyans au point d'en faire la contribution spécifiquement haïtienne au patrimoine littéraire mondial... et que l'entrevue que j'ai faite cet été 2007 avec l'épouse de Jacques Stephen Alexis, Andrée Roumer, confirme bien que *Ficelle*, son ultime cueillette, la dernière année de sa vie, engrangeait des histoires des gens de Jérémie, les « Jérémiades » disait-il, comme un autre amateur de lodyans le fera plus tard pour ceux de Quina... je me demande, toujours pantois, qu'est-ce qu'il leur faudra d'autre que Jacques Stephen Alexis pour qu'ils se mettent en branle pour ne pas rater le 15 novembre 2007?

À moins que nos esprits soient encore plus occupés que notre territoire? ①

**Cette liste
s'allonge
à devenir
significative
de l'émergence
d'un nouveau
paradigme même :
la lodyans est
la colonne
vertébrale de
notre histoire
littéraire du
XX^e siècle.**

Les mémoires en perdition

Le mot perdition est très fort (et très beau) en langage haïtien. Il peut référer dans un sens savant à n'importe quel grand risque encouru... mais c'est son sens usuel dans l'imaginaire collectif haïtien qui en fait une pratique toute en finesse de la consolidation des lignages. On qualifie de grossesses en perdition celles dépassant tous les délais imaginables pour s'étirer sur deux, trois ou même quatre ans... Des délais qui ont besoin de justifications lors de la venue d'un bébé de père absent ou longtemps décédé, bébé alors dit en perdition, lequel est réputé dans la communauté avoir été légitimement conçu avant le départ du père voilà trois ou quatre ans, héritier indiscutable donc du nom et des biens de son géniteur supposé. *Erèz kouch nanpwen kònn...* toutes discussions closes.

Et bien, c'est à cela que j'ai pensé quand deux collègues et amis ont sollicité mon attention, au cours d'une discussion à bâtons rompus, sur le problème des mémoires de sortie dont plus de dix mille me disaient-ils, soit plus de 80 %, sont par-delà tous délais raisonnables. Des mémoires en perdition à la manière de chez nous.

Nous avons convenu que les ordres de grandeur étaient trop démesurés pour que l'explication fasse dans les nuances. Le gros des cas devait relever d'un biais. On devait donc pouvoir proposer assez rapidement une hypothèse d'explication, et donc une perspective de rectification... Et je m'y suis mis avec leur aide, en les chargeant de m'introduire aussi bien aux étudiants qu'aux professeurs. Ce qu'ils ont fait, et bien fait.

Je me suis donc retrouvé pendant deux mois, mi-mai à mi-juillet de cette année, à interviewer en profondeur des candidats aux mémoires presque terminés pour trois facultés différentes de Port-au-Prince ; à animer deux rencontres de trois heures chacune avec plus de cent étudiants de l'Université publique du Sud aux Cayes (UPSAC) sur les thèmes de leur mémoire, et une

demi-journée d'étude avec tout le corps professoral universitaire de l'UPSAC ; et enfin j'ai tenté de parcourir ce qui pourrait tenir lieu d'embryons des répertoires des mémoires déposés et des sujets soumis...

Un brin de pragmatisme

Je ne me suis pas arrêté aux justes explications du genre qu'il faudrait un corps professoral à temps plein, avec des crédits pour encadrement des mémoires... c'est bien vrai, mais cela prend une décennie à développer. Qu'il faudrait relever le niveau moyen des étudiants, créer bibliothèques et généraliser l'assistantat de recherche... oui, oui, mais cela prend deux décennies à réaliser. Qu'il faudrait changer l'université donc changer l'État... bien sûr, mais trois décennies suffiront-elles ?

Le problème est tellement criard qu'il fallait y aller de la manière la plus pragmatique possible, comme quand il urge de commencer quelque part à faire quelque chose et que tout ce qui est habituellement normal comme intervention prendra des années avant de porter fruit. Que faire, ici et maintenant, quand les choses sont ce qu'elles sont, les étudiants sont ce qu'ils sont, les professeurs idem, les ressources itou ?

Le syndrome du post-doc

L'explication la plus évidente m'a paru que la totalité des sujets retenus sont définitivement trop gros nègres pour le niveau de premier cycle universitaire. Mais le pire, c'est qu'allègrement la formulation de tous les titres de projets font dans le post-doc, en sautant par-dessus les exigences attendues des maîtrises et des doctorats pour aller se lover dans la reprobélématisation et l'essai. Je ne saurais dire l'histoire de cette dérive, mais je sais reconnaître une dérive quand la charge est trop lourde et éreinte à tous coups. Heureusement qu'il n'y a rien de plus facile à corriger que cette manière-ci de dérive, fût-elle à dix mille exemplaires.

**Que faire, ici
et maintenant,
quand les choses
sont ce qu'elles
sont, les étudiants
sont ce qu'ils sont,
les professeurs
idem, les
ressources itou ?**

Un mémoire de premier cycle, c'est généralement une activité quasi autonome de l'étudiant comptant pour six crédits (à réaliser en 15 semaines à raison de deux jours par semaine). C'est une illustration de la formation reçue, une application à un cas concret dans une situation concrète. Ce n'est à ce niveau qu'un permis d'apprendre à conduire, même pas un permis de conduire, voire un brevet de pilotage de formule un (comme semble le suggérer les mémoires en perdition).

De la centaine de sujets analysés publiquement aux Cayes lors des rencontres, il a fallu les ramener tous au bon niveau à portée d'une exécution en trente jours par le candidat, quasiment sans aide externe (ou un minimum d'encadrement), une fois terminée la première et souvent seule séance d'orientation... Et ne pas confondre l'exercice avec une maîtrise de quinze crédits qui dresse un état des lieux d'une question en l'illustrant... et le doctorat qui s'étale sur trois ans à faire la démonstration d'une hypothèse dans un champ donné...

Ramener l'ardoise à zéro

Je me souviens, dans ma vie passée ailleurs, de m'être fait une de ces réputations, après avoir été ramené une seconde fois à la direction des études avancées pour résoudre le problème de quatre-vingts maîtrises en perdition. Elles pénalisaient lourdement un département dont le financement se basait sur le nombre de mémoires déposés dans l'année et le nombre de mémoires en souffrance. J'ai terminé ce mandat, douze mois plus tard, avec quarante sujets déposés et soutenus, et quarante abandons volontaires (enfin, plus ou moins volontaires...). L'ardoise était ramenée à zéro. Et j'ai ensuite refusé toutes les offres de continuer à jouer à ce jeu d'accoucheur au forceps de grossesses en perdition.

Mais je veux bien essayer de reprendre ici du service. J'ai obtenu de Magik9 de mettre à l'essai les prochaines semaines une émission offrant aux candidats de l'encadrement, sur le modèle de ce qui s'est passé lors de nos séances à l'UPSAC : chaque personne présentait brièvement son sujet et l'analyse suivait en regard du niveau adéquat, et le tout se terminait par la proposition d'un

sujet de même type, mais plus conforme à ce qu'il faut attendre de ce niveau. Très rapidement aux Cayes, toutes les candidates et les candidats avaient d'eux-mêmes ajusté leur sujet après avoir vu faire pour trois ou quatre de leurs collègues.

Ramener les sujets à leur niveau

Que les candidats qui veulent voir analyser leur sujet me fassent parvenir un courriel d'une page décrivant le sujet et la démarche. Je vais voir à inviter un ou deux collègues versés en méthodologie pour que nous soyons toujours plusieurs à parler ensemble des cas soumis.

NB: je ne m'occupe que de ce qui me regarde, les mémoires en perdition étant devenus un phénomène de société interpellant n'importe quel citoyen. Je ne veux rien savoir de votre professeur, de son cours, de votre Faculté... et de toutes les autres choses du genre capables d'antagoniser qui que ce soit. J'ai pu mener à bien toutes les enquêtes délicates sur ce thème, sans embarrasser personne, et j'entends continuer ainsi. Je ne suis dans cette affaire qu'un bénévole qui se souvient tout simplement d'avoir été dans la même situation à l'Université d'État, il y a plus de quarante ans de cela, face à son mémoire de sortie et sa leçon magistrale de la Normale Sup à délivrer en classe terminale au Lycée Pétion...

Addendum

Rendu à mon sixième Hebdo, je reviens sur ma réception au *Nouvelliste*, dont la qualité a même été soulignée par le doyen des chroniqueurs de la maison, Ernest Bennett, qui en a dit, dans ses « Dits et non-dits » : « Par un début de collaboration au *Nouvelliste*, notre confrère Georges Anglade qui pouvait se féliciter d'un accueil à nul autre pareil dans la rédaction du doyen... » Très juste constatation dont je suis d'autant plus touché que l'on continue à tout faire autour de moi pour que je me sente à mon aise dans cette quête d'une ligne directrice à mes chroniques qui, pour le moment, me mènent plus que je ne les mène. À preuve aujourd'hui, j'explore, dans la malice du langage médical pour conjurer une épidémie, une intervention d'utilité publique pour voir ce qui en sortira...

**L'explication
la plus évidente
m'a paru que la
totalité des sujets
retenus sont
définitivement trop
gros nègres pour le
niveau de premier
cycle universitaire.
Heureusement
qu'il n'y a rien
de plus facile
à corriger que cette
manière-ci de
dérive, fût-elle
à dix mille
exemplaires.**

Les genoux du recteur

Vendredi 5 décembre 2003, l'émoi est à son comble dans toutes les salles de nouvelles : le recteur de l'Université d'État d'Haïti vient d'avoir les deux genoux brisés à coup de barre de fer dans un local de cours de son université. C'est infiniment plus médiatique comme nouvelle que l'attentat à la voiture piégée du jour, avec son lot de morts quelque part au Moyen-Orient. (Un million de morts est une statistique, disait Staline, mais un mort est une tragédie). Les genoux du recteur se rangent dans les tragédies qui font mouche. Les images transmises par Télé-Haïti sont tout simplement insoutenables pour chaque universitaire dans le monde.

Ce jour-là se tenait à Montréal une grande conférence des recteurs d'universités, et l'on imagine facilement la centaine de participants votant unanimement une résolution de solidarité. Ce soir-là, je fus convié à rencontrer l'un d'eux de mes amis, qui, très sincèrement affecté, voulait que je lui explique comment un tel geste avait pu être posé dans un pays aux urgences universitaires aussi évidentes. Il s'imaginait un recteur dans pareille situation comme un intouchable. Et comme tout le monde, il n'en revenait pas.

L'inadmissible et pourtant compréhensible

Une référence me turlupinait tout au long de l'après-midi de ce 5 décembre, sans que je ne puisse la vérifier avant la nuit. Je savais que Victor Hugo, dans son recueil de 1872, *L'année terrible*, sur la Commune de Paris de 1871, avait proposé une réponse magistrale à cette interrogation sur « L'inadmissible et pourtant compréhensible ». Est-ce la faute d'un individu ? Est-ce la faute de la société ? Quand l'exclusion est extrême, comment s'étonner des gestes extrêmes des exclus ?

J'avais oublié le titre exact du poème, tout en pouvant adapter son fil dramatique à la situation.

L'interrogatoire du prévenu devait débiter par : « Est-ce toi qui as brisé les genoux du recteur ? » Réponse : « Je n'ai jamais été à l'école. »

J'avais promis à mon ami recteur de lui faire parvenir dès le lendemain le poème en question. Et, sachant ce texte de haute pertinence haïtienne,

j'avais trouvé qu'il valait aussi la peine de vous l'offrir un jour à méditation.

Le compréhensible et pourtant inadmissible

L'occasion ne se présente finalement qu'aujourd'hui, mais elle tombe quand même à pic pour souligner que chaque citoyen est concerné par les genoux du nouveau recteur et ceux des deux nouveaux vices-recteurs qui vont se faire élire en octobre 2007 à l'UEH. Ce sont de nos affaires, dont il nous faut nous occuper maintenant, pour nos descendances, afin de sortir du verrouillage qui maintient le *statu quo* « d'archaïsmes et d'ignorances de l'espace universitaire haïtien, aux structures de pouvoir hégémoniques, résistant à la transparence et fermé à toute culture de reddition de compte », écrivait très justement le recteur en vogue de Quisqueya, Jacky Lumarque, dans *Le Nouvelliste* du 31 juillet.

Il y a dans ce dossier une évidence pour moi, et probablement pour un grand nombre de personnes : la radicalité des voies et moyens à prendre pour la refondation urgente de l'Université d'État d'Haïti. L'on ne saurait ni la privatiser, ni continuer à la dépecer par cette floraison d'instances alternatives à l'UEH. Le temps des patchages à la pièce et du *patchwork* facultaire est révolu à l'UEH ; il y va de la trajectoire et des trajets de la huitième génération haïtienne, et donc du pays en 2050 au mitan du Tricentenaire.

Il faut donner l'heure juste aux quatre grandes composantes de l'UEH.

1. *Étudiants et étudiantes.* Cent mille étudiants aux bacs par année et à peine trois mille places par année pour eux à l'Université d'État. Plus de douze mille étudiants en République dominicaine, ce qui est plus considérable que la totalité de la clientèle de l'Université d'État d'Haïti toutes années confondues... Il est clair que la vocation de l'Université d'État d'Haïti est d'être une structure d'accueil et de mise à niveau, à très court terme, de cinquante à quatre-vingts mille étudiants des premiers cycles. Comment doter les onze entités de l'UEH des outils de cette métamorphose ?

2. *Professeurs et professeuses.* Au moins trois à quatre cents professeurs à temps plein dès le

départ, avec perspective de doublement de ce nombre à court et moyen terme... en montrant à la coopération, qui tourne en rond depuis un demi-siècle, ce chemin de la Constitution d'un vrai corps professoral d'enseignement et de recherche au premier cycle. Mais où ce million de dollars par mois pour ce corps professoral à temps plein?

3. *Administrateurs et administratrices*. Faire émerger de nouvelles pratiques, par delà la prise en otage des professeurs et étudiants... pour aboutir assez rapidement à une nouvelle culture, au service des étudiants et des professeurs qui sont tout de même les sujets, projets et objets de la chose académique.

4. Il faudrait enfin que les autorités de régulation de l'UEH, définitivement moins timorées, assument que l'Université d'État est une composante constitutive de l'État et qu'elles ont un mandat à honorer de normes et de règles et de suivis

contre l'arbitraire et l'obscurantisme, certes, mais contre la privatisation et le démantèlement de l'UEH aussi. À quand tout cela? J'ai beau écarquiller les yeux que je ne vois que braderies à l'horizon.

* * *

Il faut que quelque chose change, et cela va à l'évidence bien au-delà des élections qui s'annoncent au rectorat...

PS: Pour rester dans la culture des rumeurs de Port-au-Prince, j'annonce aux zingueurs que, très bien là où je suis, je ne suis candidat à rien du tout dans cette affaire... que ne règlera d'ailleurs pas une simple élection à tel ou tel poste au rectorat. C'est d'abord au Conseil de l'Université de jouer fermement son rôle dans cette crise... qui suppose d'au moins rebattre les cartes pour un début de solution.

À QUI LA FAUTE ?

« Tu viens d'incendier la Bibliothèque ? »
« Oui. J'ai mis le feu là. »
« Mais c'est un crime inouï !
Crime commis par toi contre toi-même, infâme !
Mais tu viens de tuer le rayon de ton âme !
C'est ton propre flambeau que tu viens de souffler !
Ce que ta rage impie et folle ose brûler,
C'est ton bien, ton trésor, ta dot, ton héritage
Le livre, hostile au maître, est à ton avantage.
Le livre a toujours pris fait et cause pour toi.
Une bibliothèque est un acte de foi
Des générations ténébreuses encore
Qui rendent dans la nuit témoignage à l'aurore.
Quoi ! dans ce vénérable amas des vérités,
Dans ces chefs-d'œuvre pleins de foudre
et de clartés,
Dans ce tombeau des temps devenu répertoire,
Dans les siècles, dans l'homme antique,
dans l'histoire,
Dans le passé, leçon qu'épelle l'avenir,
Dans ce qui commença pour ne jamais finir,
Dans les poètes ! quoi, dans ce gouffre des bibles,
Dans le divin monceau des Eschyles terribles,
Des Homères, des jobs, debout sur l'horizon,
Dans Molière, Voltaire et Kant, dans la raison,
Tu jettes, misérable, une torche enflammée !
De tout l'esprit humain tu fais de la fumée !
As-tu donc oublié que ton libérateur,
C'est le livre ? Le livre est là sur la hauteur ;
Il luit ; parce qu'il brille et qu'il les illumine,
Il détruit l'échafaud, la guerre, la famine
Il parle, plus d'esclave et plus de paria.
Ouvre un livre. Platon, Milton, Beccaria.

Lis ces prophètes, Dante, ou Shakespeare,
ou Corneille
L'âme immense qu'ils ont en eux, en toi s'éveille ;
Ébloui, tu te sens le même homme qu'eux tous ;
Tu deviens en lisant grave, pensif et doux ;
Tu sens dans ton esprit tous ces grands hommes
croître,
Ils t'enseignent ainsi que l'aube éclaire un cloître
À mesure qu'il plonge en ton cœur plus avant,
Leur chaud rayon t'apaise et te fait plus vivant ;
Ton âme interrogée est prête à leur répondre ;
Tu te reconnais bon, puis meilleur ;
tu sens fondre,
Comme la neige au feu, ton orgueil, tes fureurs,
Le mal, les préjugés, les rois, les empereurs !
Car la science en l'homme arrive la première.
Puis vient la liberté. Toute cette lumière,
C'est à toi comprends donc,
et c'est toi qui l'éteins !
Les buts rêvés par toi sont par le livre atteints.
Le livre en ta pensée entre, il défait en elle
Les liens que l'erreur à la vérité mêle,
Car toute conscience est un nœud gordien.
Il est ton médecin, ton guide, ton gardien.
Ta haine, il la guérit ; ta démence, il te l'ôte.
Voilà ce que tu perds, hélas, et par ta faute !
Le livre est ta richesse à toi ! c'est le savoir,
Le droit, la vérité, la vertu, le devoir,
Le progrès, la raison dissipant tout délire.
Et tu détruis cela, toi ! »
« Je ne sais pas lire. »

Victor Hugo, *L'année terrible*, 1872

Un auteur, une revue: Verly Dabel et AnayizZ

J'aime beaucoup mon nouveau poste de chroniqueur qui me fait homme de vigie, en haut d'un sémaphore, à scruter tout ce qui bouge pour crier « Attention Talent » comme d'autres ainsi juchés disent « Attention Terre ». Mon mois d'août m'a valu de découvrir deux valeurs sûres sur lesquelles on peut parier sans trop de risques de se tromper : Verly Dabel, comme auteur, et *AnayizZ*, comme revue des femmes.

L'auteur

Les sonorités accrocheuses du nom m'ont d'abord fait croire à un pseudonyme longuement travaillé. Non, Verly Dabel n'a fait aucun effort pour s'appeler ainsi depuis quarante-trois ans, mais il se prépare à en tirer un profit maximum. Il a commencé au tournant de la trentaine par deux essais, *La crise haïtienne, quelle(s) issue(s)* en 1993, et *Le prix d'un coup d'État* en 1995, celui que j'ai lu. Un travail de perspicacité et de jugement, juste dans sa ligne directrice et bellement écrit. Un essayiste qui devrait continuer.

L'homme a passé cinq à six ans sur des bancs d'universités ici et en Jamaïque pour se faire une tête de gestionnaire en prise sur l'économique, le social et le politique. Le morceau d'écrivain commence avec lui quand il a pris la décision, sans savoir qu'il s'alignait sur le même geste posé dans la littérature haïtienne par une dizaine d'écrivains avant lui ces cent dernières années, de dire exactement les mêmes choses de sa société, mais par le biais cette fois de la tradition narrative haïtienne, la lodyans, notre seule contribution spécifique au littéraire mondial.

Un corpus de 25 miniatures

Trois recueils en dedans de dix ans : *Histoires sur mesure* (1998), *Zérotolérance* (2004) et *La petite persécution* (2007).

L'imagination et l'écriture de la lodyans sont au point chez Verly Dabel, qui ne recule devant aucun des procédés de l'oralité pour dire qu'un tel est banane quand il est banane. Maintenant, comme tous bons émules de Monsieur Jourdain qui se découvre amateur de longue date de la chose, il va devoir se relire à la lumière des accumulations théoriques des dix dernières années. Du travail, sans doute, mais aussi nul doute que nous aurons un jour de lui un compendium de ses lodyans retravaillées et de toutes celles qui s'ajouteront. Je joue Verly Dabel comme valeur sûre des prochaines années s'il veut bien persister dans ce qu'il a si bien commencé de miniatures à monter en mosaïques, après une immersion dans la théorie et la méthode du genre pour savoir d'où il vient et où il veut aller.

Les deux textes qu'il devrait fournir à toutes demandes de participation dans une anthologie sont, à mon avis, *La riposte du sergent Whiteman* (livre 1) et *Recrutement* (livre 3).

Le Sergent Whiteman, de retour de Bosnie, se fait diagnostiquer séropositif d'avoir violé une sculpturale Serbe qui s'était débattue tout au long à ne lui laisser aucune chance d'enfiler un condom. Ce dérangé fou de rage fait projet d'amener autant de femmes que possible avec lui dans la mort dans sa seconde mission de sauter sur Port-au-Prince d'un avion en vol en septembre 1994. C'est l'ange de la mort qui

sévire partout six mois en Haïti quand lui vient une note rectifiant le test, suite à une confusion dans les dossiers des soldats. Mais voilà, entre-temps...

Recrutement est la cérémonie d'intronisation forcée d'un jeune de dix ans comme tueur à gages à travers le rite grinçant de tirer sur sa propre mère adoptive, disons à balle blanche, mais cela, il ne le sait pas. C'est un autre aspect de ce que j'ai déjà consigné que la seule rémunération du dernier petit ainsi recruté dans ces bandes est la com-

Je joue Verly Dabel comme valeur sûre des prochaines années s'il veut bien persister dans ce qu'il a si bien commencé de miniatures à monter en mosaïques.

mission que versent les pompes funèbres pour les cadavres référés pour enterrement.

Toutes les composantes de ce genre se retrouvent en filigrane chez Verly Dabel, évidemment a-t-on envie de dire, puisqu'il est très certainement un lodyanseur-né dont la bonne plume vient favoriser le passage à l'écrit. C'est qu'essayiste et lodyanseur vont très bien ensemble...

La revue

L'édition d'*AnayizZ* de juillet, le numéro 9 de la revue de femmes, m'a agréablement surpris. C'est une production de Beudelaine Pierre et de Gaspard Dorélien, deux jeunes aux études universitaires voilà quatre ou cinq ans quand j'ai eu à signer à Livres en folie en même temps que Beudelaine à son premier recueil. J'étais charmé de nostalgies par ce couple d'étudiants en promesse assis à côté de moi, vivant la même histoire qui se réécrit sur les bancs de l'université à chaque nouvelle promotion quand on s'échange, les jours de cours ennuyeux, des regards qui en disent long sur l'envie d'être ailleurs ensemble et des petits billets torrides aux consonnes turgescentes et aux voyelles mouillées. Maintenant mariés, ils président aux destinées d'*AnayizZ* et de Beaudor communication, pour Beau-delaine Dorélien.

Cinq articles indiscutablement d'importance dans leurs intentions: dans la rubrique société, Nadine Louis Similien offre un survol un peu classique de l'histoire du féminisme qui laisse deviner une documentation capable encore de découvrir quelques sources locales costaudes. Dans la page Bébé, comment initier son tout petit au plaisir de la lecture dès trois mois jusqu'à deux ans passés, sous la plume de Muriel Picard. On ne peut plus pertinent. En page 13, des conseils pour bien débiter en moto dans la rubrique Au volant. Moi qui n'ai jamais aimé les motos, je suis content de trouver dans un journal de filles l'incitation pour celles qui craquent pour ces deux roues. Notre ministre de l'Éducation se fend en page 3 d'une réponse polie et posée, pleine de bon sens, à la lettre ouverte de l'étudiante Kernita Pierre dans la dernière livraison de juin d'*AnayizZ*. Bravo aux deux! Sans oublier la page économique sur le crédit à la consommation.

Mais ce menu, qui pourrait être facilement austère, est porté au festif par les rubriques des filles de ce temps dont le sang marche dans leur corps. Le concours Miss AnayizZ 2007 a glissé un de ces posters géants de vingt filles en bikini dans une dernière livraison de *Ticket* qu'un directeur d'école m'a dit faire le bonheur de ses boutonneux de la sixième en cours cet été. Il n'ose

pas imaginer ce que ce poster va recevoir d'hommages solitaires...

Tout cela se termine dans *AnayizZ* par une entrevue avec Stéphanie Saint-Dic, au nom bien des Cayes, maintenant au Mexique et qui ne se refuse aucune activité artistique mettant en valeur sa bouche invitante qui embrasse et embrase la page couverture, pendant le peu de temps libre de l'étudiante en médecine qu'elle est.

La nouveauté de ce temps présent me semble tenir dans cette combinaison qui célèbre tout autant le corps des filles que leur cerveau, les deux en même temps dans la même publication. (Miss AnayizZ est concours de beauté et de créativité.) Autrefois, on parlait séparément de ce qui se passe dans la culotte des filles et dans leur tête. Je cherche désespérément dans ma mémoire la civilisation passée à offrir la combinaison de cette double vénération que je vois dominer actuellement dans notre culture en explosion. *AnayizZ* a son concept porteur et son créneau ciblé, il reste

à Beaudor Communication de mettre la revue en orbite dans le nouvel espace haïtien dans le monde.

* * *

Petite annonce. Je pars quelques jours répondre à l'engagement de longue date de siéger sur un jury final dont la tâche était de se taper depuis des mois environ 150 ouvrages de 2006-2007 à avoir survécu à un laminage serré, pour y déclarer un seul vainqueur qui empochera une grasse cagnotte et accrochera une parchemin convoité. Après les proclamations, libéré de mon obligation de réserve, j'offrirai les livres et mes fiches de lecture (à l'image de cet Hebdo) à une bibliothèque locale capable de les mettre à disposition. Je pourrai alors dire le genre des livres... Intéressés, faire signe.

**La nouveauté
de ce temps
présent me semble
tenir dans cette
combinaison qui
célèbre tout autant
le corps des filles
que leur cerveau,
les deux en même
temps dans la
même publication.
Autrefois,
on parlait
séparément
de ce qui se passe
dans la culotte
des filles et dans
leur tête.**

LA CARTE MAÎTRESSE DU TRICENTENAIRE

Mettre ensemble quatorze millions d'Haïtiens

C'est un temps de cartes que ce temps-ci : carte d'identité, carte à puce, carte de débit, carte magnétique... Cartes à n'en plus finir qui nous gonflent le portefeuille, au point qu'il m'a été difficile de trouver une épithète non encore utilisée pour accompagner la carte que j'ai mise au mitan de cette chronique. Je suis ouvert à toutes les propositions, mais cette carte, que l'on doit constamment avoir à l'esprit pour penser Haïti au long du Tricentenaire, ne mérite-t-elle pas de s'appeler « Carte Maîtresse » ? LA CARTE MAÎTRESSE DU TRICENTENAIRE.

Nous avons essaimé dans le monde, en constituant une dizaine de regroupements de compatriotes qui, à la fin du XX^e siècle, ont franchi les deux seuils pour une mutation. D'abord un nombre suffisant (une masse critique) pour qu'existe une somme de relations (d'intériorités) qui font dire qu'il y a là une communauté haïtienne ; ensuite suffisamment de relations (d'externalités) d'une communauté à l'autre pour dire qu'ensemble, elles forment une entité propre. Telle est la thèse (hypothèse + démonstration) de cette « Carte Maîtresse »...

La distribution hors pays de quatre millions d'Haïtiens est en articulation avec les dix millions au pays en 2007. C'est beaucoup d'Haïtiens que quatorze millions d'Haïtiens actuellement dans le monde. On dit qu'une photo vaut mille mots et d'une carte qu'elle vaut dix mille mots... mais c'est à condition d'oser la faire parler de manière pertinente ; et parfois impertinente.

Trois idées maîtresses pour le temps d'une vie

De l'après-guerre à nos jours, le temps d'une vie de soixante ans, ma génération, il n'y a eu que trois grandes idées maîtresses à servir de ligne de front aux élites de ce pays dans leurs affrontements : la question des classes moyennes comme fer de lance (1946-1986), la question des masses comme levier (1986-2006), l'intégration du pays à des ensembles plus grands (2007- ...)

I. Tout d'abord, de part et d'autre de 1946, la production et le renforcement des classes

moyennes a été le discours dominant, même si souvent enveloppé dans la rhétorique des couleurs, dans l'opposition des provinces à la centralisation, des riches et des pauvres dans la capitale... La démocratie et le développement n'étaient attendus que des classes moyennes souhaitées en expansion continue. Les quarante ans de Pouvoir Noir de la petite-bourgeoisie-opprimée (PBO), 1946-1986, n'ont pas été concluants puisque c'est sous son règne que les classes moyennes, la base même du projet, ont été évacuées jusqu'à créer de populeuses diasporas.

II. Le deuxième mouvement a fait l'option d'un changement des classes porteuses pour le développement et la démocratie en allant vers les masses urbaines et rurales, les pauvres... et le déplacement de la PBO à la PBD (petite-bourgeoisie-dorée) comme porte-voix. Les idéologies socialistes et communistes dès avant 1946, la longue marche des démocrates, l'Eglise des Ti-Légiz et la théologie de la libération, les savoir-faire à valoriser... tout cela s'est insinué comme alternatives, dessous les vagues répressives de la dictature duvaliériste, pour jaillir en vingt ans de Pouvoir Populaire (1986-2006) qui a lui aussi complètement raté son projet, de ne pas savoir ce qu'était son projet, avant de dériver dans la facilité empirique, populiste et opportuniste.

III. La conjoncture actuelle, dont la genèse a bien trente ans, est d'arrimer, ici et maintenant, toutes les communautés de la Carte maîtresse entre elles. C'est le seul, l'unique, l'incontournable défi (l'immarcescible défi... dirait notre Oncle à tous, Jean Price-Mars), défi qui va habiter les prochaines années, et pour plus longtemps encore. Cette carte est à la fois la grande faiblesse et la grande force de ce pays. À nous de choisir d'en faire notre grande faiblesse ou notre grande force !

Tout seul, l'Haïti des 27 700 km² est pratiquement foutu. À mettre ensemble les quatorze millions d'Haïtiens de la « Carte Maîtresse », ce serait saisir la chance de s'en sortir.

Qui a peur de la diaspora ? Tous les pays qui ont intérêt à ce que Haïti soit le plus faible pos-

sible et transformé en enclos de 27 700 km², sans les voix internationales, sans l'écho mondial, sans les capacités de mobilisation planétaire qu'offre justement cette Carte maîtresse de la Terre-mère de 27 700 km² avec ses communautés autour d'elle, ses alentours.

Qui a peur de la diaspora ? En tête de liste, ces deux pays qui ont déjà montré une aversion significative et soutenue contre la force potentielle de la diaspora, ou pour se soustraire à des dettes flagrantes, ou pour camoufler des mises en esclavage de *braceros*...

Qui a peur de la diaspora ? Au pays même, les mêmes ; ceux, aux petits yeux myopes, à courte vue, qui ne voient pas plus loin que le bout de leur nez... tout en allant au plus profond du fond de leur poche ; ceux-là même qui n'en voudraient que comme vache à lait...

De gré ou de force, pour le meilleur ou pour le pire

Une dynamique nouvelle qui bouscule tout est en marche. La PBO et la PBD, toutes deux boudeuses ces jours-ci d'avoir finalement raté leur coup de 1946 à 2006, assistent comme tout le monde à

cette métamorphose d'Haïti par une nouvelle géographie, une nouvelle sociologie, une nouvelle économie, une nouvelle centralité, une nouvelle démographie... Nos outils inadéquats sont à réinventer pour ces tâches nouvelles, et notre peur de nous penser nous-mêmes est à surmonter pour dire l'Histoire à chaud qui se fait sous nos yeux et la montée d'une nouvelle garde... aux nouvelles idoles. Je souhaite, évidemment, que nous prenions nous-mêmes l'initiative qui nous garantisse une solution de sortie du tunnel de gré et pour le meilleur (au lieu de force et pour le pire). Il me semble que penser Haïti dans le monde comme un tout est la chance que le moment actuel nous offre par cette Carte maîtresse.

* * *

J'ai souvent écrit que ce n'était pas tant la lumière qui manquait dans ce pays... que le bout du tunnel qui n'était pas trouvable. Pour la toute première fois, je me demande si, en jouant bien de notre Carte maîtresse, on ne pourrait pas s'en sortir pour de bon ? Encore faudrait-il que l'on veuille s'en sortir pour de bon, en neutralisant tous ceux, nombreux, qui s'y opposeront. **Ⓜ**

La Carte maîtresse du Tricentenaire

La distribution hors pays de quatre millions d'Haïtiens est en articulation avec les dix millions au pays en 2007. C'est beaucoup d'Haïtiens que quatorze millions d'Haïtiens actuellement dans le monde. On dit qu'une photo vaut mille mots et d'une carte qu'elle vaut dix mille mots...

CARTE MAÎTRESSE PRISE 2

La transe des transitions

C'est beaucoup d'Haïtiens que ce minimum de quatorze millions d'Haïtiens en 2007, et c'est uniquement cela qui fout la trouille aux pays voisins et aux pays amis. Tout le monde aimerait bien voir ce potentiel torrentiel bien sagement harnaché dans son enclos de 27 700 km². Mais voilà, nous avons déjà sauté la clôture. Le phénomène de la Carte maîtresse est irréversible. Alléluia! Abobo!

Il y a donc quelque chose qui est en train de changer dans ce pays, et quelque chose qui fait changer ce pays: c'est tout simplement la dynamique de la Carte maîtresse qui opère. Dynamique, maintenant devenue autonome, qui puise en elle-même sa propre énergie d'évolution et sa capacité de contraindre toutes velléités d'interventions à un simple rôle d'accompagnement des processus déjà en cours. Ce n'est que ça, la gouvernance: tenir le gouvernail de ce qui se passe et se passera envers et contre tous... en orientant le tout, de façon intelligente, dans un sens choisi. Le seul point de départ... est d'avoir LA bonne lecture de ce qui se passe. Et c'est là tout le problème pour faire de la Carte Maîtresse une Carte d'atout!

Le préfixe *trans-*, *par-delà*, *au-delà de*, est bien le préfixe qui colle à toutes les mutations en cours, transformation, transcendance, transhumance, transfert, transfiguration... Aussi n'ai-je pas pu résister à la relation d'homophonie avec la transe de la prise de possession vodou, comme clin d'œil complice de l'atmosphère dans laquelle tout cela se déroule: la transe des transitions.

Transformation de problématique

Avec la généralisation du ludique qui commandent les nouvelles classes moyennes, le ton est d'autant plus donné par le grand nombre que ces nouvelles classes moyennes de la Carte maîtresse ne sont pas tributaires et dépendantes des élites

locales pour leur avoir, pour leur savoir, ni même pour leur pouvoir. Elles relèvent du mondial, et non du local, pour envoyer au marché. Et, pour encore rajouter aux bouleversements prévisibles, c'est l'élite locale qui devient dépendante maintenant des transferts des classes moyennes mondialisées, pour ne survivre bientôt qu'au prix d'un engagement social obligé et conséquent. Ça, camarade, c'est un début de révolution quand une force sociale nouvelle pousse ainsi à l'émergence d'une société nouvelle dont la carte d'iden-

tité serait cette Carte maîtresse. Pourvu que l'insondable complaisance des petits copains entre eux, sous les tonnelles et les galeries, ne fasse, une énième fois en deux siècles, échouer la chance qui passe!

C'est l'élite locale qui devient dépendante maintenant des transferts des classes moyennes mondialisées, pour ne survivre bientôt qu'au prix d'un engagement social obligé et conséquent.

Transcendance démographique

On peut tourner et retourner cette carte dans tous les sens que le discours qu'elle tient est que ce sont des phénomènes de population qui nous valent plus des deux tiers de l'explication de la conjoncture. Phénomènes de migration d'abord, de sédimentation générationnelle ensuite, et enfin l'extension de notre population à la totalité des communautés haïtiennes dans le monde.

Nota: En regardant la carte, on se rend compte que nous avons besoin de mesurer le plus possible de variables démographiques de toutes les populations haïtiennes dans le monde. Même la compréhension de ce qui s'observe de variations dans les événements démographiques au pays des 27 700 km² en dépend. Et nous avons largement les moyens de cette politique... ne serait-ce qu'avec cette pléthore dans les consulats et ambassades qui ne savent à quoi s'employer quotidiennement, là où il y aurait fort à faire pour dresser le portrait de chaque communauté.

Transhumance géographique

Géographie des sentiers de notre nouveau nomadisme, géographie des pieds poudrés aux nom-

breuses descentes dans l'arc de peuplement ouest-atlantique, le nouvel espace haïtien s'inscrit dans le système-monde et dans le mouvement des hommes et des capitaux, des idées et des représentations... entre une dizaine de communautés. Le nouveau manuel à écrire, disons tout de suite par de jeunes géographes, tellement cela va réclamer de temps, d'énergie et de travail, devra partir de la Carte maîtresse, qui fixe le cadre des questions à poser à chacune des entités qui forment cet ensemble. Nous avons heureusement trois générations de géographes à des intervalles de quinze-vingt ans, 25-30, 40-45, 60-65, et chaque groupe a un rôle distinct et complémentaire à jouer. Reste à prendre l'initiative. Je propose que ce soit par les chefs de file du groupe du milieu, les 40-45, les Gina Porcena (Port-au-Prince), les Jean-Marie Théodat (Paris), les Carlo Prévél (Montréal), etc. À eux de jouer !

Transferts économiques

Je viens encore de lire cette semaine un gros rapport qui ne parle que d'aides et de dons. Or, la contribution des diasporas est de l'ordre de 200 dollars par tête d'habitant par année au pays, alors que tous les donateurs confondus et empilés ne décaissent pas la moitié du quart de la diaspora. Plus encore, le principe moteur de l'économie nationale est devenu le flux des transferts de la diaspora depuis l'effondrement de la production et des exportations dont rien n'annonce la reprise. Et, par-dessus tout, je crois avoir bien compris qu'il n'était d'avenir économique

La diaspora s'est révélée, le temps d'une génération une énorme machine à production de classes moyennes. La Carte maîtresse est ainsi devenue l'unité territoriale de compréhension de la dynamique haïtienne.

durable qu'en faisant des affaires commerciales, par une suite d'investissements de capitaux d'affaires, jamais par aides et dons... Alors, c'est quoi cette histoire d'aides et de dons comme unique principe d'économie politique? Tout le monde dans ce pays à l'air d'être au travail pour uniquement encadrer les génuflexions des quatorze stations du chemin de croix (je cite, texto, l'image des quatorze stations du chemin de croix utilisée dans le dernier document officiel du Plan) à grimper pour le moindre petit dollar à décaisser par le Blanc! (Est-ce l'humour noir d'un rédacteur excédé?)

Nos économistes distingués vont-ils nous dire enfin la nouvelle économie qui sèmera les transferts dans la production des intrants et la transformation des extrants, investira les transferts pour la commercialisation de cette production, nous ouvrira aux transferts de capitaux d'affaires... comme la Carte maîtresse en fait l'invite? À quand le grand texte de cet aggiornamento? Nous piaffons d'impatience, sieudames, pour ces 400 pages...

Transfigurations sociologiques

On en parle depuis des semaines dans les Hebdos : la diaspora s'est révélée, le temps d'une génération, une énorme machine à production de classes moyennes. La CARTE MAÎTRESSE est ainsi devenue l'unité territoriale de compréhension de la dynamique haïtienne.

Hors cette carte de nos mouvements matériels et symboliques d'échelle macro, on ne comprendrait rien à la nouvelle géographie, à la nouvelle économie, à la nouvelle sociologie, à la nouvelle démographie... et donc à la nouvelle Haïti tout court que le Tricentenaire est en train d'accoucher. Point. Alors, Carte d'atout?

CARTE MAÎTRESSE PRISE 3

Sucre Sueur Sang Solidarité

Il suffit de regarder cette carte de la dispersion des Haïtiens dans le monde au XXI^e siècle pour se rendre compte que la situation n'est pas la même partout. On ne vit pas dans une banlieue parisienne, à Montréal-Nord, à Brooklyn ou dans un *batey* dominicain avec la même considération citoyenne et les mêmes chances d'avancement.

Le Québec, qui a réceptionné une majorité de cadres de la sixième génération, pour les intégrer à ses propres baby-boomers, au tournant des années 1970, débouche bien évidemment sur une communauté autre que celles des *braceros* de la Traite Verte à Cuba et en République dominicaine des années 1920. Et il en va ainsi de l'histoire (à écrire) de chacune de nos communautés à s'être constituée tout au long du XX^e siècle.

La question, que pose la Carte maîtresse sous cet angle, est celle des relations qu'il faudrait favoriser, d'une communauté à l'autre, pour maintenir ensemble cette construction. Car, elle n'est qu'un projet en réalisation cette Carte maîtresse, la chance qui passe que la réalité devienne effectivement cela : une dizaine de grandes communautés articulées entre elles, et toutes en prise sur le pays d'origine, la Terre-mère. Mais, il suffit aussi d'imaginer dix ans de replis sur soi, dans l'enclos des 27 700 km², pour que cette carte ne soit plus qu'un amas de morceaux épars et sans âme.

Nous répétons que cette carte est à la fois la grande force et la grande faiblesse de ce pays, son risque et sa chance, et qu'il appartient à la volonté politique et à l'initiative citoyenne de transformer cette grande faiblesse en force, ce grand risque en grande chance. La seule manière connue à ce jour est le renforcement des tendances centripètes, aux détriments des tendances centrifuges ; les premières, centripètes, poussent à l'organisation de l'ensemble autour du centre qu'est Haïti, la Terre-mère des 27 700 km², et les secondes, centrifuges, font exactement l'inverse,

en poussant à ce que les communautés s'éloignent le plus possible les unes des autres et du centre.

De la volonté politique

L'outil que possède l'État haïtien pour pousser au renforcement centripète de sa Carte maîtresse est d'abord son réseau de missions établies hors territoire. Chaque pays a sa Carte maîtresse, simplement celle-ci varie de façon extrême d'un cas à l'autre. On a beau avoir autant d'Haïtiens que de Dominicains à New York, que la place de ces deux communautés dans leur Carte maîtresse respective est aux antipodes ; d'un côté un (épi)phénomène migratoire d'absents modestes (les *ausentes* dominicains), de l'autre une concentration importante de cadres perdus à retrouver (les nouvelles classes moyennes haïtiennes)...

Le mode de présence diplomatique et consulaire à New York devrait donc être différent dans chacun des cas.

**À tout moment,
une double logique
préside : d'une
part, la Carte
maîtresse est**

**LE fait économique
haïtien de première
grandeur, et
d'autre part,
elle est aussi
LE principal
phénomène
politique haïtien
dans le monde.**

Le réseau des missions diplomatiques et consulaires

Avec trente-neuf missions consulaires et diplomatiques à travers le monde, fruit d'une suite de décisions au coup par coup, on se retrouve avec une pile (mais pas un réseau) qui n'a plus aucune logique d'ensemble, tant l'on ne voit pas à quelle Carte maîtresse elle obéit. Des implantations individuelles peuvent se justifier ici ou là, de telle ou telle manière, certes, mais notre problème actuel de la gouvernance diplomatique et consulaire est de formuler des principes de distribution, de hiérar-

chisation et d'articulation de toutes les missions en un seul et unique RÉSEAU qui réponde à la logique de base de la Carte maîtresse du pays en question, Haïti.

Économie politique de la Carte maîtresse

Jamais l'association des deux termes, d'économie et de politique, n'aura été aussi pertinente que quand on aborde le redéploiement du réseau

des missions hors territoire national. À tout moment, une double logique préside : d'une part, la Carte maîtresse est LE fait économique haïtien de première grandeur, et d'autre part, elle est aussi LE principal phénomène politique haïtien dans le monde. Voilà pourquoi l'économie politique (à faire) de la Carte maîtresse est un préalable et un incontournable. Et pas seulement pour le redéploiement cohérent des consulats et ambassades. Pour tout. Et ce ne sont pas les ressources qui manquent, au contraire, car tout laisse l'impression qu'il y en a trop (et beaucoup de gaspillages) dans ce secteur des représentations diplomatiques.

De l'initiative citoyenne

De la somme des expériences faites de 1986 à nos jours, ces vingt dernières années, qui vont du MAS, Mouvement haïtien de solidarité (1986), dont le nom même annonçait le projet de solidarité avec les masses, au CMH, Congrès mondial haïtien (2005) actuel, ce ne sont que les injonctions de la Carte maîtresse faites à l'initiative citoyenne de prendre la relève. Car, il est clair que l'on ne peut pas tout attendre de l'État, si souvent erratique dans ses lignes directrices, au gré d'une transition minable, ou encore peu prévoyante en situation normale, toujours incapable d'anticipation de la crise profonde annoncée des émeutes de la faim, sinon des famines.

So so so... Solidarité

Mais le problème de la solidarité entre communautés de la Carte maîtresse en diaspora est bien

L'interconnexion de solidarités systématiques et indispensables entre les communautés est donc le talon d'Achille de la Carte maîtresse.

décevant. La solidarité est tout simplement rejetée, au profit d'une conception locale du chacun pour soi. Cela débouche sur les plus détestables manifestations d'autosuffisance des classes moyennes : ici, des bals, dîners, galas, soirées d'hommages, de commémorations, et autres retrouvailles... et là des *bateyes*, des cours, des *yards*, des ghettos en enfer... D'un côté, des parvenus repus qui ont tiré leur épingle du jeu de massacre et de l'autre, des laissés-pour-compte.

Il n'y a par exemple qu'une seule organisation communautaire permanente et infatigable, sur des centaines à Montréal, à parler des Haïtiens en République dominicaine, grâce à vingt ans d'obstinations de Joseph Pérard ; son nom mérite d'être cité. Et puis parfois, un coup ponctuel, comme de programmer cinq films cette semaine sur les *bateyes* dominicains dans le cadre d'un troisième Festival international du film haïtien de Montréal qui présente aussi l'exposition de photos *Esclaves au paradis* dans les cannaies dominicaines. Et puis après ? aucun suivi, *anyen*.

L'individualisme outrancier des classes moyennes

L'interconnexion de solidarités systématiques et indispensables entre les communautés est donc le talon d'Achille de la Carte maîtresse. Car, un individualisme outrancier fait, de la moindre action de solidarité chez les classes moyennes, une épuisance. C'est là leur moindre défaut, même s'il y a aussi quelques raisons de prudence à cela ; il y a eu tellement de gargotes et de vulgaires « *Voye Monte X ou Y* » dans la passé, sans fondements, sans visions. Il n'en demeure pas moins que la configuration de notre Carte maîtresse est et reste un appel à solidarité entre nos communautés... Talon d'Achille, avons-nous dit ? Un réseau refondé de nos missions diplomatiques et consulaires pourrait y voir facilement.

Telle est la contradiction principale qui joue dans toutes les tentatives d'actions communes entreprises dans les diasporas. On est loin du minimum de solidarité des grandes diasporas du monde, la juive notamment... Mais on n'en est pas moins l'une des grandes diasporas du monde, la Carte maîtresse est là pour nous le rappeler. ☹

Ma courte liste de chroniqueurs en application de la Carte maîtresse

Aujourd'hui c'est l'Hebdo 12, et je me demande quoi vous offrir qui fasse cadeau surprise, petite fête même de la douzaine... Il me semble que douze doit signifier quelque chose pour le retrouver ainsi dans nos alexandrins, nos mois de l'année, nos heures de la journée, nos boîtes d'œufs, et même dans la taille des lettres que j'aime utiliser, le 12 points dit cicéro, parce que paraît-il depuis Cicéron, et ses quatre catilinaires, il fait fureur. Le « *Quo usque tandem abutere, Catilina, patientia nostra? Quamdiu etiam furor iste tuus nos eludet?...* » en ouverture de la première catilinaire, était donc, en novembre 63 av. J.-C., en 12 points! Oui pipe!

Avoir le monde pour nouvel espace haïtien

La Carte maîtresse, qui dit notre ouverture au monde, pousse évidemment à embrasser des situations d'échelle mondiale... comme de vous parler des cinq chroniqueurs dont je lis habituellement la prose. C'est aussi cela la Carte maîtresse: sortir de l'enclos des 27 700 km². Et puis lire mes chroniques, c'est obligatoirement vous faire à mesure un portrait personnel du chroniqueur que je suis, ce qui est une posture indispensable d'esprit critique pour chacun de vous... n'est-ce pas? Cadeau surprise et petite fête vous disais-je.

Ils sont donc cinq auxquels je me suis lentement attaché pour des raisons sans doute très différentes de l'un à l'autre. Ils se classent dans les trois groupes d'âges de seniorité, en début 1950, début 1960 et début 1970. Avant cela, ce n'est pas que l'on n'a rien à dire, mais c'est que les autres ne sont peut-être pas disposés à vous écouter. Il faut avoir vécu et survécu pour tenir chronique, car ce sont beaucoup de réticences à vaincre, avant de convaincre. Doués, il le sont évidemment tous, mais ce sont surtout des caractères (aux deux sens de l'anglais et du français) chacun d'une façon unique. De ces cinq, il y a deux Québécois, deux Haïtiens, deux Français, deux Canadiens et deux Américains. Le compte y est pourtant, croyez-moi, l'arithmétique de la chronique est un monde d'identités multiples dans lequel on est toujours en train de parler aux uns des autres. Dans un ordre, que je serais bien

incapable de vous expliquer, voici ce que cela donne.

Jacques Godbout (L'actualité)

Il m'a toujours laissé l'impression de vivre en exil au Québec de n'être pas retourné avec les siens en France en 1763, après le Traité de Paris qui concéda toute la Nouvelle-France à l'Angleterre. Un pied de chaque côté de l'Atlantique Nord, il sévit comme écrivain, éditeur, cinéaste, provocateur, essayiste... à succès dans tout. Membre actif du collège invisible et redoutable des bourgeois d'Outremont, il chronique à *L'actualité*, le plus grand des hebdomadaires francophones au nord du 45^e. Jacques Godbout, qui fait métier de beaucoup lire, ne parle de livres qu'avec parcimonie et retenue, et puis parfois avec une méchanceté inattendue qui peut lui faire regretter l'arbre coupé pour faire le papier d'un livre inutile. Il vous exécute quatre cents pages en trois phrases selon son humeur, ou accompagne d'une pleine page une petite phrase qui a eu le bon goût de lui plaire. Sa capsule hebdomadaire, souvent surette, suit les variations d'humeur de Maître Jacques, quand il se prend pour le Père Godbout... À lire.

Dany Laferrière (La Presse)

Ce cas n'est pas banal. Dany Laferrière est pour moi la réincarnation de Justin Lhérisson à cent ans d'intervalle pile. L'un est en 1900 ce qu'est l'autre en 2000. Même la ressemblance physique est frappante, à les voir tous deux dans leur jeune vingtaine, et pour tout le reste, il y a une sorte de superposition des deux trajectoires dans le journalisme et la création littéraire. Tous deux exploitent l'oraliture locale de la lodyans qu'ils transcrivent dans la même langue haletante du chien qui se ventile en bout de course. Et l'un et l'autre tient chronique, l'un dans *Le Soir* jusqu'en 1907, l'autre dans *La Presse* actuellement en 2007 avec le même humour, le même regard sur les choses. Ayant autant pratiqué Lhérisson que Laferrière, je vois en eux, aux deux bouts du XX^e siècle, les porte-flambeaux de la tradition narrative authentiquement haïtienne, celle à laquelle au moins tous les Haïtiens ayant grandi

au pays ont été exposés, et beaucoup d'autres sans doute en diaspora ; la lodyans haïtienne. C'est sans doute lui qui recevra un jour ce grand prix au pionnier de la lodyans qui aurait dû revenir à Lhérisson. Et ce sera tout comme.

François Brousseau (Le Devoir)

Un phénomène, que ce François Brousseau, qui vous brosse à Radio Canada ou dans *L'actualité* ou dans *Le Devoir*, les enjeux de la géopolitique du monde, dans chaque cas, comme s'il était du pays en question, un natif natal qui n'aurait fait que cela toute sa vie. Je n'en connais pas deux à pouvoir faire cela. C'est qu'il ne sait plus le nombre de langues qu'il parle de manière quasi native, passée la première demi douzaine. Célibataire à cinquante ans, il ne s'est jamais mis en ménage sans s'investir à fond dans la langue de sa passion du moment. Et ça fait plus de trente ans qu'il saute d'un sujet à l'autre, pour être toujours là où ça bouge sur la planète, de la Chine à la Pologne, de l'Italie au Brésil, de Bagdad à Port-au-Prince, de New York à ... Au pupitre de Radio Canada, ou dans ses chroniques du lundi dans *Le Devoir*, il va de soi qu'il a lu au petit matin la dizaine des plus grands journaux du monde dans leur langue d'origine et il vous décape la nouvelle de son vernis pour vous faire toucher du doigt l'essentiel. Dommage que le temps passé avec la petite haïtienne ait été trop court pour qu'il eût eu le temps d'apprendre le créole... Jacques Godbout est, lui, bien marié à une Haïtienne, faut se méfier, il comprend très bien le créole.

Hugues Saint-Fort (Haitian Times)

Hugues est sérieux. Il préside avec sérieux aux destinées enviabiles de la Fondation mémoire de New York. Il est professeur d'université en belles lettres et fait très docteur de la Sorbonne qu'il est. Il anime une chronique dans *Haitian Times*, «Du côté de chez Hugues», qui est toujours une étude fouillée du sujet souvent littéraire dans ses relations avec les sciences du social. Il opine juste, mais vous permet d'accéder à l'œuvre commentée pour vous faire votre propre idée et rechercher vos propres liaisons avec ce que vous faites. C'est en ce sens que la chronique hebdomadaire de Hugues est indispensable et diffère de toute cette bande de compte rendus qui ne vous livre rien de l'œuvre, mais seulement l'opinion du com-

mentateur sur l'œuvre, ou pire, qui prend l'œuvre commentée comme prétexte pour tirer la couverture à soi. Avec Hugues, rien de tout cela, c'est toujours du fiable, du consistant, du solide. Au risque de me répéter, pour parfaire le portrait, avec des mots rarement ensemble ces jours-ci : homme sérieux, intellectuel sérieux, chronique sérieuse.

Pierre Foglia (La Presse)

Lui, c'est l'esprit de dissidence, le droit à la divergence d'avec la majorité, l'objecteur toujours à contre-courant. Il adore le vélo et le Tour de France, mais je le vois bien partir en sens inverse, pour être tout seul en compétition. Il vénère le football, mais il serait capable de tirer contre son gardien pour emmerder tout le monde et animer la partie devenue trop plate. Un exemple ? Dans la passation conjugale des rênes à la reine au RDNP cet été, je mettrais ma main au feu qu'il titrerait, à l'inverse de tout le monde : Leslie revient et Mirlande s'en va. Et vous imaginez la suite, sur sa joie de savoir le professeur, vieux tigre qui ne sera jamais végétarien, se lancer, alerte, dans le parcours des années à venir qui lui donneront l'âge de Jean Price-Mars, et nous donneront à nous, ce qu'il est seul à pouvoir nous donner dix ans de suite, l'envie de relire à chaque année de ses dix ventes signatures annoncées : « Un octogénaire plantait, passe encore de bâtir, mais planter à cet âge... » Longue vie à Leslie ! Et toute la chance du monde à Mirlande !

* * *

Voilà mes cinq chroniqueurs mis en gerbe. Trois sont de mes amis, l'un ne me connaît pas et l'autre ne s'est jamais posé ce genre de question. Je vous laisse le loisir de dresser le portrait du sixième chroniqueur, celui que vous lisez maintenant, et que vous êtes seul à savoir pourquoi. Mais sachez que j'ai déjà en main un premier portrait, par une lectrice. Elle me pousse à plutôt finir par la métaphore du cocktail : mettez un cinquième de chacun de mes favoris dans un shaker, ajoutez quelques brins d'humour, agitez et servez sur glace rapée. Paraît que c'est ainsi qu'elle goûte à mes Hebdos, ni boisson, ni nourriture, du fresco à sucer... la coquine. Oui pipe ! dirait Lhérisson dans *Le Soir* !

Mettez un cinquième de chacun de mes favoris dans un shaker, ajoutez quelques brins d'humour, agitez et servez sur glace rapée. Paraît que c'est ainsi qu'elle goûte à mes Hebdos.

L'ÉTAT DES LIEUX PRISE 1

Dix millions d'Haïtiens en Haïti au bas mot. Très bas mot...

Octobre était autrefois le mois de toutes les rentrées. D'ailleurs, on ne disait pas octobre, on disait tout simplement La Rentrée. Mais les choses du calendrier ont beaucoup changé dans notre pays. Livres en folie a remplacé la Fête-Dieu, l'université est en passe de tasser le drapeau le 18 mai, et il n'y a plus de 1^{er} octobre comme date butoir. Cette année, on a même dû attendre à Aquin le lundi 13 août pour voir éclore les essaims de papillons de la Saint Jean du 24 juin ! C'est la première fois que cela arrive que le 24 juin tombe le 13 août, me disais-je, en montant à Port-au-Prince sous une poudrerie de papillons.

J'ai pris subitement peur qu'il n'y ait pas de Rentrée d'Octobre au rythme où changent les choses. Je me suis dit non. Dans l'après-midi même, en arrivant au bodmè, je me suis mis à courir après les données disponibles. Je me disais, qu'il devait bien exister quelque part, un précieux petit document qui allait tout me dire de quoi octobre sera fait sur toute l'étendue de nos 27 700 km². Eh bien non, *nada, niet, nothing*, rien ni personne, zéro référence.

Les cinq mardis d'octobre 2007

Le dernier monsieur vers lequel je me suis dirigé savait qu'il était le recours ultime des fouilleurs, la dernière solution quand on finit par admettre que personne n'a encore fait le travail d'analyse pour vous et qu'il va vous falloir y aller par vous-même, à travers les tableaux de statistiques brutes du recensement 2003. Quand je lui ai dit mes intentions, il a laissé tomber, dans un sourire énigmatique, qu'octobre 2007 était heureusement un mois à cinq mardis, « Pour vos Hebdo, monsieur Anglade, je présume. Ce sont douze volumes aux six mille pages de tableaux, pour mille huit cents lourdes seulement. » Et c'est vrai que c'est un bon *deal*, pas cher, pour 20 kilos de papier noircis de millions de chiffres parlants. De nous.

Voilà comment je me suis fait déposer guillemet et *Nouvelliste* ce 13 août, chargé comme une bourrique, la matière première de mes cinq mar-

dis d'octobre à bout de bras, dans un contenant en carton d'ex-boîtes de petits pois.

Commençons par la fin

Je ne vais pas vous faire languir, je vous donne les résultats et ensuite je vous dis comment on y parvient. À tous moments, vous gardez à l'esprit que c'est le minimum qui est dit et que, dans la réalité, cela peut être plus. La Terre-mère des 27 700 km² en ce mois d'octobre 2007 compte dix millions de personnes et l'aire métropolitaine de Port-au-Prince en compte 2,5 millions, le Cap suit très loin derrière, plus de dix fois moins et la troisième ville, Gonaïves, plus de vingt fois moins.

C'est la quatrième fois que nous sommes recensés : 1950, 1971, 1982, 2003 et cela nous permet d'avoir des ordres de grandeur qu'une batterie de méthodes nous aide à valider, car, le recensement lui-même n'est qu'un produit brut dont il faut savoir corriger à l'analyse les imperfections, comme les deux grosses qui plombent le recensement de 2003.

Sous-représentation des 0-15 ans

Au très bas mot il manque 10 % des 0-15 ans. C'est une vraie bizarrerie que toutes ces dizaines de pyramides des âges avec une constante sous représentation aussi manifeste des 0-15 ans, sinon des 15-20 ans aussi, alors que le taux de natalité galope à 28 pour mille. Où sont passés les enfants ? Comment un biais aussi systématique a pu être engendré au moment où le surnombre des enfants est aussi patent ? Je ne vois rien du débat qui aurait dû faire rage sur ces pyramides tronquées. Mais enfin, pour nos besoins du moment, il suffit que nous rajoutions 10 % aux manquants des 0-15 ans, ce qui est facile à calculer.

Non-repérage d'unités d'habitation

Quand on a autant de populations rurales dispersées, pour être certain de n'oublier aucune des cases qui sont au nombre de 1,3 million dans un pays par monts et par vaux, il faut des techniques de relevés satellitaires et ensuite des véri-

Pyramide des âges de la population totale du pays en 2003

fications de terrain. On a pris des raccourcis et des risques en sautant l'étape plus longue, et donc plus coûteuse, de tout identifier d'abord par satellite. On a hélas choisi de relever immédiatement sur le terrain les cases, comme si le dernier gadget en matière de localisation, le GPS, inerte joujou qui vous dit où vous êtes mais ne sait pas chercher les aiguilles dans les bottes de foin, suffisait. Ça, c'est le satellite qui sait faire. Résultat : des dizaines et des dizaines de milliers de cases dispersées introuvables et introuvées.

Au moins 5 % des cases n'ont pas été trouvées (mais c'est certainement plus, beaucoup plus même). En corrigeant à 5 % seulement, en rajoutant les 0-15 ans manquants, on dépassait les neuf millions en janvier 2003, et 57 mois plus tard, à croître régulièrement, ceci nous amène en octobre 2007 à dix millions d'Haïtiens au bas mot. Très bas mot.

Portrait de la Terre-mère en octobre 2007

10 millions dont 6 dans le rural et 4 dans l'urbain. Un peu plus de 2 millions d'unités d'habitation et presque 5 personnes par ménage (Le compte y est). La maison basse en ciment au toit de tôle et la case en chaume en terre battue sont encore les deux manières d'habiter dans plus de 90 % des cas. Pas de distribution d'eau, pas d'électricité, des latrines dans 70 % des cas seulement. La lampe à gaz, les bougies et baleines sont toujours le mode

principal d'éclairage et seulement 1 Haïtien sur 20 est branché à l'électricité. La cuisson se fait sur charbon de bois et le bois mort, légère pénétration du kérosène. À la campagne, on est en ménage placé à 50 % et en ville on se marie à 50 %; 6 personnes sur dix savent lire et seulement 1 % des nôtres sont universitaires; 4 ménages sur 10 ont une femme pour chef, et très peu de *seniors* de plus de soixante ans, entre 5 % et 6 % avec les corrections. Nous allons faire 280 000 bébés cette année, 1500 mamans vont mourir en couche et 9 personnes sur 10 vivent là où elles sont nées; 50 % travaillent et 50 % cherchent du travail; de ceux qui travaillent la moitié est dans l'agriculture. Le commerce reste une affaire de femmes pour la quart du nombre des actifs; et plus de 80 % des travailleurs haïtiens sont à leur propre compte...

De ce portrait global, il ressort que c'est encore largement la galère dans un pays coupé en deux, plus de 90 % d'un côté et moins de 10 % de l'autre, avec un net déplacement vers les extrêmes en 2003, une polarisation donc, entre un gros bloc de 2 millions dans les Cités et un pays diffus de 7 millions de paysans et ruraux à la grandeur du territoire. Il reste, à tout casser, un million de personnes à n'être ni du rural ni des Cités. Et dans ce groupe, les infinies déclinaisons de tailles entre gens de bourgs, les bourgeoisies : grandes, moins grandes, peu grandes, moyennes, plutôt moyennes, petites, toutes petites, très petites, etc. **H**

L'ÉTAT DES LIEUX PRISE 2

Le postulat de la migration zéro

C'est l'une des sollicitations intellectuelles de forte intensité dans les études haïtiennes que ce postulat de la migration zéro. Imaginez-vous en présence des six millions d'Haïtiens de cette carte, dispersés sur toute la surface du pays, vivant chacun dans sa case retirée, ayant, sans aucun doute, envie d'être ailleurs, prêts à foutre le camp à la moindre occasion... et vous, vous allez chercher avec eux à définir quelle est la situation qui devrait être la leur pour qu'ils refusent tous subitement de migrer. On postule (postulat justement) qu'une telle situation pourrait théoriquement exister. C'est un attrapeur de rêves... telle que belle est la liberté quand on est en prison.

Vous conviendrez que le portrait de cette situation-là est un outil puissant de diagnostic du fossé à éventuellement combler, ou de ce vers quoi tendre en gouvernance. À moins que ce ne soit le constat d'une mort annoncée.

Le constat d'une mort annoncée

Le postulat de la migration zéro est sans pitié en ce qu'il donne l'heure juste. Il peut simplement signifier, comme c'est le cas ici, que c'est la fin de la paysannerie. La méthode met deux portraits l'un en face de l'autre, ce qui est et ce qui est attendu. Il faut parfois savoir que les civilisations sont mortelles et que la grande paysannerie haïtienne qui a été au fondement de nos savoir-faire, encore inexplorés dans leur totalité, a vécu au Bicentenaire et qu'une autre force est en train de monter pour vertébrer le Tricentenaire.

Quand on est confronté à ce postulat, la réponse est à triple détente : Quelles sont les conditions optimales pour ne pas bouger ? Estime-t-on cette situation meilleure à ce que peut raisonnablement fournir l'ailleurs ? Le prix à payer pour changer serait-il trop élevé pour telle ou telle raison ? Au fond, c'est ce à quoi on joue à chaque fois que l'on doit prendre des décisions de mouvements (externes) de population que sont les migrations, mais aussi le divorce, le mariage, le remariage ou la fécondation... qui sont mouvements de la configuration interne des populations.

Le pays profond des bourgs-jardins

La carte représente les six millions de paysans dispersés que compte le rural à la Rentrée d'octobre 2007. On a disposé les marchés locaux et régionaux à leur place. Puis une barbule par mille habitants reliant les résidences au marché fréquenté en priorité. Globalement, cette carte c'est 600 marchés et 6000 barbules qui vous suggèrent une carte de l'Haïti des profondeurs, ce que fut l'architecture de base du pays, avec ses variations d'intensité qui sautent aux yeux.

Six millions sur 27 700 km², cela nous fait 216 habitants au km² comme densité. Personne n'est donc à plus de 50 mètres d'une autre personne qui fréquente le même marché, la même église, le même dispensaire. Il faut alors prendre en considération le mode propre de l'organisation de ces masses rurales car les gens se vivent comme ayant des articulations communautaires, des intérêts communs, de lieux communs, etc. Ce sont les bourgs-jardins haïtiens à la toponymie précise de 7500 lieux-dits, la seule manière de théoriser ce vécu rural entre le bourg comme agglomération et la dispersion toute relative des jardins.

Cette carte des bourgs-jardins d'octobre 2007 est donc celle de la configuration spatiale du socle paysan encore largement majoritaire (70 %, dont 60 % en bourgs-jardins et 10 % en bourgs) avec ses madansara, ses marchés, ses marchandes, ses savoir-faire, ses lodyans, son vodou, son créole, sa commercialisation, ses flux, etc. C'est à ce pays profond des bourgs-jardins haïtiens que l'on avait été demander sa réponse au postulat de la migration zéro.

L'aspiration à devenir des classes moyennes rurales

L'aspiration est connue parce qu'une enquête aux neuf mille réponses a été la chercher pendant trois mois, entre les deux derniers recensements, avec une grosse équipe sur le terrain.

L'idéal défini est très raisonnable, sans surchère en ce que la migration zéro a été prise au sérieux comme postulat. Au cœur du désir, une bonne parcelle principale de taille à générer

Le pays des bourgs-jardins

180 000 gourdes de 2007 par année de chiffres d'affaires (c'est raisonnable). Une grande case de quatre pièces meublées très précisément du nécessaire en lits, tables et buffets (c'est pas beaucoup demander). Des intrants suffisants et une valeur ajoutée aux extrants par des possibilités locales de transformation, et des services de première ligne à la ville provinciale la plus proche; de la formation professionnelle moyenne accessible. Et la participation à la gestion de la vie collective de la localité avec prise sur l'ensemble national par l'écoute des émissions de nouvelles en continu, et maintenant, depuis un an, avec la révolution en cours des communications, un droit fondamental, l'accès aux téléphones portables, que 20 % de la population possède déjà (c'est tout à la fois du Rawls, du Sen, du Fleurbaey, du Majid Rahnema, etc).

On débouche sur le rêve d'être enfin pauvre, juste le nécessaire sans superflu, ce qui définit être pauvre. Ce serait sortir de l'indigence et de la misère des 94 % de la population qui se lit ainsi: indigence (très pauvres 5 %, sévèrement pauvres 13 %), misère (extrêmement pauvres 30 %, abyssalement pauvres 40 %). Faites le compte, vous arrivez à 94 % de ceux en-dessous de la pauvreté. Dans ces conditions, faire partie des classes moyennes rurales, parmi les 5,5 % de

pauvres, est une aspiration collective compréhensible.

La fin de la paysannerie ?

Ils sont là les paysans, mais c'est la fin de leur monde, la paysannerie, qu'annonçaient les tableaux du recensement de 1971. Ce sont les acteurs d'une pièce qui n'est plus à l'affiche faute de leur théâtre qui s'est effondré. Nous sommes rentrés dans la gestion de recycler ces millions de figurants d'un univers qui a disparu. Nul projet de société ne peut faire l'économie de clairement dire la place nouvelle à faire aux indispensables nouveaux paysans entrepreneurs, et à quelles conditions précises et détaillées, dans la nouvelle organisation sociale qui se met actuellement en place pour le Tricentenaire. Il faudrait pouvoir assumer l'autonomie alimentaire qui suppose réforme de la terre (remembrement !) et des eaux. Mais c'est fini de la paysannerie qui, laissée à elle-même, a émietté ses parcelles à ne plus pouvoir en vivre.

C'est sans doute dans le social haïtien de trois siècles, la seule grandeur à avoir existé, la paysannerie haïtienne, et j'ai eu l'immense privilège de la servir humblement, de toute ma plume, trente ans durant, avec infiniment de respect et de fascination. Ochan !

L'ÉTAT DES LIEUX PRISE 3

Port-au-Prince entre Platon et Machiavel

Eh oui ! C'est bien cela, Platon et Machiavel comme observateurs de qualité capables de nous livrer les clés qui ouvrent grand cette ville en 2007 sous nos yeux. C'est qu'à partir de 1980 a commencé la quatrième métamorphose de Port-au-Prince qui fait que l'organisme dans sa forme actuelle n'a pas trente ans. Il y a autant de différences entre avant et après 1980 qu'il y a de différences entre une chenille et un papillon. On a beau savoir que l'un vient de l'autre, que ça fait une sacrée différence tout de même, vous en conviendrez.

La carte, au cœur de cet Hebdo, est l'ossature de la ville en 1980 sur laquelle vont bourgeonner les cités de trois façons : nouvelles cités, anciennes cités en explosion, transformation en cités d'anciens quartiers... jusqu'à faire de l'espace des cités la dimension cardinale de la ville actuelle. Ce phénomène réclame toutes les attentions et toutes les interventions, non seulement des pouvoirs publics, cela devrait aller de soi, mais jusqu'aux chambardements des formations universitaires, car nos nouveaux spécialistes vont avoir l'espace des cités à aménager, l'habitat des cités à viabiliser, les populations des cités à fournir en services collectifs... avec des contraintes qui n'ont rien à voir avec l'ancien espace urbain d'avant la quatrième métamorphose.

La quatrième métamorphose

L'étape actuelle est le point d'aboutissement de trois modes successifs d'organisation de l'espace haïtien depuis le morcellement colonial de 1664 à 1803, la fédération des onze provinces aux onze ports et onze budgets de 1804 à 1915, et la centralisation, précipitée par l'occupation étasunienne, de 1915 à 1980. À partir de cette date, Port-au-Prince, en même temps que toutes les grandes villes des trois Amériques d'ailleurs, s'est mise à se détourner de son cadre national pour entrer dans une logique transnationale. Les grandes villes des différents pays se sont ainsi mises à former entre elles un réseau dont les relations d'une ville à l'autre devenaient plus importantes que les relations

de chacune d'elles avec leur arrière-pays, en même temps que chacun des centres se mettait à vivre en soi et pour soi, au bord de l'autonomie vis-à-vis du territoire national. Cette nouvelle construction est ce qu'on va appeler une « Nouvelle République urbaine » (NRU), car la ressemblance est frappante avec ce phénomène d'espace historiquement daté des Cités-États et des Républiques urbaines. Des organismes qui se caractérisent par deux dimensions principales, dans la connaissance desquelles Platon (pour les internalités) et Machiavel (pour les externalités) se sont illustrés.

Les internalités de Platon

Le Port-au-Prince de Platon est fait de ce qui se passe dans la ville, l'intra-muros, le site donc où il analyse la polarisation de plus en plus grande entre riches, enfermés derrière leurs murs, et les pauvres, regroupés dans leurs habitats précaires. Plus se creuse la distorsion, plus grande est la polarisation qui finit par être un état de guerre ; guerre de basse à haute intensité, nécessitant une interposition qui réussit parfois (cela semble notre cas ces jours-ci) ou échoue comme au Proche-Orient. Platon nous explique Port-au-Prince : « Toute Cité, aussi petite soit-elle, est en fait divisée en deux : l'une étant la Cité des pauvres, l'autre celle des riches. Elles sont en guerre l'une contre l'autre. Et dans chacune d'elles existent maintes divisions plus petites. Et vous serez complètement à côté de la question si vous les traitez comme formant une seule Cité, sans voir les deux cités ennemies l'une de l'autre » (Platon, *La République*, IV, 422c-423c).

Et c'est bien pourquoi l'année dernière, souvenez-vous de décembre 2006 et de janvier 2007, les grands vœux que les personnes s'échangeaient pour Noël et le Nouvel An : « Sécurité ! » Autrefois, on disait « Santé », « Bonheur », « Argent », ou autre chose. Mais maintenant et pour encore longtemps : « Sécurité » !

Les externalités de Machiavel

Machiavel est, lui, préoccupé de l'extra-muros, de la position de la Cité donc dans un contexte

Le squelette de Port-au-Prince en 1980, sur lequel vont se greffer les Cités du Tricentenaire

large, l'échiquier politique de sa région ; c'est de la diplomatie de République urbaine qu'il discute, avec le souci du petit qui doit survivre parmi des grands en augmentant le plus possible sa marge de manœuvre. (L'histoire et la postérité n'ont pas rendu justice à ce grand citoyen de la petite république de Florence.)

Où va Port-au-Prince ?

Dans trois directions : une fascinante, une menaçante et une inquiétante.

LA FASCINANTE : C'est d'abord le centre de gravité d'un double empire, géographique et sociologique : celui des Haïtiens dans le monde qu'évoque la Carte maîtresse du Tricentenaire (Hebdos de septembre) et la vigoureuse montée des nouvelles classes moyennes de l'empire du milieu (Hebdos de juillet) aux influences majeures sur Port-au-Prince. Dans ces deux cas, Port-au-Prince déborde largement le seul territoire des 27 700 km².

LA MENAÇANTE : C'est ensuite les Camps des réfugiés d'un monde disparu, la paysannerie, dont les millions de personnes qui vivaient mal de l'agriculture au recensement de 1971 n'ont tout simplement plus les moyens d'en vivre au recensement de 2003 pour cause principale de l'émiet-

tement des terres à travailler. Cet exode annoncé et non planifié pèsera lourd sur Port-au-Prince.

L'INQUIÉTANTE : C'est enfin le théâtre de la politique haïtienne qui est et sera encore longtemps, compte tenu de ce qu'est Port-au-Prince, un exercice de funambulisme sur corde raide séparant les 90 % des démunis et les 10 % des nantis. L'art de la politique se résume, en campagne, à utiliser les premiers pour faire peur aux seconds et, une fois au pouvoir, à rançonner les seconds pour calmer les premiers, sans aucune autre perspective que de durer, sans la volonté ou le pouvoir de changer la donne et les règles du jeu. C'est vraiment l'éternel retour à la case de départ en tournant en rond d'une élection à l'autre.

Cet exercice d'interposition, qui tient lieu de politique, peut parfois n'être pas suffisant pour empêcher les affrontements entre les deux cités de Platon... d'où les interventions extérieures pour renforcer le couloir des interpositions, tout en maintenant le plus possible l'Haïtien dans son enclos des 27 700 km² dont l'échappée est la crainte ultime de tous, autour de nous, enseigne Machiavel.

Cette crainte est le fondement de notre mince marge de manœuvre pour changer les règles du jeu qui nous sont habituellement défavorables. **H**

L'ÉTAT DES LIEUX PRISE 4

Les Cités interdites : ni Lénine ni Mao

N'entre pas qui veut dans une Cité et ne comprend rien à la Cité qui n'y entre pas. Et quand je dis entrer, il va de soi que je ne parle pas des incursions des casques bleus tirant sur tout ce qui bouge et ne bouge pas, ou des visites des grands de passage, sous fortes escortes, le temps de se laisser photographier à jouer au brave, pour pas cher. Non, quand je dis entrer, j'entends aller « faire du terrain » en cités, cette humble et persévérante attitude d'écoute des pulsations du quotidien des masses, jusqu'à reconstruction plus abstraite de la Cité en un modèle opératoire.

Alors là, on commencerait à comprendre ce phénomène que l'on est loin de comprendre (comme on comprend le rural actuellement), toutes littératures scientifiques combinées d'ailleurs. C'est dans ce sens que l'on parle de « Cités Interdites », qui resteront encore longtemps interdites, tant sont grandes les difficultés, théoriques et méthodologiques, pratiques et organisationnelles, de ce terrain en cités. Cette mise en situation faite, une petite visite guidée en cités, des trois principales caractéristiques d'urbanisme, de sécurité et de pacification, est toujours possible, sous réserve de la « Convention de bois fouillé »

« La Convention de bois fouillé »

Quand l'équilibre est tellement fragile, comme actuellement dans les cités, il faut en venir à la sagesse séculaire de nos communautés de pêcheurs qui savent le prix de la solidarité. Le « bois fouillé », comme mode de transport élé-

mentaire, a pour caractéristique, que l'on soit deux ou dix dans l'engin, que le premier à déconner fout tout le monde à l'eau. On ne va en bois fouillé que sous l'expresse convention du tous pour un et un pour tous. Un pacte de solidarité. Et, entrer dans une Cité de Port-au-Prince, ça requiert une « Convention de bois fouillé ».

Cités : la troisième dimension à degré zéro d'urbanisme

Que l'on se souvienne de la fin de Duvalier au début de 1986, comme de celle de Marcos d'ailleurs, aux Philippines, au même moment : c'était la confirmation, pour la première fois dans le monde entier, de l'action des cités. Ce n'était plus le prolétariat ouvrier de l'urbain à la Lénine, pas plus la jacquerie paysanne à la Mao du rural, mais autre chose de nouveau, sans icône de référence. Ni Lénine ni Mao. On passait, dans la théorie et la pratique, de l'espace à deux dimensions (rural-urbain) à l'espace à trois dimensions (la Cité, le rural, l'urbain).

L'avenir même du XXI^e siècle va tenir, pour une large part en pays sous-développés, au savoir comment gérer cette troisième et nouvelle dimension d'espace des cités, qui regroupait, déjà en 1980, entre le tiers et la moitié de la population totale des villes du tiers monde. En ce moment d'octobre 2007, l'espace des cités à Port-au-Prince, c'est plus de 90 % d'une population de 2,5 millions d'habitants, soit plus de deux millions de bidonvillois, sans suffisamment d'eau, d'électricité, de routes, de latrines, d'infirmières,

etc. Entassés sous des toits de fortune aux murs faits de n'importe quoi, mais aussi dans des constructions en dur et très coûteuses, ces populations investissent annuellement des dizaines de millions de dollars dans les cités de Port-au-Prince. Vue d'en haut, la ville est un immense entassement, avec des hiérarchies intérieures allant de camps de réfugiés aux bidonvilles, jusqu'aux empilements d'habitats de béton des classes moyennes. Et puis, ici et là, dans la ville, quelques îlots de riches avec cours et jardins, encerclés par ce paysage des cités qui avance, sans arrêt, comme une coulée de lave venue des campagnes, des provinces et de la misère. Et l'on attend un doublement de population qui passe à 5 millions, en dedans des dix prochaines années, en 2017, au plus tard, et elle vivra essentiellement en cités à hauteur de 4,5 millions.

Les cinq types de tissus de Port-au-Prince que j'ai mis en illustration dans cet Hebdo conduisent à un constat : c'est le degré zéro de l'urbanisme dans les zones de fortes densités de 50 000 habitants au km² des cités sans balise de gouvernance. Y aura-t-il un jour un pilote à bord, pour voir venir ce Port-au-Prince à 5 millions d'habitants, pour très bientôt ? Il va falloir haussmanniser tout cela un jour proche (du vigoureux baron Haussmann de Paris, passé à l'histoire au XIX^e siècle, pour sa capacité à bulldozer...) en rendant vivables de services et d'opportunités de toutes sortes, et viables de réseaux, de routes par exemple... et fiables de sécurité les cités à sortir du degré zéro d'urbanisme auquel elles sont, actuellement, condamnées.

Cités : de la sécurité gratis ti chérie

Quant on en vient après cela à parler de sécurité à Port-au-Prince, dans le décor que nous venons d'évoquer, il faut revenir aux bases : le ratio partout dans le monde entre policiers et population est actuellement de l'ordre de 1 %. Qu'il s'agisse de Montréal, Santo-Domingo, Caracas, New York,

Miami... la protection des biens et des personnes commande ce ratio, partout atteint par l'addition des différents corps dédiés à la sécurité. Faisons le calcul : avec une population de 10 millions en Haïti, l'on devrait s'attendre à 100 000 policiers et assimilés, n'est-ce pas ? C'est d'ailleurs exactement la situation en République Dominicaine, un ratio de 1 policier et assimilé pour 100 habitants. C'est quoi alors ce ratio qui oscille de 1 pour 1000 à 1 pour 3000 à Port-au-Prince depuis vingt ans ? En juillet 2005, à peine 3000 policiers en état de fonctionner normalement, et, en octobre 2007, on est toujours très loin du compte, dans un certain équilibre, très fragile évidemment.

Cités : l'effet pacificateur des transferts de la diaspora

Qu'est-ce qui peut donc expliquer que l'irréparable ne se soit pas encore produit, depuis deux décennies, comme au Proche-Orient ? Qu'aucune famine n'ait poussé à de dévastatrices émeutes de la faim, comme ailleurs ? Et que, finalement, la guerre de basse intensité soit encore tellement limitée et retenue, compte tenu des exacerbations locales ? Eh bien, le fragile équilibre dans lequel nous vivons, en cet octobre 2007, est, d'abord et avant tout, l'effet pacificateur de la diaspora, dont les transferts massifs et quotidiens (6 à 7 millions de dollars par jour, pour un total annuel officiel de plus de 2 milliards) temporisent la crise pour l'empêcher, à court terme, d'aller aux extrêmes.

Et puis, il y a (faut le dire) la volonté politique de sécurité actuelle et l'interposition onusienne aussi, qui prennent appui sur cette puissance pacificatrice des transferts que possède le pays... Mais ce momentum de trois facteurs est fragile, passager, instable et volatile. Il n'offre en fait que le temps d'une chance qui passe, celle pour une sortie durable de cette crise... en faisant des cités, d'aujourd'hui et de demain, le grand Chantier qu'elles doivent être, pour qu'elles cessent d'être, enfin, des Cités interdites. Mais que cela tarde !

L'ÉTAT DES LIEUX 5

Pays Paysannerie Paysans Paysages

Kilè wa vivi wèm anko, peyi-a chanje... Vous la connaissez sans doute comme moi cette chanson: *Peyi-a chanje*... Je ne cesse de la fredonner depuis ce matin, au point de m'installer, avec elle dans ma tête, à mon clavier, pour cet Hebdo d'anniversaire des quatre mois depuis juillet, la dix-septième fois que j'habite l'avant-dernière page du *Nouvelliste*.

Quand je relis les Hebdos déjà publiés, ma crainte qu'il n'y ait pas encore assez d'éléments pour dégager des tendances lourdes s'amenuise... C'est fou ce qu'il reste de choses à dire, mais c'est tout aussi fou ce que l'on a déjà abordé de choses depuis que j'hebdoise à forte dose. C'est qu'il me fallait d'abord m'assurer d'un certain nombre de robustes points d'appui, de bases solides sur des aspects de théories et de méthodes, en thèmes et en perspectives... avant de me lancer dans la critique, constructive et responsable, du réel à transformer.

J'annonce aussi que toute la magie interactive du blogue sera cette semaine au point sur le site du *Nouvelliste*... Et qu'il sera loisible à toutes personnes de s'exprimer dans la fenêtre appropriée. De plus, je commence demain ma participation hebdomadaire à Magik9, 100,9 FM, tous les mercredis matin au 6-9, en prolongement de mes Hebdos.

Pour la première fois, je présente le plan d'ensemble des Hebdos pour l'année 2007-2008. L'année-chronique au *Nouvelliste*, comme on dit ailleurs l'année fiscale ou l'année scolaire, va tout naturellement d'un Livre en folie à l'autre, de Fête-Dieu en Fête-Dieu... occasion unique de mettre tous les Hebdos de l'année à disposition dans un recueil, avec des textes de présentation et de mise en situation.

Pays

Dites Haïti et l'écho vous répondra sur la Terre-mère des 27 700 km², mais la nouvelle Carte maîtresse (les Hebdos de septembre) dit autre chose. Elle dit la nouvelle société haïtienne contemporaine, son nouvel espace, sa nouvelle économie et sa nouvelle sociologie, sa nouvelle démographie. Elle dit aussi les nouveaux défis, comme les nouvelles chances, dans ce monde nouveau du XXI^e siècle.

Ce que nous sommes devenus aujourd'hui et comment nous le sommes devenus, ce vers quoi nous nous orientons et pourquoi et comment nous nous y orientons... est ABSOLUMENT nouveau et RADICALEMENT nouveau. Il y a là quelque chose qui se passe sous nos yeux et que nous essayons justement, depuis quatre mois, de penser ensemble: LE TRICENTENAIRE HAÏTIEN.

La puissance d'entraînement de la diaspora de la façade Ouest Atlantique, de Port-au-Prince à Miami à Montréal à Boston à New York... a provoqué en une génération dans l'économie, la culture, le social... une marche vers l'hégémonie de classes moyennes en expansion, au dehors comme en dedans. Les accumulations de savoirs et d'avoirs des expatriés participent à l'économie du pays par des transferts dépassant officiellement le cap des deux milliards cette année, et ces

populations forment un immense et riche marché culturel en demande d'une culture propre, dont l'offre se développe rapidement, au dehors comme en dedans.

L'Empire du milieu (Hebdo du 31 juillet) est en construction par effet de diaspora, très profondément au pays même, jusque dans les cités devenues le lieux de résidence des couches moyennes

**Ce que nous
sommes devenus
aujourd'hui
et comment nous
le sommes
devenus, ce vers
quoi nous nous
orientons
et pourquoi et
comment nous
nous y orientons...
est
ABSOLUMENT
nouveau et
RADICALEMENT
nouveau.**

montantes recevant les subsides de l'étranger. Et comme il n'est de développement et de démocratie que de classes moyennes, capables d'exiger ce qui leur sied comme services publics et participations citoyennes, quelque chose est en train de mûrir dans le processus politique en cours. *Peyi-a ap chanje*, une nouvelle garde est montée en première ligne, de nouvelles stars brillent dans tous les secteurs, *peyi-a chanje*!

Paysannerie

Le recensement de 1971 nous avait offert le dernier tableau d'une paysannerie à sa sixième génération et qui n'absorberait pas le poids d'un doublement générationnel. Elle aura été ainsi deux siècles la pourvoyeuse qui a passé maintenant la main à la diaspora, comme créatrice du roulement économique de la nation. Ce n'est plus le café des paysans qui paiera pour toutes les turpitudes, mais les transferts des diasporas.

C'est à la liquidation de la paysannerie que l'on va assister chaque jour un peu plus, à sa fragilisation toujours un peu plus poussée à la moindre intempérie. Jusqu'au jour où l'on se mettra à penser quoi faire de ses restes...

Paysans

C'est beaucoup de personnes quand même que six millions de travailleurs de la terre à absorber, et à recycler, ailleurs que dans l'agriculture qui ne fournit plus, pour avoir été laissée à elle-même, génération après génération. Notre laissez-grennen, ma chère, tu connais!

Il est probable que l'on ne parviendra pas à échéance connue à l'autonomie alimentaire, mais il est par contre certain que, pour s'en approcher, il faut drastiquement tailler dans les lambeaux du foncier actuel un nouveau cadastre, d'un nouveau foncier de fermes viables, par dizaines de milliers, capables de produire et d'alimenter les marchés, et de nourrir cette population pléthorique.

Le nouveau paysan que commande la situation est un entrepreneur qui gèrera une entreprise de production agricole, avec un niveau de rende-

ment et un niveau de vie qui l'apparenteront aux classes moyennes; autrement fiasco.

Paysages

Le paysage en termes de couverture végétale n'a aucune chance de reconstitution, par aucune sorte de campagne pour l'arbre et autres choses du genre. Au point où on en est, la couverture végétale n'est plus qu'une variable dépendante du foncier. Quand on prendra les actions courageuses pour créer, de toutes pièces, les premières dizaines de milliers de fermes de paysans de classes moyennes à migration zéro, alors la couverture végétale des nouvelles fermes d'entrepreneurs dans leurs entreprises sera, en moins de dix ans, une réalité luxuriante.

Le deuxième paysage que nous avons actuellement en phase critique est celui des cités. Il nous reste à tout y apprendre, notamment comment la subdiviser en des catégories différentes allant des classes moyennes (sans doute vivant dans des constructions en dur de grande valeur) à celles des bidonvilles d'édification récente, aux matériaux recyclables, de migrants plus récents, jusqu'aux camps de réfugiés, comme le nom l'indique, réceptacles de toutes les précarités. Il faudrait pouvoir ventiler en sept sous-groupes les cités aussi finement que l'on est parvenu à le faire pour la paysannerie, afin qu'elles cessent d'être des Cités interdites... On en est encore loin, hélas. **Ⓜ**

PAUVRETÉ, PRISE 1

La pauvreté de la théorie de la pauvreté

On entend répéter en beaucoup d'occasions, comme quand un disque colle sur la même phrase musicale, reprise sans fin, « Haïti est le pays le plus pauvre des Amériques et le seul PMA (pays moins avancé) du continent américain ». Cette ritournelle m'a toujours agacé, par sa prétention de la chose jugée une fois pour toutes... alors qu'elle passe à pieds joints par-dessus trois des composantes fondamentales de l'espérance haïtienne : la Carte maîtresse du Tricentenaire et son peuple de l'ordre des quatorze-quinze millions de personnes ; les savoir-faire et savoir-être locaux pertinents dans pratiquement toutes les manifestations matérielles et culturelles de la vie ; et le fait que le pays peut jouer d'illustration-type d'une supercherie théorique, dont sont victimes actuellement les pays sous-développés.

La pauvreté dénaturée

Ces jours-ci, le sens commun subit un battage qui véhicule la pauvreté comme une notion renvoyant à des assemblages d'images non systématisées, ce qui lui permet de recouvrir un vaste éventail de situations très différentes les unes des autres. Il n'existe donc pas une définition universelle de la pauvreté applicable à tous les cas, ce qui en fait un mot-valise, un fourre-tout dans lequel bourrer toutes les situations qui devront chacune ensuite être précisément définie, mesurée, problématisée et reproblématisée... pour savoir de quelle pauvreté spécifique on parle. À chacun sa pauvreté, finalement !

Pour un mot, cette extrême variabilité de sens et d'application n'en fait pas un outil de travail bien impressionnant, puisque ce sont avec des mots, et seulement avec des mots, que la pensée travaille. Quand le mot est aussi imprécis, et les réalités qu'il recouvre aussi diverses, on est tout simplement au degré zéro d'une théorie générale et d'une transformation de ce mot en concept universel. En matière de pauvreté, c'est du chacun pour soi !

L'amalgame entre pauvreté et misère n'est pas innocent, il interdit de se penser un avenir en pauvreté.

Telle société de grande consommation fixera légitimement le seuil au-dessous duquel on est pauvre dans sa société à vingt mille dollars par année... tandis que plus de la moitié de l'humanité ne disposera toujours pas d'un pouvoir d'achat de deux cents dollars par année. Parle-t-on de la même chose quand la dispersion des cas va de un à cent, puisqu'il faut cent fois 200 dollars pour faire 20 000 dollars ? On ne peut donc pas parler de LA pauvreté, ça n'existe pas, puisque le mot ne recouvre pas des réalités semblables. Mais on peut parler DES pauvretés, multiples et spécifiques dans chaque cas. À la limite, il y aurait autant de pauvretés différentes qu'il y a de cas ; ce qui en fait une notion bien pauvre !

C'est très grave, puisque l'on est au plus fort d'une vogue « pauvreté » qui submerge tout actuellement, tel un tsunami. L'acronyme DSRP (Document de stratégie de réduction de la pauvreté) est devenu le mot de passe pour tout... et pour rien. C'est le nouveau slogan scandé en tiers-monde, le tout dernier sésame de la coopération internationale, en bout d'une longue suite de sésames d'ailleurs, comme l'ajustement structurel qui avait été en vogue avant le DSRP.

Chacun d'eux est supposé être le remède souverain du moment pour la sortie du sous-développement... mais, comme cela fait cinquante ans que cela dure en Haïti, et cinquante ans que cela échoue, oserons-nous enfin tirer les conclusions qui s'imposent ? Nous penser nous-mêmes !

Réhabilitation de la pauvreté

Bien que la bibliothèque des livres et travaux sur la pauvreté dépasse les cinquante mille titres à ce jour (voir Google), l'expérience historique qui est la nôtre en pauvreté, et qui est unique au monde par bien des aspects, fait de notre contribution au thème un puissant et original apport.

Nous en avons parlé dans l'Hebdo du 9 octobre, le postulat de la migration zéro et l'ambi-

POPULATION (1971) ET REVENUS (2003) : Misère (82,90%) versus Pauvreté (5,75 %)

tion d’être pauvre, comme la question et la réponse haïtienne de ce que devrait être la justice sociale, par la mise à la disposition de tous et de chacun de ce qu’il faudrait à un individu pour qu’il refuse, lui, de migrer. C’est la prise en compte à la fois des biens premiers sociaux jugés indispensables (J. Ralws), des réalisations fondamentales au bien-être (M. Fleurbaey) et des chances et opportunités qui passent (A. Sen)... tels que perçus par ceux qui, tombés dans la misère et acculés à la misère, voudraient bien faire le chemin inverse vers la pauvreté. Si vrai que la plus grande révolution qui peut se concevoir, en Haïti comme ailleurs, au Tricentenaire, est bien la réduction de la misère... par l’accroissement de la pauvreté. Il existe un très solide courant aux travaux superbes d’éloge de la pauvreté (M. Ranhema), et de dénonciation de la misère, aux titres comme *La Pauvreté richesse des nations*, *Quand la misère chasse la pauvreté*, *Éloge de la pauvreté*, etc.

Ensuite, et c’est le plus important, la distinction fondamentale entre PAUVRETÉ et MISÈRE, qui sont de deux mondes différents. C’est que, dans la misère, on manque de tout, de biens comme d’entraide, dans l’incapacité de saisir les chances qui passent et les opportunités qui trépassent... on gagne par famille environ 5000 gourdes par année et l’on est plus de 80 % dans cette situation. Tandis que seulement 5 % des nôtres sont dans la pauvreté, avec un revenu annuel par famille de l’ordre de 60000 gourdes (12 fois plus, un tout autre palier), pour le juste nécessaire, rien de superflu, mais dans un réseau

de relations et de réciprocités, en étant à même de saisir les chances qui passent, grâce aux savoir-faire et aux savoir-être bicentenaires.

À rajouter, comme on le fait actuellement, des épithètes à pauvre, du genre « très pauvres et sévèrement pauvres » (qui sont des degrés de l’indigence), et extrêmement pauvres ou même abyssalement pauvre (qui sont deux degrés de la misère), on s’interdit à la fois de travailler sur la pauvreté comme un horizon digne et riche de potentiels, et à la fois de fonder la pauvreté en concept universel.

L’amalgame entre pauvreté et misère n’est pas innocent, il interdit de se penser un avenir en pauvreté.

La confusion, imposée et entretenue, entre pauvreté et misère est parmi les plus grands scandales théoriques contemporains, celui qui bloque depuis deux quarts de siècle la formulation, l’acceptation et la réalisation d’une vision d’avenir viable et fiable en pauvreté, pas seulement pour la très grande majorité des Haïtiennes et des Haïtiens, mais pour la plupart des populations du tiers-monde.

Ce combat pour la distinction entre pauvreté et misère a plus d’un demi-siècle, et c’est loin d’être une simple question de mots. C’est une disqualification de la pauvreté, qui est tout à fait autre chose en termes de potentiel, et qu’avec Proudhon, on peut, avec grande justesse, situer comme « l’état normal des hommes en civilisation depuis toujours » et surtout en faire une « idée neuve pour le XXI^e siècle »... et pour les 80 % des nôtres dans la misère!

PAUVRETÉ, PRISE 2

Ce que le président d'Haïti devrait écrire au nouveau directeur du FMI

Un président reçoit de ses pairs, présidents d'autres pays et chefs de grandes instances internationales, un grand nombre de lettres, et leur en expédie tout autant. Une lettre d'importance connaîtra souvent trois ou quatre versions, revues par autant de rédacteurs, jusqu'à l'approbation finale. Ça, c'est la routine quotidienne du cabinet privé de voir à cette cuisine et de n'en point faire un plat... Et puis, il y a les lettres spéciales, que va commander un président, quand un dossier s'impose à lui, comme par exemple, je présume, ces cas de DSRP, Documents de stratégie de réduction de la pauvreté, dont on s'attend à ce qu'ils reflètent rien de moins que son manifeste politique, son programme de gouvernement et sa vision de société.

J'ai trouvé digne de la mémoire de Justin Lhérisson (le jeudi 15 novembre sera le centenaire de sa mort) et de son journal *Le Soir*, de vous soumettre la lettre à écrire par le président, à la manière de Lhérisson pour Tonton Nord, sur la question la plus capitale pour le pays où s'invente l'Amérique depuis plus de cinq siècles.

Monsieur Dominique Strauss-Kahn
Directeur

Fonds monétaire international

Cher DSK, etc.

Vous voilà en ce début novembre prenant charge à la tête du FMI. Je saisis cette occasion et ce moment, dont l'importance est peut-être plus grande pour les pays comme le mien que pour les autres pays, pour aller droit au but sur ce qu'il serait souhaitable de voir ranger parmi les premières rectifications à envisager par le FMI au seuil de votre mandat. Il s'agit de l'amalgame entre Pauvreté et Misère, et subséquemment, l'opprobre et la péjoration dans lesquelles on

tient hypocritement l'état de pauvreté, comme si ce n'était pas la ligne d'horizon optimale dont on puisse rêver pour plus des trois quarts de l'humanité du XXI^e siècle.

Monsieur le nouveau directeur du FMI, nous sommes là au cœur d'une des questions les plus importantes pour le monde entier en ce début de XXI^e siècle. Pour plus des trois quarts de l'humanité, l'on ne peut faire miroiter que l'espérance d'être un jour pauvre, c'est-à-dire de participer à la jouissance du nécessaire, dans un environnement acceptable de sécurité, offrant des occasions à saisir de plusieurs sortes. L'amalgame de cet état de pauvreté à celui de la misère vient dénaturer la pauvreté en chose abjecte et repoussante, avilissante et inacceptable dans sa négation de la dignité humaine. Or, c'est tout à fait le contraire qu'est la pauvreté, c'est l'état diamétralement opposé à la misère. Des voix, de plus en plus nombreuses, s'élèvent de partout dans le monde pour considérer cet amalgame entre pauvreté et misère, notamment par des instances comme le FMI, de supercherie la plus dommageable du temps présent, car elle a pour effet de désamorcer l'alternative dont est pleine la pauvreté et de disqualifier ses savoir-faire les plus dignes d'être les points de nouveaux départs.

Il faut, Monsieur le directeur du FMI, pour paraphraser Proudhon, que « la pauvreté devienne une idée neuve pour le XXI^e siècle » et non plus cette chose méprisante qu'en a fait l'erreur théorique dont elle a été victime.

Il faut, Monsieur le directeur du FMI, que la vision d'avenir des sociétés puisse demander à la pauvreté d'être leur point d'appui pour soulever pays, car les populations de la terre ne peuvent, dans une écrasante majorité, qu'aspirer à la pauvreté libératrice de la misère.

Il faut, Monsieur le directeur du FMI, ce recours aux sources et ressources de la pauvreté pour favoriser la croissance du nécessaire, quand tout semble ne tendre, autour de nous, qu'à la multiplication du superflu.

La pauvreté en pays pauvres a besoin de plusieurs mots pour coller à toute une gamme des situations de dégradations très différentes. La confusion, imposée et entretenue, entre pauvreté et misère est le grand scandale théorique qui a bloqué, depuis plus d'un demi-siècle, la formulation, l'acceptation et la réalisation d'une vision d'avenir viable et fiable en pauvreté, notamment pour la très grande majorité des Haïtiennes et des Haïtiens. Dans ces conditions, Monsieur le directeur du FMI, je me permets de relever, après beaucoup d'autres d'ailleurs, que le DSRP, le Document de stratégie de réduction de la pauvreté, est fort mal nommé, et qu'il s'agit de beaucoup plus que d'une simple question de terminologie; nous sommes ici au cœur de l'urgence épistémologique d'habiter la pauvreté de la dignité réservée aux grandes questions de cette terre. À l'évidence, DSRM, pour Document de stratégie de réduction de la misère, serait plus adéquat, et la ligne d'horizon du XXI^e siècle serait plus vraie et moins démagogique en offrant pour espérance, au plus grand nombre, la pauvreté ainsi réhabilitée.

Je crois, Monsieur le directeur du FMI, qu'il appartient très légitimement à mon pays d'être porteur de cette requête. Les conditions et les conséquences de sa genèse américaine ont pratiquement fait d'Haïti le « Banc d'essai des Amériques », là où se sont d'abord expérimentés tous les grands tournants continentiels, avant leur généralisation en Nouvel Ordre. Qu'il s'agisse des dates charnières de 1492, 1685, 1804, 1825, 1915, 1990... mon pays a fait office de cobaye, le mot n'est pas trop fort monsieur le directeur du FMI, puis a été relégué à l'arrière-plan, à charge par Haïti à chaque fois de se débrouiller tout seul avec les retombées de ces expérimentations extrêmes, vu qu'elles recherchaient en Haïti le point jusqu'où ne pas aller trop loin, ailleurs dans les Amériques.

1492, le génocide du million des Taïnos en une décennie, la fonte en lingots d'or grossiers de toutes leurs pièces ouvrées par mille ans d'orfèvrerie précolombienne... comme première modalité de contact des civilisations de l'Ancien et du Nouveau Monde. Nulle part ailleurs, le prix payé n'a été, en ce temps-là, aussi démesuré, Monsieur le nouveau directeur du FMI.

1685, le Code Noir français et sa réglementation du peuplement de ses colonies américaines par la traite des Noirs d'Afrique. C'est aussi la plus grande concentration d'esclaves dans la Saint-Domingue du XVIII^e siècle qui enfanta de l'unique révolution d'esclaves à avoir inventé un pays. Nulle part ailleurs, le prix payé n'a été, en ce temps-là, aussi démesuré, Monsieur le nouveau directeur du FMI.

1804, les trois grandes révolutions qui ouvrent au XIX^e siècle, l'Américaine, la Française et l'Haïtienne. Et c'est à cette dernière que l'on fera payer, par ostracisme, exclusion, rançonnement, sa plus grande originalité d'avoir porté, par une race autre que blanche, le passage de l'esclavage à la liberté. Nulle part ailleurs, le prix payé n'a été, en ce temps-là, aussi démesuré, Monsieur le nouveau directeur du FMI.

Et je pourrais m'étendre sur 1915, au temps où la politique impérialiste étatsunienne nous imposait une occupation de vingt ans; sur 1990 et la fin des États militaires en Amérique Latine, dont le dernier coup d'État anachronique de 1991-1994 en Haïti fera la preuve qu'il fallait effectivement tourner la page de cette pratique aux Amériques. Nulle part ailleurs, le prix payé n'a été, en ce temps-là, aussi démesuré, Monsieur le nouveau directeur du FMI.

C'est ainsi que l'invention continue de l'Amérique, à chacun de ses grands tournants, utilisera objectivement Haïti comme banc d'essai, avec pour conséquences, immédiates et directes, l'abjecte misère dans laquelle va croupir ensuite en très grand pourcentage de ce peuple. Trois siècles de résistances, à ces agressions continentales, produiront un riche répertoire de savoir-faire de survie. Cette richesse culturelle, dans laquelle se trouvent plusieurs de nos leviers pour nous en sortir, est maintenant disqualifiée par l'amalgame auquel le FMI peut mettre fin, en ce début de votre mandat, entre misère et pauvreté.

Monsieur le directeur du FMI, le réajustement du DSRP en DSRM vous offre une occasion unique d'ouvrir votre passage à la tête du FMI, par un geste de haute portée, pour plus des trois quarts de l'humanité.

Recevez, Cher DSK, blablabla...

**À l'évidence,
DSRM, pour
Document de
stratégie de
réduction de la
misère, serait plus
adéquat, et la ligne
d'horizon du
XXI^e siècle serait
plus vraie
et moins
démagogique
en offrant pour
espérance, au plus
grand nombre, la
pauvreté ainsi
réhabilitée.**

PAUVRETÉ, PRISE 3

La misère de la méthode de la misère

Après le questionnement de la théorie de la pauvreté, il nous faut passer au questionnement de sa méthode d'étude. Mais, si la théorie de la chose étudiée est pauvre, que dire de sa méthode d'étude, qui ne peut faire rien d'autre que d'être encore plus pauvre...

Un grand nombre d'indices, de seuils, d'agré-gats, de catégories... se donnent actuellement comme méthodes de mesure de la pauvreté. Cela, c'est le premier niveau de la méthode, ce qu'on appelle l'étape de la « liste d'épicerie », quand des nomenclatures sans fin alignent de nombreuses facettes d'un objet d'étude, sans pouvoir encore leur trouver un principe d'ordonnement logique autour d'un seul et même axe. Il faut, le plus vite possible, savoir dépasser cette première étape descriptive en méthode, pour en arriver à la seconde, celle du discours que tient la méthode sur la vertébration de l'objet d'étude.

Mesurer pour réduire ?

Il y a mille façons de mesurer un phénomène. Aussi le préalable à toutes mesures est l'objectif poursuivi en mesurant.

Ici, l'on mesure pour réduire. La perspective est on ne peut plus claire: le but ultime est de trouver, le plus précisément possible, sur quoi agir pour enclencher un processus de réduction de la misère.

Ce sur quoi agir pour la réduction de la misère doit s'inscrire dans un temps donné et avoir une taille donnée: c'est une réduction en combien de temps qui est recherchée? Et de quelle taille doit être l'agrégat sur lequel on va agir? En somme, puisque ce n'est pas la même chose que de se donner cinq ans ou trente ans pour réaliser un changement, et que ce n'est pas la même chose que d'intervenir sur un élément bien circonscrit ou une combinaison d'éléments, en passant ainsi du plus simple au plus complexe, de quoi parle-t-on?

Réponse: on parle d'une mesure du temps qui est la génération et d'une mesure de taille qui est celle à la complexité la plus réduite. Eh bien, ce groupe cible est celui des petites filles, 0-15 ans, groupe sur lequel concentrer les interventions et dont l'observation de l'évolution fournit une juste mesure, en tout temps, du processus de

réduction de la misère. L'équivalent de ce qui a été fait pour la théorie l'est ainsi pour la méthode: le DSRM doit s'investir du côté des petites filles pour s'ajuster au discours de sa méthode!

Nous allons identifier les enchaînements qui ont conduit à l'identification de ce groupe cible particulier.

La révolution ? De la misère à la pauvreté

Il faut commencer par le continuum qui va de la misère à la richesse, en passant par l'indigence, la pauvreté et l'aisance... J'ai reçu six réactions de lecteurs, sur le même sujet des groupes sociaux en Haïti. C'est énorme dans notre milieu. À lire le tableau discriminant pauvreté de misère, les gens sont surpris de la misère misérable dans laquelle végètent plus de 8 Haïtiens sur 10 au pays, mais aussi du sort peu enviable des trois quarts de l'humanité. Six réactions de lecteurs, c'est l'aveu d'une surprise totale-capitale.

L'évocation du partage de la gourde nationale entre les cinq catégories fait ressortir les ordres de grandeur de la distribution inégale du revenu national: une personne sur mille peut passer pour riche avec une part de 13 % de la richesse nationale et 4 autres personnes sur mille peuvent passer pour aisées avec une part totale de 24 %. Ces deux premières catégories se ramassent globalement 37 % de tout, en étant 0,5 % de la population. Ce qui fait dur d'inégalités!

À l'autre bout des catégories, les 76 % dans la misère retirent à peu près autant que le 0,5 %, les plus riches, avec 43 % du revenu national. Les deux catégories du milieu, pauvreté et indigence, tendent vers l'équilibre de gagner 20 % du revenu national en étant 23,5 % de la population.

Rappelons que les enquêtes sur les conditions de vie en Haïti (ECVH) menées en 2003 par l'IHSI permettaient d'approximer le revenu annuel moyen par famille de 5000 gourdes en misère, 60 000 gourdes en pauvreté et de plus de 1 000 000 gourdes pour l'aisance et la richesse, sans doute, à plus dix millions de gourdes par année.

Avec de tels ordres de grandeur, il ne faut vraiment pas confondre pauvreté et misère et encore moins laisser miroiter l'aisance et la richesse

comme avenir pour tous. On se propose simplement de réduire la misère omniprésente, de la seule manière concevable, en élevant le plus possible le pourcentage en pauvreté. C'est que la situation est excessivement grave, et qu'il nous faut devenir sérieux... en osant dire que passer de la misère à la pauvreté nous serait une grande révolution ! La seule d'ailleurs possible.

**Moun et Pas moun :
l'apport original d'Haïti au débat**

Le XX^e siècle, le plus extrême de tous les siècles passés de l'humanité, a créé des distorsions tellement dramatiques dans les populations, et entre les populations, qu'il n'est pas exagéré de penser que l'humanité vient d'ouvrir une brèche d'inégalité, dont les conséquences vont s'étendre sur des siècles. Le genre humain se trouve divisé, en ce début du XXI^e siècle, pour la première fois de sa longue histoire, en deux groupes radicalement opposés, que l'expérience haïtienne, depuis l'esclavage, sait parfaitement nommer, par un puissant concept créole d'ontologie (relatif à l'être humain) : le MOUN et le PAS MOUN. Une humanité nouvelle est en réalisation à l'échelle du monde, avec une petite minorité de MOUN et une majorité de PAS MOUN, avec tout les avatars que nous connaissons de cette fracture-là. L'humanité serait en marche vers un autre clivage inattendu, et nettement plus radical dans son essence, dont nous avons déjà fait les frais.

La misère a un sexe et un âge...

C'est une longue histoire que celle de la place et du rôle des femmes dans la société et l'économie haïtienne. Cela remonte à aussi loin que la genèse du fait haïtien : pendant deux à trois siècles, tout s'est passé comme si c'était effectivement deux à trois guerres de Cent Ans en Haïti pendant les-

quelles les femmes ont joué exactement le triple rôle, que jouent toujours les femmes partout en temps de guerre : chef de ménage en remplacement des hommes absents (en marronnage, en guerre, en exil, en émigration...), pourvoyeuse principale de la famille et victime expiatoire favorite des temps de guerre.

De cette longue histoire des femmes, sur lesquelles s'est entièrement déchargée une société, pratiquement toujours en guerre de basse à haute intensité, il ressortira le record mondial de la plus piètre condition globale de travailleuse décernée à l'Haïtienne : c'est elle, dans les statistiques internationales, qui est parmi les premières à être le plus massivement sur le marché du travail, et c'est encore elle qui figure parmi les dernières à bénéficier des services élémentaires de santé et d'éducation, etc. Donc, celle qui travaille le plus et est la moins considérée... Triste médaille mondiale à nos femmes pour la plus piètre condition faite par une société.

Elles sont presque seules dans notre société, dans l'immense catégorie de misère, en charge de la gérance des générations montantes. Ce qui fait que, coincées dans la misère rurale et urbaine, elles ne peuvent que reproduire la misère, à travers les générations suivantes. C'est ce que l'on peut définir comme le cycle infernal de la féminisation et de la juvénilisation générationnelle de la misère ; cycle à casser évidemment. Comment ? Telle est la question de la méthode de réduction du phénomène.

À combiner le sexe (féminin) et l'âge (jeune) de la misère, au fait que près de 50% de la population a moins de quinze ans (quand on corrige le sous-comptage des 0-15ans), et que les femmes sont pratiquement seules en charge de ces 0-15 ans... on en arrive à définir le cap à tenir : « À l'aune des petites filles », le titre du prochain Hebdo.

POPULATION ET REVENUS DANS LES CINQ SOUS-GROUPES
(Hypothèses horizon 2010)

Richesse	Aisance	Pauvreté	Indigence	Misère
0.1%	0.4%	5.5%	18%	76% = 100% POPULATION TOTALE
13%	24%	9%	11%	43% = 100% REVENU NATIONAL

1 802	7 208	99 131	324 431	1 369 819 = NOMBRE DE FAMILLES 2003
+ 10 millions	+ 1 million gourdes	60 000	15 000	5 000 = REVENU PAR FAMILLE 2003

PAUVRETÉ PRISE 4

À l'aune des petites filles

Mesurer la misère avec la préoccupation de la réduire, c'est construire un ensemble d'indices, et entreprendre un ensemble d'actions, qui ont toutes en commun un rapport avec le levier sur lequel on se propose d'agir, pour changer la situation. D'où le titre, « À l'aune des petites filles », puisque c'est ce groupe de sexe et d'âge qui offre la meilleure sensibilité et le meilleur potentiel de changement de l'ensemble en situation de misère.

Il se pourrait fort bien, plus tard, beaucoup plus tard même, quand tout aura été décanté, que l'on ne retienne pour grande nouveauté, à partir des années 1970, que l'irruption du genre féminin dans les analyses en sciences du social en Haïti, comme ailleurs. Une impasse quasi totale avait été faite sur ces questions et nous avions progressé dans la connaissance du social, en passant à côté de ce qui crevait pourtant le décor : la place, le rôle et la signification du genre féminin. Un tout autre éclairage, du tout social, est ainsi ressorti de l'approfondissement du féminin.

Malgré le sérieux du déblayage réalisé à ce propos ces dernières décennies, la plupart des interventions au pays sont encore en retard de cette percée, parce que tout simplement, dans la pratique, on ne fait nulle part l'effort de construire des indices qui en tiennent compte. Si on n'est même pas encore capable de sortir, dans les institutions internationales, dont c'est pourtant la responsabilité, de l'amalgame tautologique (de tuer) pour le tiers monde entre la pauvreté et la misère, ce ne sont pas les problèmes de pertinence des méthodes de mesure et de réduction de la misère qui les empêcheront de dormir.

Depuis que la Banque mondiale a troqué en 1990 son obsession de l'ajustement structurel pour sa nouvelle fixation sur le DSRP, Document de stratégie de réduction de la pauvreté, qui

aurait dû s'appeler DSRM, Document de stratégie de réduction de la misère, la pauvreté est devenue à l'ordre du jour, un thème branché jusque sur les terrasses des cafés des pays du Nord et très tendance même chez nous, dessous tonnelles et dessus galeries. Comme si la misère dans le monde était autre chose que l'envers obligé de la richesse dans le monde, son dommage collatéral obligé, une dégueulasserie pour le plus grand nombre, en conséquence de la concentration de la richesse entre quelques-uns. Réduire la misère-monde, je veux bien, mais que fait-on de la richesse-monde ? La réduire aussi ? Pour qu'elle arrête de produire de la misère, puisque ce sont deux faces d'une même pièce du système-monde issu du XX^e siècle ?

**À défaut d'avoir
les 100 % de
moyens qu'il
serait souhaitable
d'avoir, en n'ayant
à peine que 10 %
de ces moyens...**

**QUE FAIRE ?
En somme, moins
l'on a d'argent,
plus il faut savoir
le dépenser
intelligemment.**

La transition démographique

C'est peut-être la nouvelle expression qui va entrer dans le langage courant des prochaines années en Haïti, pour signifier l'évolution d'un phénomène-clé de notre Tricentenaire. La transition démographique est un changement qui vient de la réduction de la mortalité (passée de 30 pour mille vers 1950 à 10 pour mille maintenant) suivie par un réduction de la natalité, passée de 40 pour mille vers 1950 à 30 pour mille maintenant, mais en route vers 20 pour mille et même 10 pour mille. Ce serait alors la croissance zéro de notre population, à 10 pour mille de décès et 10 pour mille de naissances.

Tout l'enjeu se déroulera dans la catégorie démesurée de la misère, là où le nombre d'enfants par femme est encore de 7 à 6 enfants, alors que la moyenne nationale est tombée à 4. Seules des actions massives sur la scolarisation des petites filles, qui deviendront les mères de demain (plus elles vont à l'école, moins elles auront d'enfants) et sur la situation socio-économique de ces petites filles, les femmes de demain (plus elles auront de moyens, plus elles

s'arrêteront au nombre d'enfants désirés)... peuvent favoriser la transition démographique.

Géographie de la misère et les indices de mesure

Ce n'est pas un secret que la situation des services de base (santé, éducation, formation... accès à l'eau, l'électricité, le téléphone...) est partout faible dans les 133 communes du pays, même si, dans cet effondrement généralisé, de fines études permettent de classer les communes en quatre catégories (20 % moyennement faibles, 40 % faibles, 30 % très faibles et 10 % extrêmement faibles) pour guider d'éventuelles allocations de ressources par commune.

Ce n'est encore un secret pour personne que les ressources publiques sont et resteront limitées ; raison de plus pour avoir une vigoureuse politique des choix fondamentaux qui tiennent tout aussi compte du court terme que du long terme générationnel. À défaut d'avoir les 100 % de moyens qu'il serait souhaitable d'avoir, en n'ayant à peine que 10 % de ces moyens... QUE FAIRE ? (En somme, moins l'on a d'argent, plus il faut savoir le dépenser intelligemment.)

Réponse : jouer les moyens disponibles à l'aune retenue. À titre indicatif, en parlant de santé « à l'aune des petites filles », ce qui devient significatif comme interventions prioritaires est la santé des mères et des enfants, la protection de la fécondité, la réduction des mortalités périnatales, la prévention des grossesses précoces, le recul des MTS et du VIH notamment, les accouchements, le développement académique des spécialisations en gynéco, obstétrique, pédiatrie, la formation de sages-femmes, etc. Bref, c'est l'organisation de la totalité du social en santé autour du seul et même axe choisi. Toutes les autres dimensions y trouveront leur compte, mieux même qu'avant. En somme, travailler à l'aune d'un groupe cible en situation de misère, c'est déboucher sur l'efficacité d'une locomotive, qui entraînera à sa suite la kyrielle de wagons...

Cet exercice d'imagination, dans la gouvernance de la misère, peut être repris dans tous les secteurs... car c'est seulement vers une politique

de fontaines d'eau en collectif, d'espaces publics illuminés, de douches et latrines publiques en rangées... qu'on a les moyens de s'orienter. C'est que la misère rurale est en train de se transporter dans l'aire métropolitaine de Port-au-Prince, pour doubler la population au centre dans moins de dix ans, aggravant ainsi de façon exponentielle la misère déjà misérable à la capitale.

Casser la reproduction générationnelle de la misère

Ce sont les générations qui reproduisent les générations, la misère qui reproduit la misère. Pour s'en sortir, il faudrait donner à une génération la possibilité de casser cette reproduction. Le pays a les moyens de cette action si, et seulement si, cette perspective devient l'axe de vertébration autour duquel organiser tout le reste. À supposer que toutes les sources et ressources de ce pays, dedans et dehors, soient ordonnancées « à l'aune des petites filles » (inutile d'essayer d'en trouver une autre... elle n'existe pas), le décollage serait possible en dedans de dix ans. C'est le principe même de l'aune qui est le levier.

À supposer que toutes les sources et ressources de ce pays, dedans et dehors, soient ordonnancées « à l'aune des petites filles » (inutile d'essayer d'en trouver une autre... elle n'existe pas), le décollage serait possible en dedans de dix ans. C'est le principe même de l'aune qui est le levier.

Les femmes et les enfants d'abord ? Tout au contraire...

C'est une belle formule qu'affectionnent les Haïtiens, « les femmes et les enfants d'abord »... qu'ils prononceraient volontiers avec panache, s'il advenait une menace comme le Titanic qui coule, et qu'il faille choisir les groupes à évacuer en premier. Et c'est bien qu'une société se perçoive comme responsable, au point

d'identifier ainsi les premiers à protéger et à sauvegarder. Mais, dans la réalité de la dégradation sociétale, et de la régression de la pauvreté à la misère, c'est tout à fait le contraire qui s'est passé ; les femmes et les enfants ont été les derniers, entassés à la queue de la comète misère des cités, des bourgs et bourgs-jardins, ne disposant que du tiers du déjà dérisoire revenu moyen de cette catégorie.

Y aller à l'aune des petites filles serait vraiment porteur... mais je ne vois rien qui me fasse croire que ce genre de question soit à l'ordre du jour d'un quelconque agenda politique... Dommage! ①

NOUS PENSER NOUS-MÊMES, PRISE 1

Le XX^e siècle comme genèse de l'humanité souffrante du III^e millénaire

Pour avoir une juste mesure de la situation haïtienne d'aujourd'hui et pour comprendre la nécessité d'agir autrement que nous l'avons fait jusqu'à présent, il faut une claire vision des circonstances de la création du groupe de misère auquel appartient Haïti dans le monde. Il en a découlé un nouvel ordre mondial de misère pour les trois quarts de l'humanité en ce troisième millénaire à ses débuts.

En ce début de XXI^e siècle, il nous est né un tout nouveau pays haïtien qui est beaucoup plus une métamorphose qu'une continuité. Ce qui nous est arrivé est de l'ordre du passage de la chenille au papillon, avec l'obligation pour nous maintenant de définir les formes et les structures, ainsi que la dynamique de ce nouveau construit que personne ne viendra analyser à notre place pour nous. Nous penser nous-mêmes devrait donc être le nouveau leitmotiv de la conjoncture haïtienne.

La raison en est que le XX^e siècle a été le siècle des plus grands chambardements qu'ait jamais connu l'humanité au cours des trente derniers siècles et qu'il a créé des distorsions tellement dramatiques dans les populations du monde, et entre les populations dans le monde, qu'il n'est pas exagéré de penser que l'humanité vient d'ouvrir une brèche d'inégalités pour mille ans de conséquences funestes et néfastes.

Moun et Pas Moun

Par leur expérience sociétale et l'originalité historique de leur situation, les Haïtiens savent dire, avant tous les autres sociétés, ce qui vient d'arriver à l'humanité, car ce qui arrive au monde aujourd'hui nous est déjà arrivé en Haïti : d'un côté des MOUN et de l'autre des PAS MOUN, une cassure, un fossé infranchissable qui va jusqu'à présent en s'accroissant au lieu de se

réduire (ce dont rêvent en couleur les instances internationales).

C'est plutôt cela, la perspective du millénaire, sa catastrophe, et non les huit vœux pieux baptisés d'Objectifs de développement pour le millénaire (ODM) en 2015. C'est que réduire la misère-monde, réduire la faim-monde, faire que chaque personne et tout le monde soit un MOUN... supposerait un autre système-monde que celui qui nous vient du XX^e siècle, puisque c'est lui qui a produit la misère-monde et la faim-monde pour plus de 75 % de l'humanité. Ce à quoi s'applique tout le monde dans l'international, à défaut de pouvoir en changer quoi que ce soit, est en fait la réduction des distorsions les plus criardes, l'atténuation des dommages collatéraux les plus insoutenables.

Le XX^e siècle passera sans doute, dans l'histoire des trois derniers millénaires, comme celui de l'emballement de pratiquement tous les cadrans d'observation des phénomènes séculaires. Siècle unique dans l'histoire humaine, il aura accumulé toutes les démesures de deux guerres mondiales, de deux bombes atomiques, de l'imposition de l'hégémonie américaine, de la montée et de la chute de la société alternative communiste, de la fin de la coloni-

sation, de la révolution des communications, etc.

Nous pourrions encore allonger cette liste d'une suite interminable à laquelle chacun pourrait longuement contribuer, tant chacune des années de ce siècle, des mois mêmes de ce siècle, sinon des semaines de ce siècle, ont été porteurs de prodiges. Mais de cette somme d'avancées remarquables, une variable à elle toute seule ramasse le caractère unique de ce XX^e siècle comme catastrophe pour l'humanité souffrante : ce sont les emballements démographiques. Le XX^e siècle a produit cinq milliards d'hommes coincés dans la misère, comme sont en misère ces trois quarts de la population

La première grande question d'intérêt universel au XXI^e siècle est bien comment sortir ces masses de la misère pour les amener à la pauvreté.

haïtienne que nous ont révélé les tableaux statistiques contemporains. C'est de l'ordre de la catastrophe pour mille ans à venir. Suivons ensemble la genèse de cette humanité souffrante du troisième millénaire de l'ère chrétienne.

Partir du temps long et de l'espace global

Le genre humain est très jeune, pas plus de trois millions d'années seulement, à comparer aux quatre cents millions d'années des poissons ou les deux cent cinquante millions d'années des reptiles. Elle se distingue et se caractérise d'abord par l'extrême lenteur de sa croissance numérique. Pendant plus de 99 % du temps de notre existence d'espèce, la croissance humaine a été proche de zéro, très souvent négative et parfois légèrement positive, au point que le premier décompte fiable nous crédite, voilà douze mille ans, de seulement 10 millions de personnes au maximum, ce qui est l'équivalent de la population d'Haïti en 2007, et qu'il a bien fallu pour en arriver à ce nombre plus d'un million d'années depuis que nous nous sommes définitivement distingués de nos cousins et ancêtres hominidés. C'est donc une très lente marche de croissance qui a toujours été le lot de l'humanité.

D'une lente marche...

Pour passer de ces dix millions de personnes à un milliard de personnes, il nous a fallu presque la totalité de ces 12 000 dernières années, environ 400 générations, depuis la dernière glaciation, le début des cultures et l'initiation de l'élevage. C'est ainsi que nous avons entamé le XX^e siècle avec seulement 1,5 milliard d'hommes. Or l'humanité vient juste de passer le cap de ce siècle avec près de 6 milliards d'hommes, multipliant ainsi par cent le taux de croissance quasi stable des temps antérieurs pour le porter à 2 % et en faisant doubler l'espérance de vie du genre humain de 35 à 75 ans en moyenne, le temps d'un siècle.

La ligne de vie sur terre, qui est une long trait plat de milliers et de milliers d'années, a connu une brusque poussée multiplicatrice sur le temps court du seul XX^e siècle. Et nous aussi en Haïti, nous sommes passés de quelque 1,2 millions en 1900 aux 10 millions de 2007 sur la Terre-mère des 27 700 km², sans compter nos millions d'expatriés. Ce sont effectivement des situations d'emballements démographiques.

... à l'emballement

Pour faire image concrète, toi lecteur du *Nouvelliste* né à la fin de la guerre dans un monde de 2,5 milliards d'hommes, tu mourras dans quinze ans

vers 80 ans en laissant derrière toi 7,5 milliards de personnes, trois fois plus. Personne n'a jamais vécu cela avant toi depuis le million d'années que nous sommes devenus des hommes et des femmes... Je ne saurais dire s'il faut pleurer sur cette arithmétique du triplement de la population mondiale le temps d'une vie, mais je sais que ce siècle maudit a inventé la misère-monde et la faim-monde pour quatre milliards de nouveaux être humains auxquels on a donné la vie sans leur donner les moyens de vivre. Leur simple survie dans la misère pose de redoutables défis au XXI^e siècle, car c'est pour la première fois que l'humanité se trouve confrontée à la misère massive, vu que c'est l'état de pauvreté qui avait été jusque-là l'état normal de l'homme en civilisation. La première grande question d'intérêt universel au XXI^e siècle est bien comment sortir ces masses de la misère pour les amener à la pauvreté.

C'est la politique qui n'a pas suivi

On n'a jamais vu cela en aucun autre temps et l'on ne verra probablement jamais plus cela, une si brusque poussée multiplicatrice des humains. La catastrophe vient de ce que la politique n'a pas suivi au XX^e siècle, figé qu'elle a été dans son corset des États-Nations du XIX^e siècle, alors que tout s'emballait dans une croissance exponentielle des hommes qui commandait autre chose que la minable solution de scinder l'humanité des hommes en une petite minorité de MOUN et une immense majorité de PAS MOUN.

Ce sont les révolutions de toutes sortes à partir du XVII^e siècle, industrielles, agricoles, financières, sanitaires, technologiques, etc. qui, au fondement de cette surchauffe démographique du XX^e siècle, n'ont pas pu, ou pas su plutôt, en assumer les conséquences, même par une médiocre répartition inégalitaire de la consommation pour la survie de tous.

Parler ensuite, comme le fait le FMI ou la Banque mondiale, de stratégie de réduction de la pauvreté à coups de DSRP... quand c'est le système-monde lui-même qui a produit cette misère-monde, cette faim-monde... ce n'est pas loin de se moquer des victimes de cette catastrophe planétaire aux conséquences millénaires qui vient tout juste de prendre date.

* * *

Pour tirer notre épingle du jeu, en tant que petit pays noir certes, mais justement capable du double *small is beautiful* et *nigra sum sed formosa*, il n'y a aucun autre choix que de nous penser nous-mêmes pour agir au mieux de nos intérêts. **H**

NOUS PENSER NOUS-MÊMES, PRISE 2

À l'épicentre de l'emballlement du XX^e siècle, le parcellaire agricole

La traversée du XX^e siècle, pour tous ceux obligés de la contempler à partir de la misère qu'ils ont reçu en partage, les trois quarts de l'humanité actuelle, donc, est une vision d'apocalypse, puisque la misère comme lot est inhumaine, de l'ordre du Pas Moun. La question que nous pose cette production de la misère de masse au XX^e siècle, la misère-monde, est comment cela s'est-il passé concrètement pour nous en Haïti? En d'autres termes, où donc s'est fait l'impact du choc qui s'est ensuite répandu par ondes successives à l'ensemble national?

La réponse que je propose est que c'est dans le parcellaire agricole que l'emballlement a fiché son centre de gravité. Il y a produit à chaque génération un émiettement de plus en plus poussé des parcelles jusqu'à une masse de misère qui, à partir d'un seuil qui pourrait être de 80% de la population en misère, a déversé son trop-plein dans les émigrations sauvages. Le monde rural est encore et toujours la réserve inépuisable de la catégorie en misère, dont les ordres de marche vont doubler les camps de réfugiés des cités de Port-au-Prince en moins de dix ans, et continuer à peser à toutes les frontières vers des *bateyes* de cannaïes hispaniques, des *yards* d'îles anglo-saxonnes et des Little Haïti des grandes villes étatsunienues.

De la colonisation de toutes les terres au XIX^e siècle, au morcellement forcé au XX^e siècle

On connaît actuellement les grandes lignes de l'histoire de ce morcellement à outrance qui nous vaut, actuellement en 2007, un ordre de grandeur sans doute du million d'hectares en culture (plus du tiers de la surface du pays), subdisés probablement en plus de 1,5 millions de parcelles de trois principaux types, aux complémentarités autrefois efficaces, mais actuellement en désuétude avancée. Ce système, qui a dégringolé tout au long du siècle, est le ventre fécond de la production de la misère haïtienne qui s'écume à mesure, par vagues successives de migration vers d'autres horizons.

Le mouvement de colonisation paysanne de nouvelles terres commencé après l'indépendance,

par la fuite des plaines et du caporalisme agraire, a sans doute en trois générations conquis tout ce qui pouvait l'être de terres cultivables. Vers 1890, il n'était pratiquement plus possible d'ouvrir d'autres fronts faute de terres nouvelles; ce qui imposait alors l'obligation de partager l'héritage entre des héritiers de plus en plus nombreux. En l'absence d'émigration, d'une coutume de droit d'aînesse, d'une baisse de la fécondité... ne restait plus que la solution de fragmenter la propriété. C'est l'histoire possible de l'une de ses propriétés, si semblable à toutes les autres, que raconte le croquis ci-contre.

La peau de chagrin

1880-1890, sur le croquis de 20 hectares, il n'y a qu'une seule exploitation d'une famille de 8 enfants mettant en valeur 16 ha en bois-debout avec café en sous-bois. 2 ha assument en vivres la survie de la famille avec abondance de bananes et

La terre est de 500 m de long par 400 m de large, ce qui fait 200 000 m² = 20 hectares de 10 000 m². Vers 1880 les fermes sont de 20 hectares, puis de 5 hectares après un premier partage vers 1910-1920; puis la ferme moyenne tombe à 1 ou 2 hectares dans les années 1940-45; et au recensement de 1971, 4,3 millions d'habitants au pays, ce sont 650 000 paysans sans terre et 1,5 millions de paysans dans des exploitations de 0,3 hectare et 1,5 parcelle par exploitation. Bref, en 1974, l'année de L'Espace Haïtien, j'ai même travaillé sur un ingénieux jardin en compagnonnage de 16 m², du 4 m par 4 m, qui n'avait rien d'exceptionnel, sinon la virtuosité époustouflante des savoir-faire et du modèle d'une totale gratuité en l'absence de terres de bonnes dimensions. Trente-trois ans plus tard, ici et maintenant, fin 2007... on se doute bien de ce que va ramasser le recensement agricole annoncé pour 2008...

L'État des lieux au recensement de 1950

Faute de terres nouvelles, ce qui imposait alors l'obligation de partager l'héritage entre des héritiers de plus en plus nombreux... En l'absence d'émigration, d'une coutume de droit d'aînesse, d'une baisse de la fécondité... ne restait plus que la solution de fragmenter la propriété.

fruits, et 20 à 30 cochons, l'animal clé de ces sous-bois. Le « griot-bananes pesées » est l'image de la nourriture nationale.

1910-1920, l'autre génération hérite de huit lanières de 2,5 hectares chacune; visibles encore dans le parcellaire; et les filles sont encore du partage. Plus de bois-debout, mise en valeur vivrière. La production d'exportation de café tombe et le cochon cède la place à la chèvre, au cabri, mangeur d'herbe que l'on introduit vers les années 1920. Le cabri boucanné et le tasso s'imposent comme autres plats principaux jusque dessus galeries et dessous tonnelles à Port-au-Prince, autour de « cabri littéraires »...

1940-1950, les filles ne sont déjà plus du partage de la terre (d'où le sexe de la misère) depuis les années 1930 et une trentaine d'exploitations de troisième génération ont moins de 1 hectare. La chèvre n'est plus opératoire, c'est maintenant le règne de la vache et de la volaille. Le vivrier supprime tout et les denrées relèvent du grappillage.

1970-1980, on subdivise mal 0,5 hectare en cinq pour confier à chacun 0,1 hectare, 1000 m², 50 mètres par 20 mètres, c'est de l'ordre du lotissement urbain. Les héritiers du pionnier de ces 20 hectares, leur arrière-grand-père, sont à la quatrième génération au nombre de plus de 400, à raison d'une vingtaine d'ayants droit par hectare. La progression tout à fait normale de la reproduction s'écrit: 8 enfants en deuxième génération, 60 en troisième qui donnent 400 en quatrième, avec des familles moyennes de 6 à 7 enfants dans le rural.

2000-2010, 7 millions dans le rural, 14 millions dans le monde, le recensement agricole annoncé pour 2008 pourrait être un outil de départ de la refondation de l'agraire.

Proposition citoyenne: la refondation de l'agraire et le recensement agricole annoncé

L'urgence de la refondation de l'agraire est une évidence. Et c'est un des grands chantiers prioritaires, complexe d'exigences théoriques pour encadrer et baliser la pratique de refondation. Mais, on ne voit cependant rien qui permette de dire que quelque part on y travaille, sur cette théorie de refondation et son passage à l'opérationnalisation.

Il faudrait donc aller plus loin que l'effet d'annonce du recensement agricole, déjà financé à hauteur de 5 millions de dollars paraît-il, pour donner accès au document de projet (qui ne saurait être secret) et soumettre même à consultation et discussions publiques les tenants et les aboutissants des questionnaires envisagés. C'est qu'il ne faudrait pas rater ce projet prévu pour 2008, vue son importance pour la refondation de l'agraire et que c'est l'un des rares domaines dans lequel on peut citer de tête, et justifier par la pertinence de leurs travaux sur l'agraire haïtien, plus de trente contributeurs *seniors* de calibre, chacun disponible, sans doute, quelque part sur la Carte maîtresse, pour une solide table ronde au sujet de ce recensement. Cela éviterait bien des errances théoriques et terminologiques et autres imprécisions méthodologiques et inadéquations techniques... que nous ne pouvons plus continuer à nous offrir d'un recensement à l'autre, et surtout pas dans celui-ci.

Et pourquoi ne pas commencer ainsi, autour d'une grande table, cette nouvelle saison de nous penser nous-mêmes? La balle est dans le camp des responsables... nous allons y revenir au *Nouvelliste* et à Magik9 pour qu'ils la renvoient à l'opinion publique!

NOUS PENSER NOUS-MÊMES, PRISE 3

De la Carte maîtresse à la carte d'atout: le passage à l'acte

Après les deux premières implications de « Nous penser nous-mêmes » au niveau du système-monde (prise 1) et du système haïtien (prise 2), nous arrivons à la troisième dimension de cette démarche (prise 3) qui est le passage à l'acte, c'est-à-dire les implications de la nécessaire liaison de la théorie à la pratique. Une pareille option, « Nous penser nous-mêmes », éloigne de la sécurité offerte par le prêt-à-penser d'importation, et c'est à chaque carrefour que l'on va déboucher sur de l'inattendu qui surprend.

Il se trouve que la voie royale, pour que la Carte maîtresse du Tricentenaire devienne un jour une carte d'atout, exige de battre le rappel et d'organiser les moindres potentiels capables de mobilisation pour un décollage. Et pour ceci, les initiatives de la société civile, du dedans et du dehors, sont les plus indispensables, ne serait-ce que pour suppléer au manque d'État dans un premier temps, et le porter ainsi à combler plus tard ses absences. En conclusion, et comme dans toutes les autres situations mondiales de diasporas, il faut bien cet appareil permanent et performant (à la dimension de la Carte maîtresse) que l'on appelle d'ordinaire un Congrès mondial.

De la théorie à la pratique: la quête de cohérence

Au long de la seconde moitié de l'année 2007, entre le 10 juillet et le 18 décembre, il était prévu que je consacre 24 Hebdo à observer à chaud, et à vous soumettre à froid, tous les mardis soir, ce que nous étions en train de devenir comme pays. C'était un défi, c'était un pari. Avant d'écrire le dernier Hebdo de cette série 2007, j'ai tenu à relire le tout, pour que les perspectives du passage à l'acte soient bien en prise sur l'ensemble. C'est que, quand vient généralement cette étape de passer de la parole aux actes, il faut bien arrimer les théories aux pratiques pour que toutes les actions éventuelles découlent indiscutablement des interprétations préalablement faites du réel. La cohérence est à ce prix.

La question qui m'a habité tout au long de cette relecture était donc quel type d'action retenir pour illustrer ce passage à l'acte. La réponse est sans doute partout et dans tout, mais je la cherchais dans ce que nous avons partagé jusqu'à présent, convaincu que je suis qu'il y a une invitation d'action faite en filigrane, à chaque lecteur et chaque lectrice, dans ces 24 Hebdo en tant qu'ensemble. À chacun de trouver la sienne d'invitation. Pour ma part, je me suis retrouvé avec une nouvelle question : Que peut chaque Haïtien pour tous les autres Haïtiens ?

L'obligation de nous penser nous-mêmes, qui s'est imposée comme la première exigence de la conjoncture, est une redoutable position qui nous pousse à des ruptures radicales aussi bien dans la théorie que dans la pratique. C'est en cela que nous disions que ce choix est surprenant, décoiffant même, comme de ne pas écrire pauvreté sous la dictée du Blanc, quand c'est la misère qui est le mot juste, et que c'est le passage obligé pour bâtir ensuite, par l'éloge de la pauvreté, un pays prospère et digne, maître chez lui comme de son destin. Nous penser nous-mêmes est sans aucun doute la voie la plus malaisée, encore plus quand on est occupé et en tutelle, et que nos esprits semblent plus occupés encore que notre territoire.

Nous penser nous-mêmes, la double rupture épistémologique

Prenons 1492 en exemple, l'histoire est généralement racontée avec la vision qu'a le centre de la périphérie, et de là avec la vision que les dominants ont d'eux-mêmes et de leurs dominés. Cette double trajectoire du regard, de l'Espagne vers Ayiti, et là, des dominants aux dominés, donne une « Découverte » vue par le conquérant et un « Envahissement » vu par les prêtres, les guerriers et les autres castes supérieures chez les Taïnos.

Mais que dirait le petit peuple des Taïnos dans un effort de se penser lui-même, en partant de lui-même évidemment ? Cette démarche est à l'opposé de la précédente, puisqu'elle part des

dominés vers les dominants de la société, et de là vers le centre européen. Il y a donc là une double inversion dans la trajectoire du regard. La même histoire peut ainsi devenir une affaire de chiens mangeurs d'hommes, ce qui est l'expérience concrète du peuple de la rencontre, « 1492 : l'année des chiens », dans laquelle il va se faire manger par les chiens Alanos. Le besoin de connaissance générale sera alors de remonter jusqu'à l'invasion de la péninsule Ibérique par les Alains et leurs dogues, qui deviendront, par des croisements, la race des Alanos exportés à Hispaniola. La rencontre vue par les vaincus et son petit chien Aon de 5 kilos, muet et sans poil, peut ainsi être une affaire de gros chiens de guerre européens dix fois plus gros avec leurs 50 kilos ! Et cela peut très légitimement être le fil conducteur de la réécriture de cette histoire racontée autrement, par les victimes cette fois. (Décoiffant, non ?) Nous penser nous-mêmes explore autrement qu'avec des idées reçues et des lieux communs.

Ce que « passage à l'acte » veut dire

Quand il est aussi évident que c'est à l'échelle de la Carte maîtresse que se trouve l'unique chance de la sortie de crise, et même le décollage possible, et que l'Haïti de la Terre-mère des 27 700 km² n'ira nulle part toute seule, l'arrimage institutionnel avec les dix communautés haïtiennes dans le monde viendrait à point garantir une traversée moins dramatique du Tricentenaire, grâce à une somme de flux à double sens, financiers et matériels, symboliques et culturels, qui seront autant de canaux de liaison entre la Terre-mère et ses communautés aux alentours tout au long du Tricentenaire.

C'est que la population haïtienne s'est définitivement scindée en deux segments, à la suite de la migration forcée de vingt ans, 1965-1985, dont les conséquences vont se révéler catastrophiques pour le pays : une désaccumulation dont on mettra des générations à combler les pertes et à colmater les brèches. L'existence d'un Congrès mondial haïtien peut en atténuer la brutalité, en réintroduisant dans le jeu, à nouveau, différents joueurs de différentes générations, perdus mais disponibles et récupérables, pour peu qu'on leur facilite la chose.

Vingt ans d'observation et d'expérimentation des contraintes et des exigences de l'institutionnalisation de ces liaisons, de 1986 à 2006, du MAS, Mouvement ayisien de solidarité (1986) au Congrès mondial haïtien (2006), nous laisse armé pour dire que le temps est maintenant venu

Logo symbolisant le Lambi, sonneur des rassemblements haïtiens. La coquille est vue comme l'accolage d'une colombe de Paix et d'une torche des Lumières. L'angle d'inclinaison du logo et la disposition des lettrages de Congrès mondial haïtien, dans les quatre langues quotidiennes de notre dispersion, évoquent le globe terrestre où nous sommes partout maintenant.

pour que ce soit une initiative d'envergure du dedans d'Haïti, sous une forme qui reste à déterminer dans l'éventail organisationnel des sociétés civiles et publiques, des ONG aux OAST, ou autre chose du genre.

La Constitution de 1987 avait obstinément refusé d'entendre l'importance de la diaspora dans le devenir national. Depuis lors, vingt années d'accumulation d'évidences ne semblent pas en avoir impressionné beaucoup. Il ne faudrait pas que la prochaine Constitution en fasse autant, en refusant de se rendre aux évidences de la nouvelle configuration du pays. Pire qu'avaliser une erreur de 20 ans, ce serait persister dans une faute politique grave dans un tel pays, dont cette Carte maîtresse-là est la première planche de survie et de salut dans le court, moyen et long terme.

Ce pont à jeter entre tous les foyers de présence haïtienne dans le monde, notamment par un Congrès mondial haïtien, s'impose maintenant de lui-même. C'est l'une des nécessités du moment, pour assurer l'épanouissement de cette identité haïtienne, génération après génération. **H**

PENSER LE TRICENTENAIRE

Principes et méthodes en 2007

Applications et perspectives en 2008

Depuis quarante ans, les sept jours qui vont de Noël au Nouvel An, du matin du 25 décembre au soir du 31 décembre donc, sont pour moi un moment exclusif et intensif de lectures que tout le monde autour de moi s'évertue à ne pas déranger. C'est que ce moment a pour moi quelque chose de particulier qui ne se retrouve pas dans toute l'année: je réserve bien longtemps à l'avance, pour ce marathon en solitaire de sept jours, des travaux démesurés, surdimensionnés, hors normes... que j'affronte dans un combat singulier.

Je me souviens encore en 1967 des dix tomes de Médéric Moreau de Saint-Méry, six sur les lois et constitutions de l'Amérique sous le vent, trois sur la description de Saint-Domingue et le dernier sur la partie Est de l'île. En 1968, les huit tomes en douze volumes de la thèse de Huguette et Pierre Chaunu sur le trafic entre Séville et l'Atlantique au XVI^e et XVII^e je crois; et les thèses interminables de la géographie française, Guy Lasserre sur la Guadeloupe, Jean Gallais sur le Delta intérieur du Niger, Gilles Sauter sur le Congo, Pierre Gourou le maître sur l'Asie du Sud Est... Et puis suivront ainsi une fois tout *Harry Potter*, une autre fois une dizaine des romans de Jules Verne, et puis les huit tomes de Madiou... et j'adorerais une des fois à venir, avant de mourir, pouvoir mettre de côté pour ce rituel *Le Soir* au complet de Justin Lhérisson, les dix mille pages des 2500 numéros, quand elles seront enfin accessibles après numérisation...

Pour cette année 2007, j'ai prévu de relire d'une traite tous les rapports et travaux de l'armée d'experts à s'être penché sur le pays haïtien en 2006 et 2007. J'en ai reçu de partout ces six derniers mois par la grâce de l'internet; je dis merci à tous ceux et toutes celles à m'avoir glissé, anonymement parfois, leur part des milliers de pages que cela représente. Merci. Je sors généralement de cette réclusion pour aller

à la fête de la nuit de la Saint-Sylvestre, celle qui a débouché une fois sur la soupe jaune collective du dimanche 1^{er} janvier 1804. C'est de ces nuits du 31 décembre que nous vient d'ailleurs l'expression mondialement connue de «l'Haïtien à l'index court» tant, chaque année, l'Haïtien tape de l'index sur la table à cette occasion, en souhaitant que ce soit la dernière année du laisser-faire, du laisser-aller qui nous caractérise et nous conduit de catastrophes en plus catastrophiques encore, une année après l'autre.

L'Haïtien à l'index court

Cette année, je compte taper de l'index sur la table encore plus fort que d'habitude car, en matière de laisser-grenner, on n'a jamais vu pire manque d'initiatives sérieuses à aucun des grands tournants de notre histoire. Face aux mutations

radicales en cours (3, 4, 10, 15, 16)¹ dans tous les domaines... aucun choix stratégique n'est fait et encore moins leur mise en opération. L'édifice national branle de partout et l'on assiste en ce mois de décembre à une succession de manifestations d'autosatisfactions sans la moindre autocritique, la moindre rectification d'erreurs pourtant flagrantes, et évidemment aucune transparence sur les processus fautifs qui ont émaillé les interventions depuis l'an 2000 par exemple.

**Tout se passe dans
l'espace public
comme si tout allait
dans le meilleur
des mondes
possibles en Haïti,
on se gargarise
d'annonces-
mirages en
lorgnant les tables
garnies et les
buffets arrosés,
avec bonne
conscience
jusqu'aux
desserts...**

1. Les nombres entre parenthèses renvoient au numéro de l'Hebdo cité.

Tout se passe dans l'espace public comme si tout allait dans le meilleur des mondes possibles en Haïti, on se gargarise d'annonces-mirages en lorgnant les tables garnies et les buffets arrosés, avec bonne conscience jusqu'aux desserts... Faut dire qu'étant occupé et sous tutelle, on finit par s'habituer à s'en remettre aux Blancs pour tout, sans assez méditer que la complaisance dans l'occupation a toujours eu un nom dans l'histoire des peuples !

Et puis ? et puis anyen !

Et puis Port-au-Prince est à 2,5 millions d'habitants et passera sans doute à 5 millions en dedans de dix ans (13), et puis ? et puis *anyen* ! Les marchés de rues et leurs marchandes ne peuvent logiquement que doubler, les uns de surfaces et les autres de nombre, et puis ? et puis *anyen* ! Les Cités, au degré zéro d'urbanisme (16), entassent deux millions de personnes qui seront bientôt quatre millions, et puis ? et puis *anyen* ! 1 personne sur 20 branchée à l'électricité (11) qui n'arrive même pas à offrir chaque jour trois heures en moyenne à cette minorité, et puis ? et puis *anyen* ! La NRU, la nouvelle république urbaine, est-elle ou n'est-elle pas un chantier majeur à hausmanniser (15) pour qu'élus et fonctionnaires s'épuisent ainsi à s'agiter pour laisser l'impression d'agir ? Mais où le gérant de l'équipe, le plan de match et l'entraîneur et le capitaine ? et puis ? et puis *anyen* !

Et puis un parcellaire agricole au bout de sa capacité de subdivision (23), sept millions de ruraux en position de marche migratoire (14), une distribution inégalitaire à en laisser 94 % (20) dans l'indigence et la misère, les manguiers que l'on coupe massivement pour la première fois et les mangues que l'on consomme vertes, bouillies et salées tant la faim ne permet pas d'attendre, une misère rurale féminisée et juvénilisée (21)... et sur ce grand chantier, nulle parole stratégique capable d'embrasser la totalité, nulle vision d'ensemble pour orienter, mais une somme d'actes dérisoires et traditionnels d'échelle micro. Mais où la politique globale de rétention de la population rurale ? Et où le débat sur la réforme agraire ? Mais où les imminences ?

Mais le pire reste à dire

Après les huit premiers Hebdomadaires passés à des repérages, très vite nous avons trouvé la vitesse de croisière dans le regroupement des thèmes qui s'imposaient à questionnement (voir le tableau) : la Carte maîtresse comme nouvelle carte d'atout du pays en septembre, l'état des lieux au pays au mois d'octobre, la distinction fondamentale entre pauvreté et misère en novembre et enfin en décembre l'indispensable attitude de nous penser nous-mêmes. Mais quelle n'est pas la surprise

de ne rien retrouver de toutes ces choses, dont on débat partout de sérieux au pays et en diaspora, dans le monticule de textes officiels livrés à imprimatur en ce mois de décembre 2007 ! Pas la moindre connotation à ces exigences théoriques et méthodologiques nouvelles. Il ne s'est donc trouvé personne pour arbitrer et dire le chemin à prendre, le cap à tenir ! Mais quand aura-t-on tout simplement un pilote à bord qui fasse son job de piloter... au lieu de laisser l'impression du seul vouloir être Calife à la place du Calife ? Iznogoud !

Et puis la vie chère qui est palpable dans les rues de Port-au-Prince et dans les marchés des provinces en cette période des fêtes ? Et puis ? et puis *anyen* ! Et puis le comptage déficient à hurler par l'IHSI des classes d'âges 0-15 ans (13) dans le recensement de 2003 ? Pas un mot d'explication ! Et puis ? et puis *anyen* ! Ou plutôt belle fête de clôture et déluge de congratulations réciproques ! Et puis dans l'alphabétisation, à la priorité d'entre les priorités aux mères des petites filles

(21) qui sont l'aune à laquelle mesurer nos avancées au Tricentenaire ? Et puis ? et puis *anyen* ! Mais ça va s'arrêter où, ce « et puis *anyen* » ?

* * *

En tout cas, dans mon marathon de lecture de cette année, je lis tout ce qu'il y a lire de nos rapports et études pour mieux passer des principes et méthodes (2007) aux applications et perspectives (2008). Cinq blocs de questionnements et de recherches de pistes alternatives seront au menu.

Si vous avez la chance de nous écouter à Magik9, *Frère Jacques* en sera le hit ! Devinez pourquoi ?

**Il ne s'est
donc trouvé
personne pour
arbitrer et dire le
chemin à prendre,
le cap à tenir !
Mais quand
aura-t-on tout
simplement un
pilote à bord qui
fasse son job
de piloter... au lieu
de laisser
l'impression du
seul vouloir être
Calife à la place
du Calife ?
Iznogoud !**

PRÉSIDENTE 1

Le « one man show » de la culture politique haïtienne

Je ne vois aucun signe qui me fasse croire que nous pourrions changer de culture politique au long du troisième centenaire, de 2004 à 2104. Pour encore longtemps donc, c'est de la personne du président, de son personnage, de sa personnalité... que dépendra ce qu'il sera possible d'attendre de chaque mandat. Quels que soient les régimes politiques élaborés en théorie dans notre histoire pour combattre et restreindre la toute-puissance du président, nous en sommes toujours revenus, dans la pratique à faire d'un seul homme le mandataire exclusif de la nation. Il faut croire que ce *one man show* est profondément fiché quelque part en nous comme principe premier de notre culture politique.

Le Seul et l'Unique

Toutes les justes théories et propositions sur la gouvernance sont, dans notre cas, brutalement tributaires de ce point de culture : on ne peut entreprendre que ce que peut entendre Monsieur le Président, à son rythme et au moment voulu par lui, à l'exclusion de tout ce qu'il n'entend pas. Monsieur le Président préside la présidence en maître seul et unique.

(Et comme une femme eut une fois à faire assez belle figure féminine à ce poste comme présidente provisoire, il nous reste à souhaiter voir revenir souvent ce titre de « Madame la Présidente » au Tricentenaire ; j'intuïtionne que cela ferait grand bien et bon changement à nos mâles mœurs politiques.)

La présidence du pays est donc une scène pour un homme seul, comme tout le monde le sait d'ailleurs. Il lui incombe de décider de tout, de tout orienter, de tout freiner aussi. De faire et de défaire, comme disent les humoristes. Aussi m'apparaît-il très important pour nous tous, vous et moi, de ne pas perdre notre temps avec tout ce

que l'on retrouve dans n'importe quel manuel de bonne gouvernance à usage des États faibles, pour oser parler de ce que l'on n'y retrouve pas et qui fait pourtant toute la différence chez nous : la personne du président, le personnage du président, la personnalité du président... le Seul et l'Unique en devenir, le bien difficile à contrer. C'est pourtant à l'exposé de la plus puissante manière de contrer l'amalgame actuellement fait entre les deux dimensions bien distinctes de la gouvernance que je vais consacrer ces Hebdos sur la présidence.

Exercice à hauts risques, me direz-vous, vous avez tout à fait raison, d'autant qu'il me faudra pas moins de quatre Hebdos pour faire le tour de cette figure centrale de nos rêves et cauchemars... Mais à quoi servirait de tenir chronique à mes âges si c'est pour ne rien dire qui soit à hauts risques ? Je vous le demande ?

J'en arrive à me demander si, dans la culture politique haïtienne, le premier mandataire de la nation n'est pas toujours donné et déjà accepté pour un dictateur de qui l'on s'attend qu'il s'arroge habilement des pouvoirs quasi-illimités.

Le Charmeur et le Dompteur

Mennen koulèv la lekòl se youn, fè l chita se de. En absence de solides traditions institutionnelles séculaires, les qualités de politiques capables de mener convenablement la couleuvre à l'École en aplanissant un temps toutes les difficultés et embuscades du chemin *se youn* ; mais toutes ces qualités ne sont que les graves défauts de ce que cela prend pour faire ensuite asseoir la bête. Notez que ce constat date de milliers d'années d'expériences, vu que les

Premières Nations des Amériques se donnaient déjà des chefs de guerre qui n'étaient jamais ceux des temps de paix.

La sagesse des peuples sait que la flûte du charmeur de serpent n'est pas la baguette du maître d'école, le dompteur du chita. Et ce sont les modalités d'articulation de ces deux aspects contradictoires de la présidence, le Charmeur et

le Dompteur, qui ont été dans toute l'histoire moderne au fondement de la croissance et de sa répartition. C'est donc à l'approfondissement des conditions de relation entre le Charmeur et le Dompteur que nous convie la conjoncture en ce début 2008.

Notre conception et notre pratique du Chef a un nom dans l'histoire des peuples : la dictature.

Ce premier magistrat, nommé dans une conjoncture critique comme la nôtre, avec un pouvoir quasi-illimité comme l'est notre pratique du pouvoir, s'appelle depuis toujours, dans l'histoire, du nom de dictateur. Allez voir tous les dictionnaires, ils vous proposeront le même brutal verdict à la réunion de nos critères : dictateur, et même il est question de dictateur à vie pour une variante de la chose à laquelle est attaché le nom de César ; mais nous aussi nous aurions pu leur fournir des noms, n'est-ce pas ?

J'en arrive maintenant à me demander, désabusé, si, dans la culture politique haïtienne, le premier mandataire de la nation, président ou autre selon l'époque, n'est pas toujours donné et déjà accepté pour un dictateur de qui l'on s'attend qu'il s'arroge habilement des pouvoirs quasi-illimités, quels que soient par ailleurs le régime politique et toutes les finasseries constitutionnelles du moment.

C'est pourquoi nous avons rudement intérêt à bien travailler nos critères de sélection de celui ou de celle que nous enverrons à ce poste terrible, puisque telle est notre culture politique que tout finira tôt ou tard par partir de lui et à revenir à lui comme le Seul et l'Unique. Notre culture politique est celle du gagnant-rafle-tout, conception totalitaire s'il en est, aux avatars, exactions et dérapages accumulés dans notre histoire. Dans aucune de nos constitutions, l'on a osé dire que le Chef a vocation de dictateur. Mais personne n'est dupe finalement de ce jeu à un seul joueur.

Pourquoi est-on en plein dans cette aberration d'un pouvoir aussi absolu, aussi concentré en une seule main ? Cela tient sans doute beaucoup à la faiblesse, et à l'affaiblissement continu, des institutions de l'État, depuis toujours chez nous. Mais c'est une question de fond que je vais laisser volontiers aux *scholars* dont c'est le métier, afin de m'attarder comme simple citoyen sur le meilleur parti à prendre par les vivants actuels, pris que nous sommes tous avec cette personification de l'État.

Que nous faudrait-il savoir pour agir au mieux des intérêts collectifs, à chaque occasion de changer de président, car il urge que l'on cesse de

remettre un tel pouvoir, appelé à devenir discrétionnaire à plus ou moins longue échéance, entre n'importe quelles mains, sans exiger de solides garanties préalables d'un usage modéré.

Que l'on tombe sur un personnage à courte vue et nous voilà tous myopes pour un temps, que l'on tombe sur une personnalité indécise et voilà le pays engagé dans une valse hésitation ; que l'on ne sache rien de ses options, positions et propositions... et nous voilà promis à toutes les surprises. C'est donc par camper cette figure bien de chez nous, ce président dictateur en puissance, qu'il nous faut tout commencer, dès que l'on prononce ce mot de gouvernance en Haïti.

La métaphore haïtienne pour conjurer le vieux démon de la dictature

Notre sagesse populaire a toujours su nommer par la métaphore de la Couleuvre et de l'École l'antidote à la dictature. *Mennen koulèv la lekòl se youn, fè l chita se de*. Deux manières différentes, sinon deux métiers différents, pour apprivoiser le Léviathan. En attendant l'invention des institutions requises, les deux aspects du métier de la politique sont tellement complexes, l'un comme l'autre, qu'il n'existe pratiquement pas d'exemple historique de leur fusion dans une seule et même personne. D'où, chez nous, pour le moment, un chef d'État et un chef de gouvernement, mais pour autant que chacun des deux fasse son travail bien distinct, le Charmeur arrétant de se prendre pour un Dompteur, ce qui le disperse sans convaincre, et le Dompteur arrétant d'agir dans la seule perspective de devenir Calife à la place du Calife, ce qui l'empêche d'aller au bout de son job. On en reparle. ☺

Addendum de peu de mots

J'ai suivi avec plaisir, le dimanche 30 décembre, le sacre mérité de Bill Pape, Frère Armand, D^r M^{me} Deschamps et Roro Pharel au titre de Trésors nationaux vivants. Il me faudrait tout un Hebdo pour dire comment parle ici la montée en puissance de cette culture des classes moyennes qui commande ces rituels de reconnaissance. Le clou de la soirée a été quand même Michaëlle Auguste Saint-Natus contrant vertement le D^r Ariel Azaël, de la primature, en lui prenant presque le micro des mains pour réclamer du travail pour les jeunes et non des mots, toujours des mots... Personne n'avait besoin, Jacques Edouard Alexis le premier, de ce discours de flagorneries politiques à l'endroit du premier ministre. Et je décerne à Michaëlle Auguste Saint-Natus le cinquième titre de la soirée pour son geste superbe.

PRÉSIDENCE 2

La sagesse des Anciens, une couleuvre, deux marassa et l'École comme conditions de la sortie de crise

M*ennen koulèv la lekòl se youn, fè l chita se de.* Rien n'est jamais simple en Haïti dès que l'on touche aux paroles de sagesse des Anciens. Voilà une maxime d'apparence innocente et imagée pour celui qui passe vite sur les mots, sans entendre le langage qui est ici parlé. Nous sommes pourtant là au plus profond de notre culture générale, et plus spécifiquement de sa vision de la politique. Car, faut pas se tromper, *Mennen koulèv la lekòl se youn, fè l chita se de* est une observation d'une telle densité qu'on y trouve à la fois un jugement politique sévère sur nos deux premiers siècles et des perspectives optimistes pour le troisième.

De la couleuvre

Dans la maxime, il s'agit d'abord de la couleuvre. C'est l'animal symbole du vodou haïtien, comme il est le symbole du vodou béninois, religion officielle du pays d'où nous vient sans doute le noyau dur de notre système. Cette figure métaphorique de couleuvre remonte dans le temps jusqu'au au paradis terrestre, n'est-ce pas ? avant de prendre place au-dessus de tout dans le panthéon de nos Loa vodou haïtiens. Le recours à la couleuvre dans la maxime est donc l'image la plus forte qui se puisse concevoir en culture haïtienne. C'est bien évidemment une désignation de l'État lui-même, le plus froid des monstres froids (Hegel), le Léviathan (Hobbes) au dessus de tout dans la société, mais aussi une référence au Souverain, le peuple, qui est le début et la fin de la longue marche du politique. *Mennen koulèv la lekòl*, c'est à la fois de l'État et du Souverain pris en charge par le politique dans sa personnification ultime : le président.

Des marassa

C'est ensuite l'interpellation d'une figure double, les marassa, la gémellité de un et de deux, le « *se youn* » et le « *se de* » de la sentence. Ce sont allusions à tout ce qui va par paire en commençant

par nos couleuvres par excellence, Dambhalah et Aïda Wèdo dans leurs dimensions principales et complémentaires. Il y a là dans la maxime deux tâches bien précises et bien distinctes à accomplir, amener la couleuvre à l'école et la faire ensuite asseoir, tâches complémentaires l'une de l'autre, mais combien difficiles l'une comme l'autre nous dit la maxime, surtout la seconde. La tâche ne peut se mener à bien par rien d'autre que deux marassa, ces jumeaux de figure haute du vodou, compléments obligés l'un de l'autre, impensables l'un sans l'autre, l'autre soi-même mais différent quand même, comme dans pile et face d'une même pièce qui ne saurait exister, évidemment, hors de pile et hors de face.

De l'École

C'est enfin à l'École, le temple par excellence de la connaissance, là où il faut d'abord conduire la bête, et pas n'importe laquelle, l'État et le Souverain symbolisés par la couleuvre, et ensuite la contraindre avec difficultés encore plus grande, aux rituels de l'école (*chita*) pour que le savoir et la sagesse entre en elle. Pas démagogiques du tout nos Anciens dans leur maxime, pas de populisme échevelé de la facilité, l'État et le Souverain sont contraints à la baguette du Dompneur, que remplaceront à mesure les institutions. Et puis, la couleuvre n'est pas conduite au temple ou au *humfor*, à la rivière ou dans les arbres, ses éléments, au palais ou au parlement de sa politique, sur le béton urbain ou le glacis rural de ses manifestations, mais bien à l'École, l'austère école où l'on s'assied pour apprendre à être, à L'Université d'État d'Haïti (UEH) même dirai-je, tant le *studium* est instance d'État, l'urgence d'entre les urgences, l'imminence dont nous avons longuement déjà parlé.

Le non-dit et l'interdit

Ces trois conditions principales de la performance politique n'épuisent évidemment pas

toute la panoplie de la sagesse des Anciens. Toute maxime sur la politique en Haïti baigne aussi dans une aura théologique (vodou et politique) qui renforce le *one man show* des Charmeurs. Le président est le PAPA (Papaloe, Papadoc, Papalegba, Papaguede) de la nation... droit divin et mystique du fauteuil présidentiel... (Kantorowich).

Le poison et l'antidote

Ce que j'ai toujours trouvé fascinant dans la culture profonde haïtienne, telle qu'elle va sourdre par exemple dans les lodyans, est que le poison et l'antidote voisinent. Au *one man show* présidentiel qui bloque tout, colle l'antidote de la Couleuvre et de l'École qui dit que faire pour débloquer.

Mennen koulèv la lekòl se youn, fè l chita se de est de l'ordre de l'expérience concrète de tous ceux qui ont eu à s'approcher de la chose politique. Chacun des deux membres de la maxime requiert une spécialité spécifique dans la tâche à accomplir, et c'est de n'avoir jamais voulu, ou jamais pu, accepter cette séparation que nous vient essentiellement notre blocage de deux siècles. N'importe quel président se prend pour un grand Dompteur, et voilà notre homme se lançant dans l'action sans même soupçonner la naïveté des coups d'éclats dont il suppute les retombées politiques. Et puis l'on s'étonne ensuite du sur-place de deux siècles! L'articulation du scientifique au politique, la métaphore du Charmeur et du Dompteur, de la flûte et de la baguette, et toutes les autres incitations à distinguer les tâches d'État de celles de gouvernement sont allègrement ignorées par le *one man show* de la culture politique haïtienne.

Portée et limites de la pratique haïtienne de la présidence

Le premier Hebdo que nous avons consacré à la gouvernance la semaine dernière, nous montrait dans notre histoire un personnage exclusif, le président, que tout son alentour accepte au départ comme devant grignoter le plus possible de pouvoirs, jusqu'au terme ultime de la dictature. Dès le départ, la présidence s'arroge les deux tâches de *Mennen koulèv la lekòl* et de *fè l chita*, comme deux aspects d'une seule et même fonction, la sienne, la seule, l'unique, la présidence.

Mais l'expérience politique nous montre cependant qu'il a toujours fallu, dans l'histoire universelle, recourir à un tandem pour y arriver. C'est la métaphore d'un Charmeur pour la première partie et d'un Dompteur pour la seconde

partie (en attendant qu'un tissu d'institutions stabilisées... puisse tenir le rôle du Dompteur).

La situation actuelle en Haïti, disons depuis l'après-duvalier, est celle de présidents-charmeurs, doués pour la conduite de la bête à l'école en faisant mille petites alliances et compromis pour calmer la concurrence et s'en protéger. La conquête du pouvoir par Jean-Bertrand Aristide en 1990 et sa reconquête du pouvoir en 1994 restent deux moments de virtuosité du premier membre de la maxime, *Mennen koulèv la lekòl*. Et que dire aussi de la double élévation de René Préval à la magistrature suprême, comme on dit, si ce n'est encore de la même virtuosité du premier membre de la sentence, *Mennen koulèv la lekòl*.

Mais, mais dès qu'il s'est agi de faire asseoir la couleuvre, cela a été un désastre d'amateurs, dépassés par l'immensité et la complexité de la deuxième tâche, très loin des exigences minimales requises pour dompter la bête. C'est tout simplement un autre métier, dans lequel on ne s'improvise pas. L'un et l'autre des deux termes de la sentence exigent le même niveau d'accumulations et de pifs, de subtilités, mais chacun en ce qui le concerne.

Q'est-ce qu'il y a là de si difficile à comprendre que l'on ne puisse pas être doué pour les deux membres de la maxime à la fois? C'est d'ailleurs ce que répètent les Anciens depuis deux siècles. À la rigueur, on peut être un président-charmeur ou un président-dompteur, mais jamais les deux à la fois; nous en tirerons les conséquences au prochain Hebdo. ⓘ

Addendum de peu de mots

L'arrêté présidentiel sur le fil de cuivre, interdisant son exportation, a coupé court aux vols systématiques des fils de cuivre. J'en avais été deux fois victime et, depuis, la paix. La formule trouvée est brillante assez pour s'étendre à d'autres domaines. Agwo François, ak lòt zanmi agwo yo, je reviens de randonnées dans le pays profond et partout je n'ai trouvé, pour la première fois, que des planches rouges de manguiers en vente sur les bords de route et des monticules du seul bois rouge de manguier pour la chauffe industrielle. Sachant, toi et moi, ak zòt, ce que cela veut dire de menaces de famines nationales récurrentes pour les plus démunis, dès les prochains mois de la soudure de l'été 2008... il urge, François, qu'un arrêté interdise, sur le modèle du cuivre, tout commerce du bois de l'arbre miracle sur toute l'étendue du territoire: Aux manguiers, la patrie reconnaissante! Fèm wè ou, Agwo!

PRÉSIDENTE 3 : DE L'ALTERNANCE ENTRE CHARMEURS ET DOMPTEURS DE COULEUVRES

De la nécessité de l'autre type de Président

On pourrait croire que dans notre situation de politique extrême, comme on dit du sport extrême, les candidats, les partis, les groupes politiques... seraient tous en train de se fendre de trois choses : d'un projet de société articulé, d'un manifeste politique clair, d'un programme de gouvernement détaillé, le plus en prise possible sur le réel qui se déroule sous nos yeux ! Eh bien non ! Rien de tout cela, car, au cours de cette quinzaine du passage de 2007 à 2008, de Noël aux Rois, ce que j'ai pu entendre d'émissions politiques qui ont succédé à des émissions politiques, de rapports qui se sont empilés sur des rapports, de discours qui ont fait suite à des discours... avaient tous pour commun dénominateur l'impasse totale sur les acquis les plus indiscutables pour le *chita* de la couleuvre.

Les règles de l'art du CHITA

Tout se passe dans les débats comme si le pays était resté figé, toujours le même depuis dix ou vingt ans, et qu'il n'était pas nécessaire de prendre acte des puissantes mutations en cours, telles que les analyses en 2007 les révèlent : l'emboîtement des échelles jusqu'au niveau macro, dont la Carte maîtresse des presque quinze millions que nous sommes ; l'analyse par génération pertinente entre toutes les méthodes pour les XX^e et XXI^e siècles haïtiens ; la double rupture épistémologique au fondement de nos relectures de nous-mêmes ; le nouvel arbre terminologique qui fait changer nos mots d'espoir, comme de distinguer misère de pauvreté, pour commencer ; la quatrième métamorphose de l'espace haïtien génératrice de l'espace des Cités ; la Nouvelle République urbaine de 2,5 millions en route vers 5 millions à urbaniser, à hausmanniser plutôt ; le postulat de la migration zéro pour introduire une politique de rétention des populations rurales ; l'enfant-roi non recensé à nous fausser toutes nos statistiques ; l'aune des petites filles pour mesure et point de départ de tout... Bref, l'impasse est totale, mais combien significative.

C'est que la scène politique, chez nous, se circonscrit au seul premier membre de la sentence, *Mennen koulèv la lekòl*, d'où nos incapacités à déboucher sur la prise en charge du second terme de la sentence, *fè l chita*.

De l'articulation à l'alternance

À quoi bon alors tous les gains bien réels en réduction d'insécurité, toutes les avancées évidentes en direction de l'État de droit, toute la bonne réputation à venir d'une diplomatie de charme... si ce n'est pour profiter avec vision de cette conjoncture de fenêtre entrebaillée, pour nous engouffrer dans les transformations des structures, seules capables de garantir le non-retour à l'horreur ?

Pour moi, qui me suis battu deux ans aux micros, plateaux et pages à ma portée (et ils furent d'importance) à dire partout et à tout le monde que seul le ticket Préval-Alexis pouvait garantir, par effet de charmeur de l'un, l'entrebaillement de la fenêtre par laquelle allait s'engouffrer l'autre... Eh bien, il n'y a donc vraiment pas de place en politique haïtienne pour un tandem, un duo, une paire de zo bien montés. Il faut donc aborder autrement que par l'articulation le rapport entre Charmeurs et Dompteurs. Allons-y alors pour l'alternance !

Sur l'aternance entre Charmeurs et Dompteurs

L'idée même que l'on pourrait avoir une présidence partagée en Haïti n'est absolument pas dans nos mœurs politiques. Le *one man show* de notre culture politique promet des lendemains agités aux montages de ce type. La Constitution de 1987, qui a voulu d'un président-charmeur et d'un premier ministre-dompteur, n'a jamais délivré sa marchandise sous les deux Aristide pas plus que sous les deux Préval. Les premiers ministres n'ont jamais été que les premiers des ministres, ce qui n'est pas la même chose !

Chez nous, il y un chef et un seul, et l'on s'attend même à ce qu'il agisse en se débarrassant des entraves de tous ordres (cabinet, chambres,

Constitution, conseillers, premier ministre...) jusqu'à n'être que le Seul et l'Unique coq qui chante. Ainsi, en vérité, avons-nous été jusqu'à présent depuis deux siècles. Alors, il est inutile de nous rêver autres et d'espérer nous voir mener par un collégial, un duo, un tandem... même la cohabitation de Préval-Smarth, pourtant blindée d'un bord comme de l'autre, n'a pas résisté à l'appel de nos profondeurs, le *one man show*.

En conséquence, et pour continuer à filer notre métaphore, c'est le président lui-même qui devrait être Charmeur ou Dompteur. Nous connaissons bien la première formule depuis l'après-duvalier dans le une-deux-une-deux Aristide-Préval, mais nous n'avons encore jamais eu à choisir qu'entre des Charmeurs. La grosse question est donc : pouvons-nous espérer voir un jour un président ou une présidente plus porté sur le *chita* de la couleuvre ? Un dompteur alors ! Mais ça prend aux prétendants et prétendantes des projets de société articulés, des manifestes politiques clairs, des programmes de gouvernement. Ils ont juste trois ans avant l'après-Préval de 2011.

De la nostalgie de la doublure

Notre histoire de la présidence n'a évidemment pas été un long fleuve tranquille. Plusieurs formules ont tenté de contourner les constantes. Telles ont été toutes les politiques de doublure pour le maintien du *statu quo* sous des apparences acceptables à telle ou telle injonction du moment en termes de couleur, de clan, de régions, de classes, de passeport, etc. Mais, au vu des résultats finaux, tels qu'ils se lisent en 2007 dans notre répartition de la population en cinq groupes socioéconomiques (misère, indigence, pauvreté, aisance et richesse), on peut valablement se demander si finalement tous nos gouvernements n'ont pas été, en dernière instance, des gouvernements de doublure ? Une chose est de prendre le pouvoir en s'appuyant sur les masses, une autre de gérer la croissance au profit des masses. Une stricte répétition du même nous oblige au constat que plus ça change, plus c'est pareil, et nos indicateurs de 2007 sont sans complaisance sur le *lese grennen* qui a présidé à l'implosion du parcellaire agricole, à l'explosion des Cités à degré zéro d'urbanisme, à la féminisation et juvénisation de la misère, à la production massive des émigrations, à la régression dans une économie dont l'un des moteurs est actuellement les transferts des expatriés, etc.

À la découverte brutale du facteur individuel

La surprise a été totale en 1990 pour toutes les tendances de la sixième génération qui avaient

vécu d'analyses marxistes des structures, de la dialectique des classes, du sens de l'histoire, de la suprématie du collectif... de se retrouver dès la victoire face au facteur individuel de la présidence. Le délire opportuniste ne laissait plus place à autre chose que la relation personnelle au chef et à la fidélité à la personne du chef dans la plus pure tradition du *one man show*. L'histoire retiendra les vingt ans de ces deux décennies 1990 et 2000 comme une ère dominée par deux Charmeurs, Aristide et Préval, mais tour à tour en charge, jumeaux interchangeables certes, mais jamais en complémentarité comme cela prendrait un charmeur et un dompteur en articulation pour faire la différence.

Puisque les présidents se suivent et se ressemblent dans la seule première manière des Charmeurs, seule nous reste pour espérance l'alternance avec des maîtres du *chita*, les Dompteurs.

Addendum de peu de mots

L'après Ti-René ? Je ne me suis pratiquement jamais trompé dans mes pronostics politiques haïtiens de 1965 à 2005 ; quarante ans à jouer à l'oracle inspiré au point d'avoir été consulté par plusieurs chefs d'État et de gouvernement étrangers, en plusieurs fois, sur le What next ? en Haïti. Mes proches et alentours savent cela. Mais, pour l'après Ti René en 2011, car il va se rendre à 2011, je déclare forfait.

Je ne vois rien venir d'évident dans les trois prochaines années qui soit capable d'asseoir une certitude. J'ai beau tourner et retourner les éléments de cette prospective, aligner les bases des projections, convoquer les hypothèses des prévisions... que cela ne donne rien. L'équation se dérobe (étant entendu que prophéties et prédictions, visions et révélations relèvent du voye monte de la voyance, du paranormal qui m'est étranger).

Me restent mes souhaits pour 2011 : alors j'espère voir grandir en trois ans filles et garçons dans la jeune quarantaine, hautement qualifiés dans le domptage de couleuvres, habités par la chose publique, capables d'être avant tout des présidents-dompteurs... quitte à s'entourer d'un Grand Conseil de Charmeurs dans lequel faire siéger Ti René le premier et les autres chefs d'État et de gouvernement encore vivants, quelques candidats de profession... pour s'assurer de la paix des rues et des élus, pacifier les évincés et opposants de métier... pendant que ces jeunes personnes d'État de la septième génération (nées entre 1960 et 1975) travailleront enfin sérieusement à dompter la bête dans les règles de l'art du chita.

PRÉSIDENTE 4 : LE COMPTE À REBOURS DE 2011

Proposition de l'International Crisis Group au président: dernière chance

Des trois premiers Hebdos de l'année, Présidence 1, 2 et 3, qui ont filé la métaphore de la sagesse des Anciens, *Mennen koulèv la lekòl se youn, fè l chita se de*, la démarche déductive que nous avons adoptée nous a permis les enchaînements suivants: 1. La présidence est un espace de *one man show* bicentenaire; 2. que donc l'articulation indispensable entre un président-charmeur de couleuvres à amener à l'École et un dompteur de couleuvres maître d'école pour asseoir la bête, *fè l chita* (premier ministre ou institutions) n'a jamais eu lieu, du fait de la dominance du *one man show*; et 3. que la solution la plus pragmatique, la plus réaliste et la plus immédiate... est de faire émerger une présidence dont la capacité première serait le *chita* de la couleuvre. Bref, passer des charmeurs de la sixième génération aux dompteurs de la septième génération comme présidents; dès 2011? Pourquoi pas?

La formule est viable et le pari est jouable, d'autant que la septième génération (naissance 1960-1975, événements fondateurs 1990-1995, âges 35-50 ans) devrait pouvoir entrer en piste en 2011 et que la sixième génération (naissance 1930-1945, événements fondateurs 1960-1965, âges 65-80 ans) a entamé sa disparition qui sera complétée dans dix ans.

Ce serait tout un changement dans nos mœurs politiques que de voir enfin le débat se faire autour des besoins de base de la population, au lieu de tout le temps dériver sur les mille et une tikoulouteries de la politique politicienne d'une présidence en guerre bicentenaire permanente contre tout ce qui gêne, entrave, menace, conteste son *one man show* de seul coq qui chante. Il nous faut casser ce cercle vicieux traditionnel, de l'éternel retour au même, par un travail d'émergence de nouveaux débats sur la gouvernance du local, du régional, du national et du diasporique. Il reste trois ans pour le faire.

Le compte à rebours a commencé pour 2011

Je le disais dans l'Addendum de la semaine dernière, je ne sais pas où l'on s'en va pour 2011...

mais on y va à toute vitesse, sans garantie aucune que la fragile paix relative actuelle ne va pas s'effriter, d'autant que le retrait de la MINUSTAH en 2011 n'est pas impossible.

Seulement trois années devant nous, ce qui n'est presque rien, mais les coffres sont assez bien remplis à ne pas savoir comment dépenser intelligemment l'argent en caisse. Pour l'une des toutes premières fois des vingt-cinq dernières années, il ne serait pas nécessaire de tendre notre *kwi* aux Blancs pour financer la dizaine de projets en trois ans capables de faire la différence en 2011. Cette perspective nouvelle de pouvoir financer nous-même nos propres projets stratégiques est d'une importance capitale sur laquelle il n'est pas nécessaire de trop élaborer: reconquérir l'honneur perdu et la fierté bafouée, en nous finançant nous-mêmes, après nous avoir pensés nous-mêmes. Encore faut-il identifier ce qui est, non pas simplement prioritaire ou urgent, tout est prioritaire et urgent dans ce pays, mais ce qui porte en soi une forte capacité d'entraînement de tout le reste. Mais, je ne vous apprend rien d'ailleurs, une seule personne va décider seule si OUI ou NON les milliards de gourdes en caisse iront à des obsessions ponctuelles et d'échelle micro, sans effets d'entraînements, ou à un véritable arbre articulé de chantiers aux capacités de traction de l'ensemble national.

C'est dans cette perspective des trois années qui restent, du manque criard de *seniors* capables de pensées stratégiques, des coffres pleins comme jamais... qu'a aussi travaillé l'International Crisis Group pour déterminer quel serait le levier des leviers, de la plus grande puissance de traction sur les principaux chantiers à mettre en branle, les prochains trois ans pour habiter, manger, produire, travailler, s'instruire, commercer, se soigner, etc.

Leur réponse ne me surprend pas du tout. Pour proposition de la dernière chance, l'International Crisis Group suggère fortement au président Préval car, ils savent eux aussi que le président est le seul à pouvoir tout débloquent, ou

tout bloquer selon le cas, d'opérationnaliser la Carte maîtresse du Tricentenaire, de penser Haïti à cette échelle macro dans un plan de dix ans et d'enclencher ensuite tout le reste à partir de cette vision du Tricentenaire.

Le recours aux ressources

Voici le raisonnement en cinq points de l'International Crisis Group :

1. Il reste trois ans à Préval avant de passer la main en 2011 à Dieu sait qui ou quoi de très inquiétant (?) si cela continue comme cela va là actuellement, à coup d'excitations sur une somme de détails qui ne font pas une politique stratégique pour autant.

2. Ce dont on manque le plus en Haïti, actuellement, est de la pensée stratégique qui vient généralement des *seniors* rendus dans le dernier quart d'une vie professionnelle consacrée à l'approfondissement d'une ou de deux questions de fond qui leur sont maintenant largement reconnues comme expertise.

3. Or, cet ensemble unique (qui n'est en aucun cas une panacée, tout simplement un corps rare d'expertises) existe, dispersé dans les différentes communautés haïtiennes dans le monde, et aussi en Haïti, sous les cheveux blancs d'une centaine au maximum de *seniors* confirmés, connus et reconnus, encore utilisables à certaines conditions à bâtir. Mais il faut faire vite, car ce stock restant de la sixième génération en a pour dix ans au mieux.

4. De suivre alors un ensemble de seize propositions articulées faites au président, au gouvernement, au parlement, à la communauté internationale, aux institutions internationales, à la diaspora... de monter immédiatement une structure suffisamment dotée en moyens pour animer, aller chercher et réaliser ce plan pour dix ans des articulations entre intérieur et extérieur.

5. Le rapport ne recule pas devant les vérités à dire : la diaspora fait peur, aux Blancs d'abord... mais la Septième sera, elle, ravie de parler à des figures paternelles de 30 ans plus vieilles, aux œuvres 30 ans plus vieilles aussi... la Constitution va en prendre pour un ravalement de fond... les acteurs politiques abonderont du bout des lèvres... présidence et primature voudraient bien les tenir en laisse, ou à défaut, les circonscrire à des tâches obscures et clandestines pour muets de

cabinets... alors que nombreux sont ceux de la jeunesse dans la vingtaine et trentaine qui voudraient les voir débattre publiquement de tout, au grand air, etc. Bref, à l'unanimité impossible, il faut une volonté politique qui tranche.

Il est dit fort haut que ce possible est faisable et bancable, dans un partenariat privé-public, intérieur-extérieur, national-international. Tout à fait possible, si nous rompons avec *le Pale met la et le Lave men suye atè...* C'est une chance qui passe dont la nature est toujours, une fois passée, de ne plus jamais revenir. C'est d'ailleurs la dernière phrase du rapport : *If this opportunity is not seized, it may not present itself again.* ⓘ

La solution la plus pragmatique, la plus réaliste et la plus immédiate est de faire émerger une présidence dont la capacité première serait le CHITA de la couleuvre. Bref, passer des charmeurs de la 6^e génération aux dompteurs de la 7^e comme présidents.

Addendum de peu de mots

Qui parle ainsi au président de dernière chance ? Qui ose ainsi parler au président plutôt ? C'est l'International Crisis Group, une référence mondiale de grande renommée et une méga machine des plus respectées au monde, dont une antenne installée en Haïti à Port-au-Prince, a produit sur Haïti, de novembre 2004 à juillet 2007, en trente mois, dix rapports qui sont une sorte de chronique de politique contemporaine. Son onzième rapport, daté du 14 décembre 2007 dans sa version originale en anglais (en traduction française pour fin janvier 2008), a pour titre Construction de la paix en Haïti : inclure les

Haïtiens de l'extérieur. C'est un bilan songé dont le thème a osé aborder nos peurs diffuses les plus inavouables et nos réticences les plus enfouies. C'est une excursion, de l'autre côté de nos miroirs, que tout le monde devrait lire, puisqu'il est d'abord facile d'accès (et gratuit), qu'il va faire le tour du monde des penseurs et décideurs, et que c'est un modèle de rapport, autant par son contenu de propositions décapantes (au président) qui vont droit au but sans fioritures, que pour la qualité de sa documentation, renforcée qu'elle est par des entrevues dans les principales communautés d'Haïtiens dans le monde.

Pour nous qui nous plaignons souvent, avec raison, de la médiocre qualité théorique et conceptuelle, méthodologique et programmatique de beaucoup trop des milliers et milliers de rapports qui se sont empilés dans les rayons de la coopération internationale en Haïti depuis soixante ans, depuis l'après-guerre en 1946, c'est l'occasion de souligner une insigne exception à la règle.

MASQUES, CLASSES, MASSES... À PORT-AU-PRINCE

Les métamorphoses d'un Carnaval sur convocation des classes moyennes

Le carnaval 2008 de Port-au-Prince, contrairement à ceux des provinces, révèle que si le mot est ancien, la chose est cependant nouvelle. Essentiellement, en matière de carnaval, il y a toujours une classe qui convoque la société entière aux réjouissances, et de ce fait les organise à sa propre manière, différente de celle des autres classes. Dans notre histoire, cette convocation a bougé du peuple aux bourgeois, avant d'en arriver maintenant aux classes moyennes du dedans et du dehors en interaction. Ce n'est plus, comme aux origines, à Port-au-Prince, le peuple dans ses bandes locales et localisées (elles n'existent plus maintenant), ni la bourgeoisie des chars d'autrefois aux allégories industrieuses et manufacturières (réduites ici à leur plus simple expression), mais bien la toute nouvelle entité en expansion que sont les nouvelles classes moyennes.

La thèse (à savoir : Quelle classe convoque au carnaval ? — ce dont va dépendre et le contenu et la forme du carnaval) s'est imposée à l'observation de tout (stands, musiques, sponsors, médias, sécurité, marchés, participation, etc.) car, au fondement de cette nouvelle ville-frontière, ville-champignon de six jours à vivre, se retrouve l'expression culturelle (notamment musicale) et économique (notamment transferts) des nouvelles classes moyennes dans leur géographie nomade, leur économie de transferts, leur démographie par génération.

Mon premier sourire a été pour la statue de la Statue de la Liberté, plantée haut en trois dimensions sur un char. Vous l'avez sans doute vu aussi comme moi, ce moulage. Et c'est bien à partir de là que je me suis mis à être attentif aux signes et significations de cette thèse de la convocation, et c'est aussi à partir de ce moment que j'ai accumulé cette vingtaine de photos significatives, comme le fait tout bon petit géographe sur le terrain quand il croque des signes.

Comme une ville-champignon

Il y eut d'abord la ville-champignon bâtie en moins de quarante huit heures, pour être ensuite

démontée en une douzaine d'heures, en dedans des deux mercredis qui se suivaient, le 30 janvier et le 6 février. Six jours donc pour voir paraître et disparaître au Champ de Mars des construits imposants, larges et profonds, avec étage, s'il vous plaît ! Les Chanmottes (les Chambres hautes) d'autrefois. Mais toutes, ou presque toutes, renvoyaient à des propriétaires aux flux économiques entre dedans et dehors. D'abord les compagnies de téléphones cellulaires aux couleurs verte ou rouge omniprésentes ; ce sont des commerces qui vivent essentiellement des transferts. Encore plus directement concernées, sont les compagnies des transferts elles-mêmes, ainsi que les banques les plus actives dans ce commerce. Toutes présentes en force. La troisième composante, ce sont les compagnies de vente des produits de base, guerre du riz et route des épices... qui ponctionnent directement une bonne part du numéraire en circulation par les transferts. Je ne crois pas me tromper en soupçonnant que près de 80 % des sponsors à occuper les plus imposantes tribunes font une part importante de leur chiffre d'affaires dans cette économie des transferts. Les autres branches de l'économie n'y étaient pas en force. À tout cela, rien d'étonnant, puisque nous avons déjà relevé, dans toutes les villes de nos provinces, que les commerces à avoir belle façade et fraîche allure sont massivement ceux ayant un rapport direct aux transferts. À Port-au-Prince aussi.

Et puis, partout ailleurs sur le parcours, des stands à un étage et d'autres stands précaires, allant des ajoupas du côté de l'Hôpital général aux simples abris en marge du circuit, pour vendre et acheter boissons et nourritures pour plus d'un million d'amateurs à défilé chaque jour, disent les chiffres officiels que j'ai tendance à approuver, tant j'ai vu dans mes comptages, à tourner aux portes de cités, ces flots se déverser vers le Champ de Mars, qui est sans doute la plus grande Place des Caraïbes ; 50 % de la population de la ville aurait donc directement été impliquée chaque jour dans les festivités, ce qui fait

une foule énorme d'un million et quart, et l'activité la plus mobilisatrice qui puisse se concevoir.

Cette ville-frontière (aux étages montés souvent sur des conteneurs d'acier diaspora-pays jouant de rez-de-chaussées) était en vérité une belle ville nouvelle sur la grande Place, un acte d'urbanisme même avec des normes de tracés et de volumes que l'on souhaiterait retrouver ailleurs dans ce Port-au-Prince aux rares lignes droites. Et puis, de part et d'autre des deux avenues centrales qui traversent le Champ de Mars à angle droit, ces murales aux couleurs et aux thèmes qui font des six jours à vivre de cette ville-champignon une immense peinture haïtienne, confiée aux pinceaux de deux douzaines de signatures, allant de grands maîtres inspirés à des barbouilleurs pressés. J'ai même vu un chef-d'œuvre de murale, du calibre des Néhémie Jean, (sur la gauche en montant du Palais) que j'aurais aimé sauver de l'éphémère, si j'avais les moyens (et le culot) de venir le prendre à quatre heures du matin le mercredi des cendres, avant l'arrivée des démolisseurs.

Mot ancien et chose nouvelle

Qu'est-ce qui change pour expliquer les changements observés? Je propose que la bonne question soit: Qui convoque toute la société au carnaval? Car, le carnaval de Port-au-Prince, celui de Jacmel et ceux des communes n'ont pas les mêmes instances de convocation et donc n'ont pas le même contenu et ne se déroulent pas de la même manière. Le carnaval populaire d'avant-carême était autrefois une fête populaire liée aux associations communautaires (les sociétés rurales). Le RARA reste une formule de base, avec ses adjonctions de marchandes de feuilles aux mots sales, marchandes ambulantes aux éventaires en bois (*bak*), *lamp tèt gridap* et trempés au clairin, etc. Et ce sont par les gros mots surtout que se font, en paroles et chansons, la subversion attendue de l'ordre courant.

Dans le Port-au-Prince de mon enfance, ce sont les quartiers qui comptaient presque chacun sa bande carnavalesque, on restait ainsi entre soi, et l'Orthophonie du Bel-Air, avec Labé au tambour, ne se confondait pas avec l'attroupement du Bas-peu-de-chose ou celui du Bois Verna (les seuls noms qui me reviennent pour le moment: Diabolo, Tana, Titato, Aroyo...) On allait voir sagement au carnaval, alignés des deux côtés de la rue au Champ de Mars (à moins d'être officiel de la Tribune), le défilé des grosses têtes, des Indiens, des bandes et des chars, des femmes aux

grands jupons, des performances de cyclistes, etc. À Port-au-Prince, les deux extrêmes de la société, le peuple et les bourgeois, se rejoignaient momentanément, alors qu'en province, du moins dans la mienne aquinoise, le carnaval n'avait pas les moyens d'être autre chose que populaire aux accents du RARA.

Ce que nous avons vu en 2008 n'est pas une convocation bourgeoise, pour un défilé sous son contrôle, dans des manifestations de son commerce ou même de sa culture, à coup de beaux chars, de déguisements haut de gamme, de bals masqués aux costumes convenus des messieurs et aux tenues songées des dames. Ça, c'était autrefois, hier encore au bal masqué à thème...

Mais ce n'est pas non plus une convocation populaire que ce 2008, d'un peuple justement déstructuré à Port-au-Prince, qui n'a plus les moyens d'être vraiment acteur de son carnaval. Il n'en est plus que le spectateur engagé dans celui d'un autre, cet autre capable de mobiliser ces monstres sur vingt roues aux cent danseurs, la puissante génératrice en queue pour inonder la scène roulante de lumières pour un orchestre célèbre. La nouvelle classe en expansion, capable de mobiliser les sponsors qui font de l'argent avec elle, est la nouvelle classe moyenne de l'Arc atlantique de Montréal à Port-au-Prince, qui entretient par sa demande internationale la sphère musicale du dedans et du dehors mêlés, assure le roulement économique de la nation par son flux de numéraire, supporte artisanat et art dans la décoration de ses lieux de vie ailleurs, etc.

Alors, cette partie immergée de l'iceberg, les neuf dixièmes, joue de noyau dur d'un carnaval (autrement incompréhensible), démesuré, surdimensionné pour le local, au défilé continu de plus d'un million de personnes dans les rues, à suivre d'énormes îles flottantes naviguant dans la marée humaine, des paquebots sur roues (tout confort à bord, WC et autres), montés d'empilements de caissons à musique pour la vingtaine d'orchestres nomades, dix chaînes différentes de télévision locales se partageant le parcours (celles que je capte le mieux sont les 4, 5, 8, 11, 18, 22, 24, 38, 42), certaines accessibles sur WWW, toute la bande FM aux cinquante postes de radio en activité, de la musique souvent belle, comme ce *Papa Dessalines* qui est venu me chercher, avant de me laisser partir, séduit par un *Lage l nan men Jesu*, que je fredonne encore au clavier de ma chronique ce matin, dur dur retour au travail...

À la semaine prochaine, retour aux pistes et propositions promises pour la réforme de l'État, les BOULES DE L'ÉTAT...

LES BOULES DE L'ÉTAT, PRISE 1

L'État, le gouvernement et le job de premier ministre

Comme nous venons de le faire, en ne privili-
giant dans la Gouvernance que la prési-
dence, son centre de gravité, nous allons,
au mois de février consacré à l'État, ne nous préoc-
cuper que du centre de gravité qu'est l'articula-
tion entre les missions de l'État et les ministères
gouvernementaux. Cela fait quand même assez
longtemps que s'accumulent en Haïti des observa-
tions sur cette question de l'État et du gouverne-
ment pour que nous puissions maintenant avancer
un ensemble de propositions pratiques et con-
crètes, capables de déboucher sur des résultats
immédiats, en termes de modernisation de l'État.

Ce que nous recherchons donc ici, ce sont les
voies pour faire une différence sensible dans un
délais court. Il nous faudra cinq Hebdo pour pré-
senter à votre réflexion, d'abord une nouvelle
manière de visualiser les missions de l'État par des
ensembles de cercles entrelacés (les boules de
l'État), de les agencer ensuite selon un principe
d'ordonnancement à quatre volets (souveraineté,
structure, secteur, coordination)... et finalement
de nous demander, tout au long du mois, si le fait
de produire (ce qui peut se faire en un trimestre)
des termes de référence (TDR) de contrat de tra-
vail pour le premier cercle de l'exécutif, et aussi la
centaine de directeurs généraux, n'introduirait pas
immédiatement un nouvel air d'aller dans la ges-
tion du *chita* de la couleuvre? Ce que je crois.

La Constitution de 1987, dans sa volonté de
rééquilibrage de la présidence (on sortait d'une
présidence dictatoriale à vie), a institué le poste
de premier ministre, chef du gouvernement, et
fixait sur sa lancée le minimum des ministres à
dix. Il importe de souligner, en tout premier lieu,
les difficultés particulièrement nombreuses de
ce poste de coordination, piégé comme pas pos-
sible, dans ce moment d'histoire de compte à
rebours vers 2011.

La mission impossible de tenir tête au président

C'est, théoriquement, de la responsabilité du PM
que de faire asseoir la couleuvre, ce dont on a

déjà parlé en abordant la gouvernance. Ce serait
même la première de ses tâches, le PM. Mais
cette injonction de la relation État et gouverne-
ment le place objectivement, et forcément, dans
une situation de cohabitation avec le président.
Il y a là un *Rale mennen kase* permanent qui
conduit à deux postures possibles: ou bien
le PM a les mains liées et il n'est plus que le pre-
mier des ministres du président, ou bien il s'in-
vente une marge d'autonomie relative, en
s'appuyant même sur une majorité différente
aux Chambres, et il va alors forcément déplaire
au président; ce qui n'est pas sans conséquence
dans notre histoire de présidences toutes-puis-
santes. Pour toujours plaire au président, il faut
qu'il se couche, en abdiquant le leadership de sa
mission du *chita*; en lui déplaisant, pire que de
se placer sur une chaise éjectable, il peut dire
adieu... à veau vache cochon couvée... et à fau-
teuil présidentiel surtout.

Nous pourrions continuer encore longtemps
à développer toutes les combinaisons de ce jeu
de rôles à deux, qui conduisent toutes à deux seu-
les questions: À quelles conditions le premier
ministre peut-il faire son job? Y a-t-il une condi-
tion tacite dans ses termes de référence qui accor-
derait un avantage au premier ministre dans son
bras de fer (amical, poli, mais ferme) avec le pré-
sident et le plus de marge de manœuvre possi-
ble pour faire *chita* la couleuvre, son job premier,
envers et contre tous?

Divorcer de la politique, mais avoir la garde des enfants

À considérer les exigences et les attentes pour ce
poste, la pire des situations serait que le titulaire
soit candidat à la candidature, comme on dit.
Alors là, on peut oublier le *chita* de la couleuvre,
et c'est vraiment dommage pour nous tous au
pays, et pour le président lui-même aussi, car sa
réussite de charmeur ne sera jamais complète
sans une bonne dose de domptage de la coule-
vre. Il faut un grand début de décollage, impen-
sable sans le *chita*.

Missions d'État et ministères de gouvernement

Missions de souveraineté

Domaines réservés de la présidence

- **Internalités (sécurité)**: ministère de la Défense, des Corps armés et de la Sécurité nationale
- **Externalités (diplomatie)**: ministère des Affaires étrangères, des Haïtiens hors pays et des Coopération

Missions structurelles

Fondements de la démocratie et du développement

- **Régulation (justice)**: ministère de la Justice, des Droits humains et de l'Anticorruption
- **Entreprenariat (flux)**: ministère de la Croissance, des Finances et de l'Économie
- **Territorialité (mailles)**: ministère des Ressources de la terre, des Réformes foncières et de la Sécurité alimentaire

Missions sectorielles

Justice sociale et investissements humains

- **Construction**: ministère des Établissements humains, de l'Aménagement du territoire et des Infrastructures
- **Formation**: Ministère des Éducatrices, des Sciences et de la Culture
- **Population**: ministère de la Santé, des Ressources humaines et des Groupes cibles

Missions de coordination

Initiatives, dynamisations, orientations stratégiques

- **Premier ministre**: ministère des Initiatives, de la Dynamisation et des Orientations stratégiques (chef du gouvernement)
- **Ministre à la présidence**: ministère des Liaisons avec les chambres, le gouvernement, les élus locaux

Alors, pour le Pays, pour la Patrie... la condition optimale de succès à ce poste peut ainsi se formuler : Il faut avoir divorcé de la politique, mais avoir la garde des enfants, pour performer comme PM sans fil à la patte... ①

Addendum de peu de mots

Vous connaissez sans doute, aussi bien que moi, ce pays de zen fantasmagoriques... qui prête des intentions dès que l'on aborde une question. On m'a ainsi vu candidat au rectorat... et puis anyen. Et main-

tenant, après ces hebdo, il ne vont pas chômer les zingueurs... et puis anyen comme après chaque poussée de fièvre. Le seul koutlang que je n'ai pas reçu est celui de courir après l'un des deux postes de Monseigneur à pourvoir dans le grand Sud. Et pourtant, je me verrais bien en Monseigneur... Enfin, c'est très mal me connaître que d'imaginer que je pourrais lâcher cet Hebdo qui me permet d'accompagner la mise à l'étrier de la septième génération (1960...) et l'accueil de la huitième (1990...) à l'université. Professeur je suis, professeur je mourrai. Content.

LES BOULES DE L'ÉTAT, PRISE 2

Les termes de référence (TDR) du président de la république

C'est quoi le job du président ? En quoi consiste son travail quand il se réveille chaque matin, comme tout le monde, pour passer au travers de sa journée ? C'est ce qu'on appelle en langage des contrats de travail ses termes de référence, trois lettres, TDR, qui déclinent ce qui est attendu de l'engagé, obligations et droits, durée et rémunération, les différentes conditions de résiliation du contrat, les modalités de sa prolongation éventuelle, ET LE PRODUIT FINAL À DÉLIVRER, la marchandise attendue, comme on dit !

Pour ma part, moi qui ai vu défiler tellement de TDR dans ma carrière, je n'ai jamais vu ceux, en bonne et due forme, d'un président, même si j'ai eu à côtoyer deux d'entre eux d'assez près pour avoir vent de ce document s'il existait. Au fond, je ne crois pas qu'il existe de document de ce genre (vu son destin d'avoir été tellement violé en deux siècles, j'imagine le manque total de sérieux d'une cérémonie de signature d'un tel contrat de travail), mais ce n'est pas une raison suffisante pour ne pas reconstituer les éléments principaux du plus important des TDR de la nation, celui du président.

Mais pour ce faire, ça nous prend aussi les TDR (inexistants) du premier cercle de l'exécutif, le premier ministre et les ministres, puisqu'à ce niveau toutes les tâches à accomplir se tiennent et se renvoient les unes aux autres.

Du point de vue de la méthode, passer par l'établissement des TDR me semble le meilleur angle d'attaque (à la fois pragmatique et programmatique) que je connaisse, à ce jour, pour aborder les MISSIONS de l'État.

Les boules de l'État

Je les appelle les boules de l'État, puisque la représentation la plus parlante, pour les entrelacements des instances de l'État, est de visualiser quatre ensembles emboîtés de cercles. Et puis, on ne va pas faire semblant qu'il n'y a pas un autre sens courant au mot boule, sens vulgaire, je l'accorde, mais qui dit ce qu'il dit d'essentiel, et ce

qu'il y a à en dire de quintessentiel... comme quand Maximilien Laroche, notre délicat et bien élevé professeur de Laval, avait traduit en créole un jour dans *Le Cid*, « Rodrigue, as-tu cœur ? » par, « *Rodrig, eske ou gen grenn ?* »

L'erreur de départ à chaque fois, la précipitation opportuniste

J'aurai assisté, de manière attentive dans ma vie, à trois mises en branle de nouveaux gouvernements d'espérances démocratiques (1991, 1994, 2006) en observant (impuissant) chaque fois, qu'il se faisait la même erreur de départ qui allait ensuite piéger pour de bon la capacité de gérance et de gouvernance de la chose publique. Tout se passe comme s'il n'y avait pas d'articulations prévues entre les deux tâches clairement différentes et complémentaires de charmer et dompter l'État et le Souverain. On se préoccupe beaucoup de régner (négociations d'alliances et de partages) et très peu de gouverner en fait.

Concrètement, cela se passe ainsi à chaque fois : on pourvoit dans la précipitation aux postes, ministériels surtout, en utilisant le cadre administratif tel qu'il a été légué par les gouvernements précédents, d'obédiences autres pourtant, comme si le cadre légué n'avait aucune importance. Or, il en a énormément.

Tous les nombreux travaux réalisés avant les prises de pouvoir, sur le « comment » et le « par où commencer », ont été les trois fois balayés d'un revers de main, sous le poids de ce que Roger Dorsinville, fin observateur participant, a appelé le délire opportuniste de 1946, la bousculade pour se positionner vis-à-vis du chef de qui tout va dépendre. C'est l'arrivée massive des planqués au secours de la victoire, et surtout le coup-de-langue et la cabale comme moyen de reptation reptilienne vers les positions à occuper. En se coulant ainsi dans le moule administratif hérité, à la logique autre, on agit comme si de simples changements d'individus, à la tête des mêmes organismes, suffisaient à remettre la machine sur rails, à la rendre vertueuse. Ce qui est archifaux.

C'est que les organismes, hérités actuellement de l'organigramme des gouvernements précédents, ne sont qu'un ensemble de rajouts sur rajouts, un *patchwork*, une courtepoinette, dont l'unique logique de création de chaque pièce a souvent été le prélèvement qui devait alimenter la caisse noire du Palais, chaque jour, et parfois deux fois par jour. La Régie du tabac et des allumettes fut célèbre en son temps, comme célèbre a été cette somme de taxes, d'assurances obligatoires et de frais de sortie obligés à l'aéroport; du rançonnement mafieux sans souci de réinvestissement des sommes perçues.

De l'OAVCT qui ne respecte aucun engagement de réparation, à l'APN dit très coûteux parce que soumis à d'abusifs prélèvements indirects de vache à lait, et les cinquante autres pièges à prélèvements comme l'ONA qui prend beaucoup et ne donne que peu, sans compter l'implosion d'inefficacité du téléphone public, de l'école publique, de l'électricité publique, de l'eau publique... tous ces organismes trouvent leur logique d'inefficacité dans l'obligation passée, à leur création, de fournir des ponctions directes ou indirectes aux présidences successives. Bref, l'organigramme hérité de gestion du pays est une surpolitisation d'organismes à l'origine polarisés sur l'alimentation des caisses de la présidence. J'exagère à peine!

Comment alors logiquement se glisser dans un tel habit taillé pour des fins kleptocratiques et croire que cela va tomber comme sur mesure des *Petits bons anges* de l'anticorruption que je vois défiler sur mon écran de télé? Habiller un loup de peau de mouton n'en fera jamais un mouton! C'est clair!

Par où fallait-il commencer? Évidemment par le nouveau cadre des missions de l'État et des ministères gouvernementaux. Il fallait arranger les missions les unes par rapport aux autres, pour qu'on en tire un maximum d'efficacité de l'ensemble, à chaque fois que l'on agit sur l'un des éléments.

Les deux missions de souveraineté comme domaines réservés du chef

La première mission de l'État est d'assurer la souveraineté de la Nation, aussi bien dans ses externalités (toutes les relations allant du dedans vers

le dehors) que dans ses internalités (la défense du territoire et la sécurité nationale). C'est ce que l'on appelle les deux domaines réservés du président, les deux facettes du champ de la souveraineté sur lesquelles il a directement le pouvoir de tutelle. Le job du président est d'abord cela (il est le seul à s'occuper de souveraineté) avec des termes de référence qui pourraient ainsi cerner les tâches de base:

1. Champ (national) de la Défense du pays, de la Sécurité dans le pays et des Corps armés en charge de cette défense et de cette sécurité.

2. Champ (international) des Affaires étrangères, des Haïtiens dans le monde, de la Coopération bilatérale et multilatérale.

Vouloir être président, c'est essentiellement postuler pour prendre en charge, comme travail personnel au réveil chaque matin, la souveraineté de la nation. ①

Addendum de peu de mots

Je n'ai encore pas lu le livre de Jean Florival sur la face cachée de Papa Doc. Mon exemplaire de courtoisie, annoncé par l'éditeur Rodney Saint-Éloi de Mémoire d'encrier, fait un lagon caché avec moi. Au Salon du livre de Montréal de mi-novembre j'étais en Haïti, lors du lancement à Port-au-Prince début décembre j'étais à Montréal, ce qui fait que... Mais j'en ai lu une première analyse de qualité par Hugues Saint-Fort dans sa chronique de mille mots au Haitian Times de New York, chronique reprise par Le Nouvelliste du mardi 15 janvier, tant cela valait la peine (je souhaite même que nos chroniqueurs à l'international soient plus systématiquement repris). Il ne s'emballe absolument pas sur ce que raconte Florival et qui se trouve, en d'autres versions, dans d'autres livres à propos de Duvalier. Restent les 75 pages (139-215) des amours à trois entre France Saint-Victor, François Duvalier et Gérard Daumec, qui lui semblent une tentative, peut être inconsciente, d'humaniser un peu l'image terrifiante et monstrueuse du bourreau du peuple haïtien.

Si ce livre dépasse, par le niveau d'écriture, les récentes justifications du duvaliérisme qui fleurissent depuis peu sous la plume d'anciens dignitaires du régime honni, le traitement du contenu est de la même trempe que les autres, cependant: quelque part entre nostalgie et apologie.

VIE CHÈRE : MIRACLES ?

Entre arbres miracles et Cour des miracles

Gouverner, c'est prévoir. C'est donc d'une longue suite de PRÉVENTIONS que s'alimente la gouvernance. Et si nous sommes là où nous sommes, c'est que le choix a été fait, à un moment précis, de ne point faire asseoir cette couleuvre-là quand il le fallait et qu'il en était encore temps, surtout quand le signe de cette catastrophe annoncée était depuis le départ évident.

Il est, dans l'espace haïtien, un signe parmi les signes dont la manifestation dit que l'on a touché le fond. Et malgré toutes nos turpitudes de deux siècles, ce signe ne s'est jamais manifesté sur une vaste échelle pendant deux cents ans. Or, il est là parmi nous maintenant, à crever le décor, dans les planches rouges des manguiers offertes à la construction au bord des routes; dans le cordage des mètres cubes de bois de manguier destinés à la chauffe des guildives et des fours à bois des nettoyeurs à sec; dans l'empilement des sacs de charbon de bois de manguier aux points de ramassage des camions vers Port-au-Prince.

Quand le manguier fout le camp, c'est pour laisser place à la famine et à l'exode de hordes faméliques... Cette sentence extrême a plus de trente ans de présence quotidienne dans notre littérature sur le rural haïtien, depuis que l'on a mis en lumière que le manguier était en fait l'arbre-miracle vénéré, génération après génération, le dernier arbre-témoin de la couverture végétale disparue. Avant l'an 2000, on peut presque dire que l'on n'a jamais touché en Haïti à un manguier dont la fonction est d'assumer la soudure annuelle de cinq mois sans rien à manger.

Deux à trois mangues par jour et par personne, pendant 150 jours, a toujours été le moyen de franchir la période de soudure, entre les semailles des pluvieux mois de mai et les premières récoltes des novembres frais, quand seul l'arbre miracle soutient les ventres creux. Trois milliards de mangues donc par année, partout où peut pousser un manguier, dans les endroits les plus insolites, plus sacrés encore qu'une vache sacrée de l'Inde, jamais coupé sous peine de signifier que la prochaine saison de la soudure sera de famine.

Mon dernier courriel du 18 avril 2006

C'est le 18 avril 2006, bientôt deux ans, que j'ai écrit mon dernier courriel «à qui de droit». Je vous en fais lire les trois quarts (j'ai enlevé ce qui ne peut être public). C'est dans les suites (inqualifiables) données à ce courriel lui-même, que j'ai pris la décision qu'à l'avenir tous mes courriels seraient de l'ordre de la chose publique, pour tout le monde en même temps, dans des Hebdos par exemple. Vous connaissez la suite; c'est au *Nouvelliste* que je joue depuis le rôle de conseiller stratégique hebdomadaire de chacun de vous, lecteurs et lectrices, qui le voulez bien, et tous les «qui de droit» compris d'ailleurs, s'ils veulent bien me lire!

Que disais-je au soir du 18 avril 2006, voilà deux ans? Que l'arbre-miracle entrait dans sa crise ultime et que la Cour des miracles qui tenait lieu de gestionnaire de cette crise ne pouvait absolument pas y faire face. Que l'urgence en était au CHITA de la couleuvre, car, une fois en pleine crise de vie chère deux ans plus tard, pour avoir ignoré toutes formes de préventions, nous en serions à constater qu'aucun MIRACLE ne serait alors effectivement possible. Mais la PRÉVENTION, elle, l'était encore tout à fait pour éviter le pire d'advenir. Maintenant que ce pire est advenu, c'est alors dans la bousculade, et même sous la pression des rues que je sens monter en puissance, qu'il va maintenant falloir aborder la crise en risquant l'inflation! Voilà pour le manque de prévoyance!

Que faire quand on s'est mis dedans?

Nous n'avons que 4 % du budget consacré à l'agriculture, quand cette composante est encore et toujours la première qu'il nous faille maîtriser et que nous ne maîtrisons pas, au titre de l'autonomie alimentaire, de la suffisance alimentaire, de l'indépendance alimentaire... et du RIZ POUR TOUS. Nous en sommes loin, mais ne nous dit-on pas que nous avons en réserve 300 millions de dollars verts bien au chaud dans les réserves de la BRH, quand l'émeute de la faim a commencé, le grangou s'est généralisé, dans toutes les lignes ouvertes du pays?

1. Il faut verser en salaires ces millions en réserve, ici et maintenant, dans l'urgence, puisque l'on n'a pas su prévoir une politique à temps pour que ne meure de faim ce peuple. Il faut donc donner du travail à tour de bras, partout, avec ces millions en réserve, en souhaitant qu'ils aient en carton assez de projets à haute intensité de main-d'œuvre. Et c'est de cette circulation d'argent que reprendront les productions.

2. Et puis, en attendant, les gens ont faim, les personnes vulnérables sont encore plus mena-

cées, il leur faut à manger immédiatement en attendant mieux. Que faire d'autre? Il faut décaisser et organiser l'accès populaire au manger... puisqu'on s'est mis dedans.

Ventres creux n'ont point d'oreille, le peuple crie famine et veut plus que des mots. Ça nous le savions. Mais nous ne savions pas que Ventres pleins n'avaient pas non plus d'oreille, pour entendre ces masses crier famine...

De : anglade.georges@uqam.ca
Date : Mardi 18 avril 2006 19:53:13-0500
Objet : Mardi soir 18 avril 2006... GA

Mardi soir... Petite note à un lecteur attentif...

Mercredi et jeudi dernier... je suis tombé en Province sur une nouveauté à signaler immédiatement:

IL Y A UN FORT RISQUE IMMÉDIAT «D'ÉMEUTE DE LA FAIM».

Nous avons évité un inutile massacre de type africain à Port-au-Prince... mais nous allons affronter sous peu un péril du type des bidonvilles latinos... dont les signes sont absolument du nouveau, à considérer les 25 dernières années comme mesure:

1. En ce début de saison des mangues, j'ai assisté aux cueillettes de mangues vertes pour consommation immédiate avec du sel.... (du jamais vu par moi... en début de saison de mangues).

2. Coupe de manguiers en début de floraison pour bois de chauffe (du jamais vu par moi non plus.... en début de saison d'avril).

3. Aucune circulation monétaire dans les marchés locaux... ce qui fait qu'un marché peut ne plus durer qu'une demi-journée! (J'ai vu cela une seule fois de ma vie, à Pointe Abacou à l'été 1988...)

Ces points 1, 2 et 3... leur signification d'annonce immédiate d'émeute de la faim et de profonde pénurie alimentaire touchant à la famine...

NB: Le niveau de corruption est à 100% dans chaque localité DES PROVINCES... le niveau de corruption est hors de toutes proportions avec le passé... au point que je change dans ma tête la première priorité en passant la Sécurité en DEUX et la Corruption en UN... à ce point-là!!! (C'est une Cour des miracles... pas une fonction publique!)

BREF, VA FALLOIR CONCILIER DEUX CHOSES DONT ON SAIT QUE LEUR CONCILIATION EST

UNE MISSION IMPOSSIBLE, à valider donc avec vos économistes les plus imaginatifs à convoquer d'urgence... Cependant la solution est en dehors de l'ÉCONOMIQUE, comme l'articulation des douze millions d'Haïtiens pour penser le futur était en dehors de l'économie. C'est la maille qui joue, pas les flux! À ce problème complexe et nouveau... il faut refuser toute solution simpliste.

Que faire?

A. Va falloir prioriser le travail à haute intensité... pour distribuer le plus possible de salaires au plus grand nombre de personnes dans les régions les plus atteintes... et provoquer une reprise de production agricole par ces salaires distribués... (C'est seulement ainsi que l'on fera renaître à court terme la production nationale massacrée par la libéralisation extrême – timounerie + éconocide – de qui tout le monde sait.)

B. Mais va falloir aussi donner à manger au monde en famine et aux plus faibles immédiatement et pendant un long temps... en attendant la venue de la nouvelle production nationale sur le marché. Donc mettre en place une structure de distribution; ce réseau urgent, incorruptible, à créer doit coller à la carte des zones de faim...

MAIS, c'est d'une complexité théorique redoutable entre A et B, sous la fausse apparence de la simplicité pratique de «Bay manje» et «Bay travay» en même temps dans la crise qui s'annonce... Celui de vos économistes capable de tenir ce fléau de balance en équilibre entre A et B... sera à décorer après la crise annoncée, mais évitable et évitée, de VIE CHÈRE....

Même pour un bon lecteur, ça suffit pour ce soir...

Kenbe.

GA / 18-04-2006

LES BOULES DE L'ÉTAT, PRISE 3

Les missions structurelles de démocratie et de développement

La Constitution de 1987, dans sa volonté d'éviter la concentration du pouvoir entre un petit nombre de mains autour de la personne du président, a fixé à un minimum obligatoire de dix les ministères. Je me suis toujours demandé si les constituants ont trouvé ce chiffre par hasard, puisqu'il correspond cette fois exactement au chiffre optimum trouvé par les travaux menés sur ces questions les vingt dernières années. Dix ministères feraient effectivement très bien notre affaire actuellement, en autant que chacun d'eux soit désigné par les trois termes qui cernent au plus près leurs missions respectives.

Les missions structurelles de l'État ont pour objet la démocratie et le développement d'une société. C'est donc d'elles que dépendent le risque et la chance de nous en sortir au Tricentenaire.

La nouvelle lecture des structures : le passage du binaire au ternaire

Tout se passe dans la pratique comme si la gouvernance se ramenait à l'articulation simplifiée (et souvent simpliste) du politique et de l'économique. Un ensemble de recettes économiques sont proposées selon la mode du jour (qui change souvent) et la politique qui s'y soumet est promise à des lendemains qui chantent. Le hic, des décennies plus tard, non seulement la succession des recettes ne tient pas ses promesses, mais encore la dynamique réelle des sociétés invite à prendre en compte une somme importante et pertinente d'autres variables que celles proprement de l'économique.

Au premier rang des revendications populaires, bien avant les demandes de mieux-être, est le besoin de JUSTICE. Par exemple, la mobilisation générale de la conjoncture 1986-1990 en était une de justice sociale, immédiate, contre l'arbitraire violent du macoutisme. La justice est donc, en toute légitimité, la troisième instance du structurel, la troisième boule des internalités dans nos graphiques.

Trois boules pour une structure

Les deuxième missions de l'État sont donc celles ayant rapport avec la structure du pays. Cette dernière se décompose en trois dimensions principales que sont le politique, l'économique et la justice, les trois boules sécantes du graphique.

Du politique comme un ensemble des mailles

La première des boules, le politique, est la mission de l'État gestionnaire, qui se réalise au travers des différentes mailles qui découpent le territoire en départements, arrondissements, communes, sections, mais, en plus, en beaucoup d'autres mailles, par exemple religieuses dont les paroisses, sanitaires dont les districts, métaphoriques comme Nord et Sud, etc. Dans ces multiples mailles aux multiples logiques, on retrouve l'implantation de deux groupes d'appareils de gestion, les uns fonctionnent à la DISSUASION d'enfreindre la loi, comme la police et le judiciaire, les autres fonctionnent à la PERSUASION de respecter la loi, comme le scolaire et le religieux.

En somme, les termes de référence pour l'État gestionnaire commandent une solide connaissance et la maîtrise des mailles du territoire, qui sont un savoir d'espace haïtien. Le ministère actuel de l'Intérieur est un bon exemple de l'inadéquation totale d'un ancien organisme du renseignement politique et de la répression subséquente... très mal reconverti en outil de gestion territoriale. C'est tout à fait naturel que, depuis vingt ans, les responsables soient aussi absolument dépassés par la non-maîtrise du champ disciplinaire des mailles et par l'imbroglio constitutionnel en la matière. (Mais qui a pondu cette aberration de géographie dans la Constitution de 1987, les contraignant tous au Présentisme, le marassa de l'Absentisme? Voir Addendum.)

De l'économique comme un ensemble de flux

C'est la boule de l'État entrepreneur. Contrairement aux mailles précédentes marquées au sol

par des bornes de toutes sortes, les flux sont des mouvements continuels qui s'écoulent d'un point à un autre, comme les vivres et denrées des provinces vers la capitale, et des flux abstraits que sont les valeurs de toutes origines.

Les termes de référence des missions de l'État en économie et finances nous sont très connus, mais depuis cinquante ans que nos ministres de l'économie et des finances en mènent large et font grand bruit, leurs résultats semblent inversement proportionnels à leur jactance. Passe encore pour la modestie des résultats, mais que dire des éconocides (par référence à génocide) qui ont massacré certaines productions nationales au lieu de les protéger, comme le voudrait le bon sens élémentaire? Nous attendons, depuis, celui d'entre eux qui nous fera cette courageuse analyse des éconocides (et des éconocideurs) en Haïti du riz, du sucre, et du reste.

Aux fondements de la démocratie et du développement

Les mailles et les flux sont les deux formes de base du pays. Chaque lecteur peut imaginer facilement qu'à la surface de nos 27 700 km², il y a d'immenses filets et de grandes nasses virtuelles qui sont jetés dessus et qui constituent un quadrillage fait de mailles superposées, entrecroisées, tangentes et sécantes, etc. (des 10 départements aux plus de 600 sections rurales et les 7500 lieux-dits de nos bourgs-jardins). C'est dans ces alvéoles que s'implante le politique et que donc se réalise la gestion territoriale de l'État gestionnaire.

Ensuite, la deuxième forme de base du pays, ce sont les flux de toutes les sortes (marchandises et valeurs, mais aussi ordres et informations) qui passent par les carrefours et les nœuds des mailles (bourgs, marchés, carrefours...). Ces flux convergent en étant de plus en plus importants, à mesure qu'ils s'approchent de la capitale, ou qu'ils partent de la capitale. C'est la superposition des mailles et des flux d'un pays qui donne accès à la structure du moment de ce pays (espaces régionalisés, centralisés, mégapolisés, etc.). Les TDR des contrats de travail que devraient signer les responsables des missions de mailles et de flux devraient stipuler que le résultat attendu est de faire vivre la démocratie par les mailles et le développement par les flux. Je crois que beaucoup de ministres réfléchiraient, à deux fois, s'ils

devaient signer des TDR qui les mettent en obligation d'atteindre des objectifs spécifiques et de délivrer un contenu ciblé, mesurable. *Surtout si la marine n'est pas leur métier...*

Pour la justice et contre les abus

La troisième boule qui fait toute la différence

Le dernier champ à couvrir est celui de la justice, de l'anticorruption et des droits humains. Le regroupement de ces trois objets dit bien que la revendication première des masses urbaines et rurales, qui vivent dans la misère et l'indigence sans doute, en attendant mieux, est de vivre immédiatement dans une société de justice où les abus dans les mailles et les flux sont formellement proscrits et effectivement combattus. Pour le respect de ce premier des droits humains, les

76 % de la population dans la misère, les 18 % dans l'indigence et les 5,5 % dans la pauvreté (soit 99,5 %) sont prêts à se mobiliser. Cela a d'ailleurs été le seul moteur de la seule mobilisation générale à laquelle nous avons assisté, en 1990. Le gaspillage de cette chance unique qui passait appartient maintenant à l'histoire, pour laquelle j'ai laissé mon témoignage dans deux livres complémentaires, *L'espace d'une génération* en 2004, pour le bicentenaire, et le *Rire haïtien* en 2005, pour le Tricentenaire. **H**

Addendum de peu de mots

Aussi pernicieux que l'absentéisme dans la fonction publique est le présentéisme comme manière d'occuper un poste public en Haïti, surtout au niveau ministériel. Dans cette deuxième forme, on s'agit de mouvements browniens, désordonnés, pour laisser l'impression d'agir, dans l'espoir de camoufler l'absence de ligne stratégique. Cette somme de petits gestes et de petites présences partout, fort appréciées par des médias en manque d'événements et de photos, et par une communauté internationale de bailleurs en quête d'effets d'annonces, cachent mal qu'il faut une pensée stratégique. Pire, ils parlent d'abondance pour cacher qu'ils font carrière sur le silence de l'homme lige, et s'il n'y avait pas les commissions des deux Chambres pour leur tirer parfois les vers du nez, nous serions déjà revenus aux BÈBÈ d'autrefois, comme sous François, quand on se parlait par signes. Vivement des TDR pour tout l'exécutif! Directeurs généraux itou!

LES BOULES DE L'ÉTAT, PRISE 4

Les missions sectorielles : aménager, éduquer, soigner

Les missions sectorielles de l'État sont au fondement de la justice sociale et des investissements humains dans notre société, comme les missions structurelles de l'Hebdo précédent sont au fondement de la démocratie et du développement. Cette distinction nous ramène au besoin de TDR d'un contrat de travail pour chacun ou chacune de nos ministres, président et premier ministre. Nous avons envisagé au début ces TDR, presque comme une bonne blague à leur faire, mais cela est devenu de plus en plus sérieux et pertinent dans notre démarche comme mode d'approche des missions de l'État et du travail quotidien de ces messieursdames. Et jamais autant de ministres ne laisseraient l'impression de tourner en rond s'ils avaient signé un contrat de travail clair et explicite, avec la liste des réditions de comptes attendus d'eux, selon un calendrier précis.

Et puis, le commun des mortels n'ira jamais lire l'interminable et tarabiscotée loi organique de quelque institution que ce soit, mais il va se délecter dans *Le Nouvelliste* de la publication des TDR dont on pourra même faire entrer deux par page ! À mon ami, l'homme sérieux qui est « Monsieur réforme administrative », je refile cette idée de TDR pour tous, ici et maintenant, immédiatement, en dedans d'un mois, car cela lui prendrait à lui moins d'un mois ! Ces TDR pourraient provoquer un de ces réalignements immédiats dans la divagation générale, que je ne vous dis que ça !

Mais j'entends déjà toutes les dilatoires que l'on va servir pour ne pas faire une si simple et pratique chose que ces TDR. J'entends déjà tous ces mots qui vont être versés pour cacher simplement que l'on a toujours peur dans ce pays de ne pas se faire que des amis... on ne sait jamais, surtout quand 2011 est sur nous ! J'entends même déjà leur formule préférée, *Il est urgent de ne rien faire...* jusqu'en 2011 ?

Revenons cependant à nos missions sectorielles.

L'espace des missions sectorielles

Il y a toute une variété de missions sectorielles à regrouper en trois grandes familles touchant aux

Établissements humains, à la Santé de la population et à la Formation en général. Les sectorielles sont les plus apparentes des missions de l'État, en ce qu'elles relèvent des initiatives que chacun est en droit de s'attendre de la part de l'État. On peut se les représenter par l'espace commun aux trois instances de base, mailles, flux, justice, tel que le graphique nous le montre, puisque l'État guérisseur, l'État formateur, l'État bâtisseur ne sont que des applications faisant appel aux interrelations des trois boules de la structure du pays.

Les établissements humains

Il y a trois ministères traditionnels, aux TDR inadéquats, dont les chevauchements illustrent ce que nous disions du *patchwork*, de la court-pointe héritée d'ajouts successifs. Ils ont besoin, en ce moment même, d'être repensés pour retrouver leur rationalité dans l'ensemble des missions de l'État. Ce sont le Plan, les TP et les Affaires sociales.

Les Établissements humains englobent les travaux d'infrastructure générale du pays et les tâches courantes de maintenance, reprennent des Affaires sociales les activités de logements sociaux, détachent du Plan l'aménagement du territoire aux échelles macro, méso, et les agrégations rurales et urbaines comme les Cités orphelines...

On ne se sortira jamais de cette première nécessité de refonte sectorielle sans passer par la confection des TDR pour les titulaires, autrement ce sera interminable. Je crois, dans l'état où l'on est, en cette médecine de cheval, dont la bonne méthode est de généraliser les termes de référence des contrats de travail. Et il ne faut pas oublier cette affaire de CNE qui n'a rien à voir avec le TDR de souveraineté du président, pas plus en leur temps les PPP, petits projets de la présidence, n'avaient à y voir quelque chose. Tout cela relève des infrastructures. Mais il y a toujours eu, depuis deux siècles, cette tendance en Haïti des présidences jouant directement aux TP en s'y substituant ! J'en aurais long à raconter la-dessus !

L'éducation

Le champ de l'État formateur est connu et relativement bien ciblé; ce qui ne veut pas dire qu'en matière de formation de la population, il ne faille pas hurler au vu des niveaux, dans les épreuves officielles du million d'élèves à s'y être présentés cette année. Mais en fait, ce champ bourré de bonnes volontés et d'excellents spécialistes, manque d'une vision stratégique. Je suis hanté par cette question du Que faire? en tout et partout en Haïti, quand les ressources disponibles sont à 10 % des besoins. Il faut faire des choix à très forte capacité d'entraînement de l'ensemble: cela s'appelle une vision stratégique, pour le moment absente.

Vous connaissez sans doute les deux réponses qui se sont imposées dans les Hebdos dans lesquels nous nous posions cette question, somme toute dramatique, de devoir ainsi trancher. Réponse: discrimination positive pour les petites filles à l'entrée du système scolaire et le maximum sur l'Université d'État pour qu'elle arrive à jouer son rôle pour la huitième génération qui va s'y présenter à partir de 2008.

D'un côté, avec les petites filles, on casse le cercle vicieux de la reproduction de la misère dans laquelle crouissent les populations féminine et juvénile avec 5000 gourdes de revenus par famille monoparentale et par année; et de l'autre avec l'UEH, on met sur pied la machine qui doit produire chaque année des cadres par plusieurs milliers, sans lesquels la croissance restera une vue de l'esprit. En somme, on s'occupe d'abord massivement des deux bouts de la chaîne scolaire quand on n'a que 10 % du nécessaire. Avec 25 %, ce serait sans doute autre chose; avec 50 %, on serait certainement dans une autre problématique... Le saupoudrage actuel des 10 % comme principe nous condamne à la médiocrité; là aussi, cela prendrait de bons TDR pour nous en sortir.

La Santé

Le champ de la santé est à peu près dans la même situation que celui de l'éducation. Sans doute à peine 10 % aussi des besoins. Que faire? J'y ai beaucoup moins réfléchi que sur l'éducation, dans laquelle j'ai quand même 45 ans de vécu universitaire au quotidien. Il doit y avoir certai-

nement des spécificités en santé qui m'échappent, mais, en méthode, la même méthode de choix est sans doute transférable. Il faudrait alors se concentrer sur l'ensemble des spécialités relatives aux petites filles et aux mères, et pousser fort sur la machine de production des personnels qualifiés en santé. La force d'entraînement de ce double choix thématique ne fait aucun doute. Encore une fois, c'est de la médecine de cheval, mais...

NB: En matière de médecine de cheval, l'Espace Haïtien demeure un exemple: cela allait tellement mal en géographie au début des années 1970 qu'il a fallu fixer la barre dans un manuel pour tous et dire ensuite aux professeurs et élèves: sautez! Ma foi, dans le *chita* de la couleuvre, je vois un grand avenir aux médecines de cheval!

Addendum de peu de mots

Pour ma petite part, en plein le neuvième mois d'Hebdos et bouclant la trente-cinquième prestation, je n'ai encore reçu aucune réponse à mes multiples questions publiques. Rien. Zéro. De toutes les hypothèses brassées et rebrassées, pour trouver une justification à ce silence épais, je choisis celle qui me fait le moins rire: pas un seul d'entre eux pour rêver de la Vierge lui tendant un Hebdo du Nouvelliste; mais à quoi rêvent-ils d'autre? Pas de leur job en tout cas! Pas lu pas pris. Fallait y penser, comme technique de marronnage! J'ai même assisté, un jour, à cette histoire que j'ai raconté ailleurs en lodyans: le sociologue de nos sociologues, intarissable et inextinguible, campé haut sur ses publications empilées, se faisant demander par un grand homme politique ce qu'il faisait dans la vie. Comme par hasard, je n'ai plus rien lu de lui depuis ce jour!

Mais moi, cela ne m'arrivera pas, car les laboureurs de mon coin de pays disent que les bœufs sont lents, mais la terre est patiente. Alors j'attends. J'attends explication sur le sous-enregistrement évident des enfants au recensement de 2003. J'attends éclaircissements sur le recensement agricole de 2008 qui risque de passer à côté de l'essentiel. J'attends l'arrêt de protection de nos manguiers de l'abattage forcé commencé à partir de 2006. J'attends les TDR de notre exécutif. J'attends, j'attends surtout que la Vierge...

LES BOULES DE L'ÉTAT, PRISE 5

Du gouvernement à la gouvernance : de dix expectatives à dix chantiers

J'aborde cet Hebdo avec le sentiment d'aboutir, dans l'exploration de l'année 2007-2008, à quelque chose qui serait entre les Dix Commandements et dix des Travaux d'Hercule... tellement ces EXPECTATIVES sont le fondement de l'autre Haïti qu'il nous est bien possible de bâtir au long du Tricentenaire ; avec difficultés sans doute, mais tout de même avec une accessibilité relative.

Nous parvenons ici à ce que les Américains, en campagne présidentielle ces jours-ci, dénomment les *issues* (I-chou-zz), ces points nœuds, cardinaux... qui s'adressent directement aux électeurs, dans leur langue de compréhension, à propos des questions importantes pour chacun d'eux dans le mandat sollicité.

Il me semble que, dans la culture politique haïtienne et le vocabulaire qui lui est propre, l'on doit plutôt parler des EXPECTATIVES conduisant aux CHANTIERS de leur mise en opération. Nous listons ici les DIX ISSUES que l'on ne saurait éluder face à chacune des missions de l'État et leur concrétisation en ministères.

Internalité-Externalité 1 et 2

C'est la zone présidentielle de supervision du tout ; de la dynamique intérieure autant que des relations avec l'extérieur ; mais avec un accent particulier sur les dimensions de SOUVERAINETÉ et de RELATIONS PUBLIQUES de cet emboîtement des deux boules.

1. La PNH, Police nationale d'Haïti, est la force de sécurité à avoir émergé du débandement de l'ancienne Armée d'Haïti. Une minorité de nostalgiques voudrait voir revenir ces FADH, protectrices de la minorité... mais la dynamique en cours y offre peu de chance et s'oriente plutôt vers des adjonctions de corps complémentaires et spécialisés au tronc de la PNH. Questions liées : sécurité, MINUSTAH, trafics en tous genres, déportations de criminels des États-Unis et du Canada, etc.

2. Les réarticulations du réseau diplomatique et consulaire à la Carte maîtresse des Haïtiens dans le monde est une urgence ; la perspective

d'une Constitution en adéquation avec la Carte maîtresse aussi. Redéfinition de la signification et du rôle du Blanc dans la politique haïtienne (moins une question d'argent... qu'une question d'image nouvelle à promouvoir). Questions liées: diplomatie à trois axes, la diaspora, la région, la prépondérance...

Structures 3, 4 et 5

Peu abordées dans les travaux et les revendications, au profit des variables sectorielles omniprésentes, parce qu'aussi plus descriptives, les trois expectatives qui touchent aux structures forment le socle sur lequel doivent reposer l'édifice national et le projet de société. Ces trois *issues* de structures forment la triangulation de base du pays.

3. Parmi tout ce qu'il y a faire au titre de la justice comme instance, le combat contre l'impunité et contre la corruption sont les deux leviers qui envoient une réponse claire à la demande de la population qu'il n'y ait plus d'actes de banditisme sans suite et que la fonction publique ne soit plus constituée de rançonneurs. L'État de droit et de justice est à mettre en marche. Questions liées: Les prisons et la population carcérale; les grands cas pendants; les détentions sans jugement; la lutte contre la drogue; l'épuration (*vetting*) de la PNH, etc.

4. On peut valablement se demander, compte tenu du poids des transferts dans l'économie haïtienne, à quand une « Économie politique des transferts » qui nous indiquerait comment les semer, pour qu'ils produisent et se reproduisent en capital accumulé. C'est d'ailleurs la seule nouveauté de ce secteur tellement balisé de travaux, que l'on s'étonne toujours que l'éconocide de certains produits de base ait pu avoir lieu...

5. Depuis vingt ans, ceux qui s'occupent de la Maille ont à gérer un galimatias constitutionnel qui ne favorise en rien la gouvernance locale. Faudra tout reprendre, du tracé de nouvelle limite multi-critères... à la simplification du cadre administratif, en passant par un calendrier électoral en adéquation avec nos ressources propres. Gouvernance locale des Bourgs-jardins et des Cités.

Secteurs 6, 7 et 8

C'est ici qu'il faut opérer les plus grandes ruptures d'avec les manières traditionnelles de procéder. Depuis des décennies, ce sont les mêmes variables sectorielles qui sont resucées, au point d'accréditer l'aphorisme de la paresse de l'analyse sectorielle, aux indices et indicateurs immuables... Les trois *issues* sectorielles proposées ici pointent la rupture épistémologique souhaitable.

6. De tous les maillages qui innervent le territoire, dont le plus traditionnel est le maillage routier, il faut maintenant réfléchir à ce que le réseau des communications est la nouvelle structure de l'heure. Pour la dynamique économique, scolaire, sanitaire, etc., mieux vaut des Cybercafés dans chacune des six cents sections communales comme maillage de premier degré, de réalisation facile et immédiate, à notre portée (en plaçant la course traditionnelle aux routes en seconde position).

7. La médecine de cheval que mérite le secteur de l'éducation serait de voir ses priorités fixées à la refondation de l'UEH pour accueillir la huitième génération (1990-2005) qui va s'y installer pour les vingt prochaines années et l'obligation d'y aménager fermement la propédeutique d'uniformisation des niveaux disparates des centaines de milliers de bacheliers...

8. À l'autre bout du système sectoriel, priorité absolue aux petites filles pour l'éducation et la santé... Sortir du cercle vicieux d'une misère féminisée et juvénilisée, omniprésente au pays, notamment dans le monde rural, suppose cette thérapie de choc.

Coordination, 9 et 10

La vie pas chère et la stabilité politique sont à l'évidence les deux *issues* de la coordination.

Faudrait au moins une année de quarante-cinq Hebdo pour questionner ces dix chantiers critiques de la politique du nouvel espace Haïtien. Une urgence.

Peut-être en 2008-2009, *sidievle!*

Addendum de peu de mots

Incertaine Haïti: Genre masculin ou féminin, Avec préposition à ou en, Élisions obligatoires ou interdites, H muet ou aspiré... les auteurs ne s'entendent pas. Doit-on dire « à Haïti » ou « en Haïti »? En fait, les deux constructions sont correctes. La tendance est à employer la construction avec « en », sans doute pour une question d'euphonie.

Devrions-nous écrire « de Haïti » ou « d'Haïti »? Les Haïtiens devrait-il se prononcer « les /z/ Haïtiens » en faisant la liaison ou non? Là encore, les auteurs ne s'entendent pas... mais la tendance est à considérer le h comme un h muet et donc de faire l'élosion, « d'Haïti », ce qui correspond d'ailleurs à notre usage. On fera également la liaison dans « les /z/ Haïtiens ».

De quel genre est Haïti? Au masculin le plus souvent. Mais j'avoue un faible pour « Une autre Haïti est-elle donc possible? » car j'ai toujours eu tendance, depuis que j'écris, à mettre au féminin tout ce que j'aime de belles amours.

Barack Obama : la question raciale

« THAT IS WHERE THE PERFECTION BEGINS »

C'était mardi dernier, le 18 mars à Philadelphie, que cela s'est passé. Tout le monde dans le monde l'attendait à ce tournant, le sénateur Obama. Le candidat n'allait pas pouvoir éluder indéfiniment ce qu'il avait à dire sur cette *issue*, sans aucun doute la plus importante pour lui dans sa campagne, mais pour nous aussi, à plus d'un titre, parce que haïtiens, noirs, immigrants... et démocrates quelques uns. D'ailleurs, au début de ce mois, la question raciale, qui était rampante dans la course à la chefferie démocrate, a été soulevée avec insistance, comme un piège duquel on ne s'échappe pas facilement. Obama était au pied du mur. C'est dans ces moments que cela passe ou que cela casse.

Eh bien, on en a eu pour notre argent pendant quarante minutes. Au-delà même de notre argent. Sobre, posé, une rangée de drapeaux étoilés derrière lui, il a livré ce que Bill Schneider de CNN a appelé « Le discours le plus sophistiqué que j'ai jamais entendu sur la race et la politique ». Les chroniqueurs n'en finissaient pas d'éloges et l'éditorial du *New York Times* (pour autant clintonien) a comparé la performance aux plus grands moments d'Abraham Lincoln, de Franklyn D. Roosevelt, de John F. Kennedy. J'ai vu des Blancs pleurer tout seuls, mais aussi dans les bras de Noirs ; j'ai vu des Noirs pleurer en grappes, mais aussi dans les bras de Blancs. J'ai moi aussi pleuré à ce discours, d'une telle sérénité du fond et d'une telle plastique de la forme ! Faut pas croire, j'aurais aimé que plus souvent des textes de cette facture me fassent pleurer, mais hélas, cela ne m'arrive pas assez, j'enrage plutôt habituellement, comme à lire ces jours-ci notre prose sur la Constitution de 1987, à laquelle je consacre les trois prochains Hebdo. Le lendemain 19 mars, j'ai envoyé copie à Port-au-Prince, avec ces mots enthousiastes de couverture :

That is where the perfection begins...

Hier, à Philadelphie, dans la course, le texte qui sépare les grandes personnes... des autres. Si l'Histoire doit finalement basculer dans le camp d'Obama, ce discours y sera pour beaucoup. Stop.

Les organisateurs d'Obama savaient ce qu'ils faisaient en branchant, depuis quelques jours, le

plus de témoins possible sur Philadelphie pour le 18 mars. Et le lundi 17, le bruit courait que ça allait être historique. Ça l'est effectivement, et je vais vous en choisir trois extraits, pour en illustrer l'articulation interne et vous appâter pour lire cette prestation en entier. *Vale la pena !* Les dénigrements des adversaires ont été immédiats aussi ; on est en campagne ou on ne l'est pas !

We the people, in order to form a more perfect union...

Le discours s'ouvre par les premiers mots du préambule de la Constitution et se termine par la réponse que lui fait Obama, et qui, parions, va devenir son leitmotiv aussi bien jusqu'aux primaires de Denver que pour l'élection de novembre contre les républicains. Ce n'est pas tous les jours que l'on trouve une telle formule :

...That is where the perfection begins.

Entre ces deux phrases du début et de la fin du discours, il y a très exactement l'équivalent de quatre Hebdo (4 x 1420 mots) pour vous faire une idée de la dimension de la pièce qu'il consacre aux différents aspects de la question, en choisissant comme fil conducteur pour traiter de tout, son propre trajet et sa propre trajectoire, sans détour, sans omission, dans la complexité : le tout pour le tout. Il aurait pu tout perdre là, je crois qu'il a tout gagné plutôt.

Son option : laisser du temps au temps

Ne pouvant tout régler d'un coup, l'option de base choisie est de prendre les problèmes par étapes, MAIS, mais sans aucune concession quant au but final visé et aux principes qui le sous-tendent. Exemple de l'esclavage dans la Constitution américaine ; je cite :

« Nous le peuple, dans le but de former une union plus parfaite.

« Il y a deux cent vingt et un ans, un groupe d'hommes s'est rassemblé dans une salle qui existe toujours de l'autre côté de la rue, et avec ces simples mots, lança l'aventure inouïe de la démocratie américaine.

« Ils finirent par signer le document rédigé, non encore achevé. Ce document portait le stigmate du péché originel de l'esclavage, un pro-

blème qui divisait les colonies et faillit faire échouer les travaux de la convention jusqu'à ce que les pères fondateurs décident de permettre le trafic des esclaves pendant encore au moins vingt ans, et de laisser aux générations futures le soin de l'achever.

« Bien sur, la réponse à la question de l'esclavage était déjà en germe dans notre Constitution, une Constitution dont l'idéal de l'égalité des citoyens devant la loi est le cœur, une Constitution qui promettait à son peuple la liberté et la justice, et une union qui pouvait et devait être perfectionnée au fil du temps.

« Il fallait encore que, de génération en génération, les Américains s'engagent en luttant et protestant, dans la rue et devant les tribunaux, et en menant une guerre civile et une campagne de désobéissance civile, toujours en prenant de grands risques, pour réduire l'écart entre la promesse de nos idéaux et la réalité de leur temps. »

Et bien, 221 ans après, étape par étape, on en est, sept générations plus tard, à ce qu'un Noir ait effectivement des chances de devenir le prochain président des États-Unis. Ce n'est pas rien. Pour eux, c'est une chance qui passe. Mais pour nous autres aussi, Haïtiens, c'est une chance qui passe, nous qui comptons quelque 2,5 millions des nôtres dans ces terres, dont la deuxième et troisième générations, natives étatsuniennes, avec un million d'enfants d'âge scolaire au primaire et secondaire. C'est plus qu'une question de transferts massifs d'argent, de double passeport... À l'horizon, en devenir, pour une part importante de nous, ils sont déjà nous, nous sommes déjà eux, *se you se nou!*

Sa position : continuer la longue marche de ceux qui l'ont précédé

« Tout comme la colère noire s'est souvent avérée contreproductive, la rancœur des Blancs nous a aveuglés sur les véritables responsables de leur étranglement comme classe moyenne : une culture d'entreprise où les délits d'initiés, les pratiques comptables douteuses et la course aux gains rapides sont monnaie courante ; une capitale sous l'emprise des lobbies et des groupes de pression ; une politique économique au service d'une minorité de privilégiés.

« Et pourtant, souhaiter la disparition de cette rancœur des Blancs, la qualifier d'inappropriée, voire de raciste, sans reconnaître qu'elle peut avoir des causes légitimes, voilà aussi qui contribue à élargir la fracture raciale et faire en sorte que l'on n'arrive pas à se comprendre.

« Voilà où nous en sommes actuellement : incapables depuis des années de nous extirper de l'impasse raciale...

« Pour la communauté afro-américaine, cela veut dire accepter le fardeau de notre passé sans en devenir les victimes, cela veut dire continuer d'exiger une vraie justice dans tous les aspects de la vie américaine. Mais cela veut aussi dire associer nos propres revendications – meilleure assurance maladie, meilleures écoles, meilleurs emplois – aux aspirations de tous les Américains, qu'il s'agisse du Blanc qui a du mal à monter dans l'échelle hiérarchique, du Blanc qui a été licencié ou de l'immigrant qui s'efforce de nourrir sa famille. »

Sa proposition : ensemble, c'est tout

« Mais j'ai affirmé ma conviction profonde, une conviction ancrée dans ma foi en Dieu et ma foi dans le peuple américain, qu'en travaillant ensemble nous arriverons à panser nos vieilles blessures raciales et qu'en fait nous n'avons plus le choix si nous voulons continuer d'avancer dans la voie d'une union plus parfaite.

« Cette fois, nous voulons parler des hommes et des femmes de toute couleur et de toute croyance qui servent ensemble, qui combattent ensemble et qui versent ensemble leur sang sous le même fier drapeau. Cette union ne sera peut-être jamais parfaite mais, génération après génération, elle a montré qu'elle pouvait se parfaire. »

* * *

Je me demande si ce n'est pas sur nous que je pleurais ce mardi-là 18 mars, d'un côté l'histoire qui se fait à Philadelphie, et de l'autre, en même temps, à Port-au-Prince, l'histoire qui se défait : notre Sénat s'égare dans les prérogatives judiciaires des tribunaux. Je me demande si ce n'est pas sur nous que j'ai pleuré, nous qui faisons carrière sur le silence, et la politique dans le silence. Souhaitons que ce ne soit finalement qu'une étape, qu'une maladie infantile du politique, comme dirait Lénine, car Obama, dont l'âge est celui de notre 7^e génération, fait de la politique de la chose publique tellement différemment, en grande personne, en osant parler, pour ce que parler veut dire, là où il n'y avait que le silence du politiquement correct. Il ne faudrait pas alors forcément désespérer du compte à rebours vers 2011 et de nos primaires à la mode de chez nous. Une bataille d'idées sur *l'autre Haïti possible* peut encore avoir lieu. Et, pour nous aussi, c'est par là que commence le travail de perfection, *that is where the perfection begins.*

CONSTITUTION 1

Le péché originel

La Constitution de 1987 vient de fêter ses 21 ans il y a quelques jours, le 29 mars, avec, pour privilège, d'avoir été la plus commentée de toutes nos constitutions depuis deux siècles. On se retrouve actuellement avec une accumulation de plusieurs centaines de textes par semaine, la plupart, il est vrai, de commentateurs sans doute encouragés par les nouvelles commodités de l'Internet, mais heureusement aussi dans le lot, quelques solides contributions dans l'une ou l'autre des trois véritables formes d'expertises en matière constitutionnelle.

L'anachronisme comme péché originel

Mais, de tout cet ensemble de commentaires, dont j'ai lu plus que ma part en vingt ans, dès la première version de travail de la Constitution en novembre 1986, il me semble qu'un préalable essentiel, qui n'a pas été suffisamment dit ces vingt dernières années, reste à dire: le péché originel de cette Constitution de 1987 qui, à toutes fins pratiques, la condamnait à l'inadéquation.

C'est qu'on n'a pas tenu compte de la profonde mutation sociétale alors en cours en 1987, et donc de la quatrième métamorphose d'Haïti dans l'histoire moderne des Amériques. Cette Constitution ne colle pas au réel haïtien, et pourtant, tous les événements ayant conduit à sa fabrication en 1987 ne faisaient que clamer qu'une autre Haïti était déjà née. Ainsi, de la manière de chute des Duvaliers aux jaillissements des cités au-devant de la scène politique, de la fin de la rente agricole «prigée» du parcellaire à son déplacement vers la rente des transferts de la diaspora, c'est toute une somme de signes, et de solides travaux aussi, qui disaient cette nouvelle Haïti de 1987.

On n'a rien voulu entendre de ce qui était pourtant assourdissant, on n'a rien voulu voir de ce qui crevait pourtant le décor... en s'isolant mentalement et dans l'enclos de nos 27 700 km² et dans une représentation mentale d'un temps passé. Le temps et l'espace de la Constitution de 1987 n'étaient pas à jour. En retard donc d'une transformation sociétale globale et totale, la Constitution de 1987 est d'abord et avant tout, pour l'histoire,

un anachronisme, au sens propre du terme, une confusion regrettable entre des époques différentes, en se trompant de conjoncture.

Bref rappel de la conjoncture en question

Relisons le tableau des groupes de population au pays; il se trouve que la misère est le lot de 76 % de la population avec 5000 gourdes par année et par famille. De la misère extrême donc, surtout rurale. Et que l'indigence à 15 000 gourdes par année et par famille est le lot de 18 %, et la pauvreté à 60 000 gourdes par année et par famille ne concerne que 5,5 %. L'addition des pourcentages montre que nous venons de parler de 99,5 % de la population totale au pays et qu'un dollar canadien ou américain au taux du jour est de l'ordre de 37 gourdes. Je vous laisse calculer le pouvoir d'achat misérable des uns et des autres en ces temps de vie chère. Ne restent dans le tableau, par-delà 99,5 %, que 0,5 % de la population qui représentent 9000 familles, aux revenus annuels qui se comptent de un à plusieurs dizaines de millions de gourdes.

Ma question: N'y a-t-il pas une maudite urgence au *chita* de la *koulèv* pour ces 99,5 %? Oui ou non? Or cette Constitution s'applique à bloquer les rares pistes qui pourraient conduire à un peu de croissance, en étant une œuvre du 0,5 % qui ne tient compte que du 0,5 %, en condamnant tout à l'immobilisme, dont peut justement se satisfaire cette minorité lilliputienne. Mais pas les autres du 99,5 %! On ne fait pas un pays avec cette Constitution et on n'est pas non plus en train de faire un pays avec cette Constitution.

Quant au parcellaire agricole à bout de souffle, et au monde rural devenu sept millions de personnes, et une structure agraire aux parcelles émiettées à ressembler à un lotissement de bidonville et un ordre de marche migratoire de la totalité de ce monde vers n'importe où, sauf à rester dans ce rural, la performance de cette Constitution a été de bannir le mot RURAL devenu péjoratif, quand presque tout est marqué par le rural dans ce pays. Le terme banni, une première mondiale, enchassée de plus dans une Constitution, tiendra lieu d'action, puisqu'il ne s'est rien fait

d'autre depuis lors. Et puis, de cette décision singulière, outrancière, tout va délirer de manière encore plus irrationnelle sur la question du territorial, rendu au bord de l'implosion, en proposant une panoplie d'outils et de formes, au vocabulaire de structures dominantes d'espace d'autrefois, radicalement anachroniques au temps qu'il fait. Parole de géographe!

Suivra la négation de la configuration nouvelle d'un peuplement au tiers hors de l'enclos. Une dizaine de communautés diasporiques pourtant. Nous n'étions plus des sédentaires mais de nouveaux nomades, et les bergers du troupeau n'y ont vu que du feu! Notre géographie, notre démographie, notre sociologie, notre économie s'étaient métamorphosées, et cette connaissance et reconnaissance, nécessairement au fondement de la Constitution, furent simplement ignorés. Plus anachronique que cela...

Qui a peur de la diaspora ?

Mais qui a tellement peur de la diaspora? Chez les Blancs, chez les Noirs? Et pourquoi? Car enfin, dans un pays où se classer dans la catégorie des 5,5 % de pauvres avec 5000 gourdes par mois est un rêve inaccessible pour 94 % des indigents et miséreux, on devrait percevoir la diaspora comme une bénédiction pour le roulement économique de la nation. Qui a donc intérêt à ce que périclisse le peuple... que de voir se faire l'articulation entre le dedans et le dehors pour une éventuelle relance au pays? Quels sont les types d'intérêts qui se protègent ainsi? puisque ce ne sont point ceux économiques, tout le monde devant gagner à voir libérer la croissance. Alors quoi?

Toutes les réponses sont à considérer, mais l'une d'elle se détache à voix basse partout, sans que personne n'ose la formuler publiquement: ne s'agirait-il pas de ne point trop ouvrir à la compétition les postes électifs des représentations? Cherche-t-on à éviter trop de compétitions, d'autant que le peuple aux urnes peut se révéler polissant? Je ne sais, si dans ce cas, les blocages ne viennent pas de considérations plus personnelles que patriotiques... mais cela y ressemble assez.

Quant aux Blancs sur cette question, certaines ambassades et leurs employés locaux, se sont fait les champions traditionnels de l'anti-

diaspora de manière quasi hystérique. Tout le monde le sait. Tout le monde les connaît. Le risque est alors grand de les voir financer les mouvances les plus réactionnaires qui distillent et entretiennent cette haine de la diaspora.

Mais, si jamais le pays arrivait à faire son choix d'être une totalité de l'ordre de quinze millions, tout le monde à bord telle que suggérée par la Carte maîtresse, il faudra tout simplement veiller à ce que ces poches de résistance finissent par entrer dans les rangs.

Cette Constitution s'applique à bloquer les rares pistes qui pourraient conduire à un peu de croissance, en étant un œuvre du 0,5 % qui ne tient compte que du 0,5 %, en condamnant tout à l'immobilisme, dont peut justement se satisfaire cette minorité lilliputienne. Mais pas les autres du 99,5 % !

Le prochain Hebdo poursuivra le questionnement, commencé ici, en quête de ce qui n'a pas encore été dit assez fort. Il prendra son envol à partir de la Loi Voltaire, tant il urge, dans ce débat, que chacun s'en imprègne. Très peu de personnes (moins d'une dizaine de textes dans le corpus), législateurs des deux assemblées et politiciens des partis compris, ne semblaient au courant, au début de mars 2008, de l'existence de la Loi Voltaire de 2002, de ses implications et de ses conséquences, par-devant les tribunaux notamment.

Addendum de peu de mots : la loi Voltaire de 2002

Votée à la Chambre des députés le mercredi 26 juin 2002, donnée au Sénat de la république le mardi 2 juillet 2002 et promulguée au Palais national le 1^{er} août 2002 pour les suites d'usage au Moniteur, journal officiel, toutes ces étapes légalement signées par deux douzaines de signatures autorisées, la Loi Voltaire de 2002, du nom du ministre proposeur au nom du ministère des Haïtiens vivant à l'étranger, est une pièce juridique majeure dans le débat actuel qui ne va pas manquer de faire rage, dès le compte à rebours vers 2011 engagé. Ici et maintenant, c'est le signal des primaires à la manière de chez nous, le viril laisser frapper, dans lequel tous les coups sont bons, pour disqualifier d'éventuels concurrents aux postes électifs convoités. Aussi je vois venir UN TEMPS DES TRIBUNAUX, pour bientôt. C'est systématiquement par devant les tribunaux que l'on va voir trancher ces nœuds gordiens constitutionnels, comme le prévoit la Constitution d'ailleurs.

LA CRISE ANNONCÉE EST HÉLAS ARRIVÉE...

Mais c'est aussi un mal pour un bien quand il faut changer son fusil d'épaule

C'est pour la sixième fois dans l'année, rendu ce jour à l'Hebdo 39, que j'interromps un bloc d'analyse, ici Constitution 2 et 3, que je décale après avoir donné le premier sur « Le péché originel », pour aborder en urgence une question d'actualité qui ne saurait souffrir d'attendre sagement son tour. La première fois, ce fut pour le 24 juillet 2007, au festival Konpa de Montréal; bal, festival, carnaval... nouveau marché culturel et classes moyennes étaient une clé majeure de compréhension de la conjoncture; le 6 février, face au carnaval de Port-au-Prince, il urgeait d'en théoriser la signification de convocation de classes moyennes; le 26 février, sur la vie chère, miracle, arbres miracles et Cour des miracles par lequel j'interrompais la série des cinq pièces sur les « Boules de l'État » pour dire que nous étions en train de jouer avec le feu depuis deux ans; et puis en reportage, sur Barack Obama et la question raciale, sa prestation du 18 mars à Philadelphie, époustouflante de pertinence du fond et de plastique de la forme d'un discours à traverser les temps. Et enfin ici, la sixième fois. Pour toute une année de turbulences haïtiennes ordinaires, on ne pourra pas dire que je me laisse facilement distraire par n'importe quoi. Ça a besoin d'être important en maudit pour que m'arrête! Ce qui est le cas ici.

422 manifestations contre la vie chère en 12 mois!

L'actualité a de ces impératifs, surtout quand cela fait longtemps qu'on leur dit que l'exaspération produite par la vie chère, passé un certain seuil, se traduit par des émeutes de la faim. Dans son rapport au Conseil de sécurité en date du mardi 26 mars 2008, donc à seulement deux semaines d'aujourd'hui, le secrétaire général des Nations Unies, à propos de la Mission pour la stabilisation

d'Haïti écrit (paragraphe 16, au point IV sur la sécurité): *Le nombre de manifestations dirigées contre le gouvernement pour protester essentiellement contre la vie chère a augmenté. La MINUSTAH a recensé 164 manifestations de ce type au cours des six mois se terminant en août 2007 et 258 durant les six mois qui ont suivi. On ne peut donc pas dire que les événements commencés aux Cayes la semaine passée sont une subite manifestation spontanée, localisée de surcroît, car le document prend soin de préciser dans la phrase suivante: ...bien qu'elles soient d'ampleur limitée, elles ont eu lieu dans un certain nombre de régions du pays.*

On peut croire volontiers le rapport d'il y a deux semaines de Ban Ki-Moon sur l'extension, à un certain nombre de régions au pays, des manifestations dirigées contre la vie chère, puisqu'il s'agit quand même de 422 cas documentés en 12 mois par les Blancs. Ce n'est pas rien!

La question qui vient immédiatement à l'esprit, le vôtre comme le mien, est « qu'est-ce qu'on fait si ça passe à une échelle différente? », parce que visiblement ça peut passer à plus sérieux, et qu'il est du devoir d'un gouvernement de prévoir le cas probable d'une généralisation des émeutes au pays entier. Y a-t-il un

plan spécifique pour faire face à ça? Je m'en réjouirais, avec vous et comme vous, si c'était le cas. Mais un doute m'assaille...

Ça grouille et magouille... mais sur fond d'un problème réel

C'est grave assez comme moment pour ne pas nous défilier devant aucun des aspects de la crise. Y a-t-il des pêcheurs en eaux troubles? Oui, sans doute, comme partout où il y a des eaux troubles à leur convenir. Et puis après? L'important me semble être ce qui trouble l'eau, et c'est bel et bien l'état de grangou qui s'est généralisé, faute d'un pouvoir d'achat.

Nous savons que nous entrons dans une crise totale capitale... mais nous n'avons aucune idée du comment et du quand nous nous en sortirons.

Autour de cette crise, des mouvances ondoyantes et diverses grouillent et magouillent actuellement... et je ne sais effectivement rien de ces dessous. Mais il me suffit de savoir qu'il y a, en vérité, une désespérance bien réelle d'un peuple souffrant. Et même si l'étincelle sur une barrique de poudre vient d'une main pyromane, c'est bien l'existence de la barrique de poudre le principal problème qui va conforter la crise dans sa pertinence sociale et économique de famine annoncée, dont la dernière remonte, si je me souviens bien, à l'année 1974, dans le Nord-Ouest.

L'arbre miracle persiste et signe : sur l'amplitude de ce qui s'en vient

Nous sommes au mois d'avril 2008, comme nous étions au mois d'avril 2006 quand la nouvelle saison des mangues nous avait donné les sérieux signes d'inquiétudes à avoir : consommation de mangues vertes et abattage de manguiers. Avril, c'est toujours et encore le coup d'envoi de la saison, mais dans cet avril de ces jours-ci, il faut rajouter une nouveauté pernicieuse, les prix entre deux et trois fois le prix habituel des mangues en début de saison, ce qui fait converger tous les fruits vers le marché de Port-au-Prince dans la quête de numéraire.

La métamorphose des mangues : de vivres elles passent à denrées

La soudure habituelle de cinq mois, assumée par les manguiers à l'échelle du pays dans le calendrier agricole, risque fort d'être perturbée. Les mangues, de vivres à bas prix, sont devenues des denrées à prix fort, donc des occasions de percevoir un peu du numéraire indispensable pour faire face aux autres besoins et autres produits, eux aussi en hausse. Pour ceux en misère et indigence, 94 %, en plein les mois qui s'en viennent, en plein l'été qui s'en vient, c'est la famine, car alors, même la mangue leur sera inaccessible !

Or, ces plus démunis, plus des trois quarts de la population totale du pays, sont en concentration dans le rural surtout. C'est l'arithmétique désespérante dont nous parlions la semaine dernière. Tous les glissements, qui s'opèrent actuellement, nous conduisent subrepticement, mais sûrement, au dernier palier de la crise : la famine, rurale d'abord, puis bidonvilloise.

Nouveau nom de la crise : famine Nouvelle cause de mortalité : la faim

On n'en a pas connu sur grande échelle depuis trente-quatre ans, 1974. Et voilà que son spectre menace, malgré les transferts, car il n'y a pas de

travail et pas assez d'argent. Ce ne sont plus des émeutes de la faim qu'il s'agit de craindre maintenant, ce qui était déjà passablement complexe, mais d'un tout autre phénomène nettement plus creusé, infiniment plus difficile à juguler, d'autant plus que la sollicitude internationale se mobilise dans ces cas de grandes catastrophes, et vous déverse dessus ses cargaisons, certes indispensables au jour le jour, mais reculant d'autant vos capacités de relance de votre production agricole.

Que retenir ? Trois choses

Prendre conscience que nous entrons dans une crise aux manches longues, qui va bien vite révéler sa nature outrancière de famine, en attendant tout le cortège humiliant de la charité des humanitaires de la famine, et le battage médiatique international à double tranchant.

Se convaincre que cette crise-là, contrairement aux autres ordinaires qui se suivent et se remplacent sans attendre, est cette fois d'une nature autrement plus complexe, et qu'elle ne se satisfera pas de demi-mesures et d'effets d'annonces, d'incantations et de proclamations.

Réaliser que le propre d'une crise extrême et nouvelle (comme jamais on n'en a eu à affronter, puisque 1974 était localisé et qu'ici c'est généralisé) est aussi de porter en germe des solutions radicales qui sortent des petits ajustements quotidiens... pour contraindre aux changements de fond, aux ruptures indispensables d'orientation.

Et puis après ?

Nous savons que nous entrons dans une crise totale capitale... mais nous n'avons aucune idée du comment et du quand nous nous en sortirons. Ni dans quel état. ①

Addendum de peu de mots : la dédicace aux étudiants

Faut vous dire que moi, j'avais cette semaine même rendez-vous avec quatre cents étudiants et étudiantes des Cayes et de toutes les communes avoisinantes, d'aussi loin que Vieux-Bourg d'Aquin, pour deux jours d'immersion de niveau propédeutique, avec pour matériel les photocopies qu'ils ont faites de tous les Hebdo à ce jour. Si je suis contraint à ne pouvoir honorer cette invitation de l'université des Cayes, vous conviendrez avec moi que je leur dois de parler de la crise en cours (c'est la première question qu'ils allaient me poser, je les connais !). Cet Hebdo de plus, à rajouter au cahier qu'ils s'étaient fait faire, en m'attendant, leur est dédié. C'est la moindre des choses en pareilles circonstances.

CONSTITUTION 2

Le préambule manqué

J e n'ai été que deux fois dans ma vie au Palais législatif.

La première fois en fin novembre 1986, l'année de la chute des Duvaliers, pour prononcer un discours, sur le rôle de la diaspora, par-devant le Conseil consultatif qui y siégeait alors comme assemblée, assistée d'une solide délégation de constituants. Je viens de revisionner cette vidéo du passé. Elle avait pas mal circulé au temps de ma prestation au Palais législatif, le 27 novembre 1986. Je constate que je plaçais contre le péché originel et pour que l'on ne rate pas le préambule dans la nouvelle Constitution à l'ordre du jour à ce moment-là. Rien n'y put faire.

La deuxième fois, en juin 2002, de passage à Livres en folies pour signer un dernier et terrible ouvrage de lodyans politiques (*Leurs jupons dépassent*), j'ai accompagné, le lendemain de la Fête-Dieu, un vendredi donc, le ministre Voltaire au Palais législatif pour le dépôt de sa loi qui m'avait paru habitée d'une charge subversive. Même si j'avais coupé depuis 1996 tous les liens d'emploi avec la mouvance politique lavalas (et jusqu'à aujourd'hui d'ailleurs, depuis douze ans), je gardais un œil attentif sur le dossier de la diaspora. La lecture du texte avait emporté mon adhésion.

Voilà pourquoi et comment, en deux fois, cette question de la prise en compte de tous les Haïtiens du dedans et du dehors, comme unique point de départ à notre portée, notre Carte maîtresse, notre carte d'atout... m'avait conduit dans ce haut lieu des lois.

Signification de la loi Voltaire

L'importance de cette loi, car de toutes les façons, c'est l'unique avancée concrète dans ce dossier depuis vingt ans, me paraît double dans la conjoncture actuelle. D'abord, dans le questionnement de la Constitution pour sa révision (mais il y aurait tellement trop à réviser, au dire des experts, que mieux vaudrait la changer) ou pour son remplacement (mais le mécanisme prévu à cet effet est, en fait, une fin de non-recevoir), il y a blocage. Un cul-de-sac constitutionnel. Dans ces conditions, et de façon toute pragmatique, la Loi Voltaire est un sentier de contournement du

noyau dur de la crise, en faisant certaines ouvertures aux Haïtiens d'origine.

Ensuite, pour quand finira par venir le temps de l'autre Constitution, car enfin, ce nœud gordien constitutionnel finira tôt ou tard par être tranché dans le sens du remplacement de la Constitution de 1987, puisqu'il est impossible et impensable qu'elle puisse encore tenir longtemps, les considérants de loi Voltaire qui prennent à contre-pied le péché originel de la Constitution de 1987, en plus d'atténuer une faute politique grave, sont les seules avancées légales actuelles, et peut-être le signe que face à la même impasse on fera plus attention la prochaine fois. Ce qui n'est pas du tout acquis. Les forces d'exclusion de la diaspora sont conséquentes au pays et disposent d'appuis d'ambassades et de communautés étrangères sur place.

Car, c'est quoi le péché originel de la Constitution de 1987, péché originel défini comme le préalable consubstantiellement le plus dommageable dès le point de départ? C'est de n'avoir pas intégré à sa conception que la Carte maîtresse symbolisait la nouvelle Haïti en mutation et en réalisation. Le repli dans l'enclos des 27 700 km² était anachronique et n'était porteur d'aucune espérance de temps nouveaux. Soulignons ici que cette Carte maîtresse, qui s'impose maintenant de plus en plus, date du début des années 1980 (1982) et qu'elle était déjà reproduite dans de nombreuses publications d'avant 1987, tellement cette nouvelle configuration du pays était évidente, si tant est qu'une sociologie, qu'une géographie, qu'une économie bougent et se métamorphosent.

Les enchaînements de l'argumentaire de la loi

Cette loi est assez courte, comme pièce juridique, pour que j'en reproduise des parties, au bénéfice de chaque personne, tant le débat constitutionnel en cours prendra de l'ampleur et s'annoncera important dans le compte à rebours vers 2011. Il faut pouvoir des fois juger sur pièce, et c'est l'unique pièce depuis 1987.

Le premier: l'apport à l'économie par l'aide aux parents. Ça joue officiellement dans les deux milliards actuellement (ce qui veut en fait dire

beaucoup plus, en tenant compte des voies occultes). Ces montants réels représentent pas loin de 50 % du roulement économique de la nation. C'est beaucoup, au point qu'aucun autre secteur économique, coopération comprise, ne puisse s'en approcher. *What next?* Semer ces transferts, leur inventer des cadres pour qu'ils soient un appel à d'autres investissements de la diaspora qui pourrait, sans doute, supporter quelques milliards de plus par année pour la production, en plus de ce qu'elle envoie actuellement pour la consommation, si... Si quoi? Si on les traite autrement, ma chère!

Le deuxième: les réalisations humanitaires et sociales dans les régions les plus reculées. L'invention du bénévolat massif est une création de classes moyennes à la retraite. L'offre est là. À la demande de s'organiser.

Le troisième: les contributions au patrimoine culturel haïtien et au rayonnement du pays dans le monde. Ce ne serait qu'un juste retour sur investissement, du pays qui leur a tout donné, si l'ampleur prise par le phénomène n'avait finalement conduit à la création de ces classes moyennes aux puissances d'attraction de la culture nationale; bals, festivals, carnivals. Vous vous souvenez de ces Hebdo?

Le quatrième: la pression historique au cours des décennies 1960, 1970 et 1980. C'est un phénomène de masse que ce million de personnes expatriées, se reproduisant en deux à trois mil-

lions en deuxième génération, et en six millions en troisième. Ce phénomène est non réductible à la somme des cas individuels. La question du passeport est, à cette échelle, à traiter comme une convenance collective.

Le cinquième: à leur retour ils ont été traités en étrangers, en Blancs. Sans commentaire.

Le sixième: En raison de leur qualité d'Haïtiens d'origine. Qualité inaltérable...

Ces considérants auraient dû faire partie des préambules de 1987, et cela avait été formellement demandé à la tribune du Palais législatif ce 27 novembre 1986.

Pourquoi donc notre insistance à mettre en relation Constitution et Diaspora? C'est tout simplement le point de départ par où tout commencer avec mesure et réalisme. *That is where the perfection begins*, dirait Barack Obama. Si on le rate, tout le reste foirera.

Alors réfléchissons; ce ne sont quand même pas les Haïtiens du dehors, échappés de cette arithmétique désespérante des 27 700 km², qui ont besoin pour vivre de la croissance en Haïti... Vrai ou faux?

Ne seraient-ce pas plutôt ces masses à bout de tout, à bout de souffle, à bout de patience qui sont prises en otage par une mouvance ultranationaliste pure et dure, qui cache mal ses vraies raisons toutes personnelles d'avoir peur de la diaspora? Vrai ou faux?

LES CONSIDÉRANTS DE LA LOI VOLTAIRE

Loi portant privilèges accordés aux Haïtiens d'origine jouissant d'une autre nationalité et à leurs descendants.

- Considérant l'apport considérable des Haïtiens d'outre-mer à l'économie nationale par l'aide régulière qu'ils fournissent à leurs parents vivant en Haïti, par leur participation et leur implication dans la réalisation d'œuvres à caractère humanitaire et social dans les régions les plus défavorisées du pays;
- Considérant leur importante contribution à l'enrichissement du patrimoine culturel national tant par l'exercice de leurs talents que par leurs créations littéraires et artistiques, rehaussant et valorisant ainsi le prestige et le rayonnement du pays à travers le monde;
- Considérant que c'est sous la pression de circonstances historiques particulières qu'un grand nombre d'Haïtiens vivant actuellement à l'étranger ont dû, au cours des décennies 1960, 1970 et 1980, fuir le pays et adopter, mal-

gré leur attachement au pays et à la nation, une nationalité étrangère, et qu'ils se trouvent, à leur retour, assujettis sans considération aucune, à l'obtention du Permis de Séjour exigé de tout étranger;

- Considérant qu'en raison de leur qualité d'Haïtiens d'origine, ils peuvent être, par privilège spécial, dispensés de l'accomplissement de certaines formalités et ne plus être assujettis à certaines astreintes, telle l'obligation qui leur est faite par l'Article 30 du Décret du 26 décembre 1978 sur l'Immigration et l'Émigration;

Sur proposition du ministre des Haïtiens vivant à l'étranger, après délibération en Conseil des ministres, le Pouvoir exécutif a proposé et le corps Législatif a voté la loi.

Donnée à la Chambre des Députés, le mercredi 26 juin 2002, An 199^e de l'Indépendance.

Donnée au Sénat de la République, le mardi 2 juillet 2002, An 199^e de l'Indépendance.

CONSTITUTION 3

Le sexe des anges

C'est sans doute par cet Hebdo que j'aurais dû commencer pour parler de la Constitution de 1987, afin d'expliquer mon choix, à contre-courant, d'aller plutôt vers les soubassements sur lesquels reposent les constitutions en général.

Ce sont d'abord, la capacité pour elles d'être adaptées à leur temps (sans anachronisme), et d'être introduites par une mise en situation de haute voltige (un préambule adéquat), et finalement d'être à la source d'institutions représentatives du mode d'habiter du peuple (une carte électorale pertinente).

J'ai donc inversé le mode d'exposition, en questionnant d'abord les bases de la Constitution (le péché originel) et sa vision d'elle-même (le préambule manqué), afin de consacrer les deux prochains Hebdos à la carte électorale telle qu'elle est véhiculée par la Constitution de 1987. J'ai bien hâte d'ailleurs de parler de carte électorale, car ce sera la première fois que je vais vraiment jouer avec vous au géographe que je suis aussi.

J'avais craint, qu'en commençant la série sur la Constitution par cet Hebdo d'aujourd'hui, dans l'ambiance actuelle, pour le moins de peu retenue... que ces remarques introductives, pour une classification des interventions et leur rangement en catégories, ne soit jugées de trop de méthode, de trop de sérénité, dans le *voye monte* dominant. Je me disais qu'en troisième position (Constitution 3) cet Hebdo passerait mieux.

Texte, contexte, prétexte

La totalité des critiques et commentaires du document constitutionnel de 1987 pourrait être classée en trois grandes familles de considérations, aux méthodes d'approches spécifiques. Il y a d'abord la saisie du document comme TEXTE de droit. On est généralement dans le domaine des internalités du document, les rapports entre ses différentes parties constitutives, et les intervenants parlent en connaisseurs des règles juridiques constitutionnelles.

Viennent ensuite les travaux sur le CONTEXTE du document, spécialités généralement touchant aux sciences politiques et à l'his-

toire des circonstances de production de ces constitutions et leurs modalités d'application. C'est le rapport du document à un environnement social et politique déterminé qui est ici l'objet d'étude.

Et enfin, le document comme PRÉTEXTE à l'affirmation de la primauté du Droit des personnes, primauté qui ne saurait être ni grugée ni infirmée par le droit du collectif. C'est le domaine des avocats et juristes pour lesquels le recours aux tribunaux est le mode de régulation.

Les principaux modes de critiques de la Constitution de 1987

Tôt ou tard, cinq à dix ans au plus, nous serons sous l'emprise de la 24^e Constitution, celle qui corsétera le mitan du Tricentenaire... et le temps aux affaires de la septième génération, née entre 1960 et 1975. Car, à trop verrouiller toutes les possibilités d'amendement, de révision, de changement... un tel cadenas finit par se retourner contre le document. La seule inconnue de ce dossier pour moi est le moment et la manière dont la 23^e de 1987 va se faire mettre au rancart.

Il ne faudrait quand même pas aussi rater la 24^e, dont le plus grand risque serait, encore une fois, de n'être pas en adéquation avec cette nouvelle Haïti du Tricentenaire en construction et surtout ne pas tenir compte de l'enseignement des trois courants d'expertises à s'être exprimés, avec à propos, sur la 23^e.

Les constitutionnalistes et le document comme texte

Tout d'abord, il y a nos constitutionnalistes à avoir justement signalés ce que sont les éléments constitutifs d'une Constitution; et les encadrements spécialisés minimums d'une assemblée constituante, dont un secrétariat technique adéquat, s'agissant d'un construit connu et reconnu pour relever d'une haute technicité; et d'une instance pour entendre des interprétations futures... En somme, une Constitution, ça prend un savoir-faire technique et des appareils ad hoc avant, pendant et après pour couler les choix faits dans des moules et contenants idoines, maintenir le niveau

d'écriture hors toutes les ambiguïtés et approximations, assurer la ventilation nécessaire aux amendements futurs, aux interprétations, aux révisions, etc.

S'il ne fallait citer qu'une contribution de ce courant critique de droit constitutionnel, ce serait le *Plaidoyer pour une nouvelle Constitution* de M^{me} Mirlande H. Manigat qui, dès 1995, avait convaincu de la justesse de son titre, l'urgence, voilà une douzaine d'années déjà, d'une toute nouvelle et autre Charte fondamentale, tellement il y en aurait à réviser dans celle 1987, qu'on n'en finirait pas, disait-elle justement.

De la science politique au journalisme politique... le document comme contexte

C'est la saisie du régime politique abordé comme résultante des luttes de pouvoir en cours. C'est la Constitution replacée dans son contexte politique; une somme d'intérêts des factions dominantes (lilliputiennes dans notre cas) qui veillent chacune à protéger ses propres affaires, tout en surveillant tout ce qui pourrait éventuellement devenir une menace. Œuvre des élites pour les élites, avec en plus, dans celle-là de 1987, comme dans toutes celles qui l'ont précédée, les finasseries constitutionnelles qui n'ont jamais empêché aucune de nos Constitutions d'être violée, pas plus d'être à l'abri du désir (à chaque fois que cela a été possible) de toute-puissance des présidents successifs, dont le fantasme par excellence n'a pas changé depuis deux siècles: le pouvoir à vie et le droit de nommer son successeur! Et ce ne sont pas les deux présidents-héritiers du dernier demi-siècle qui me contrediront...

S'il ne fallait, là aussi, ne citer qu'un seul auteur de cette manière d'analyse, il faudrait retenir d'abord le souffle de marathonien de Claude Moise sur la quotidienneté des luttes de pouvoir dans leurs rapports aux Constitutions.

Les avocats et juristes, du Droit et des Lois... le document comme prétexte

C'est le troisième courant professionnel, celui qui a actuellement le plus de vent dans les voiles, en ce que beaucoup d'avocats et de juristes commencent à questionner publiquement (M^e Gousse, M^e Madistin, M^e...) les frictions entre le droit de la collectivité et les libertés individuelles dans la Constitution et les préjudices subis du fait de trop nombreuses contradictions, imperfections, omissions, etc. L'on sent bien que les recours aux tribunaux se préparent systématiquement pour entendre du Droit et des Lois. La disqualification de candidatures en 2011 autour des notions de

renoncement à la nationalité et de double nationalité... vont se retrouver devant les tribunaux et faire l'objet de contestations d'un document, tellement mal ficelé du point de vue juridique que c'en est une peine. Et c'est vrai que la prééminence du Droit et de la Loi dans une société ne saurait s'accommoder de cet amateurisme de 1987.

De ce courant juridique sur la nationalité et la citoyenneté, pointons le dernier opusculé de M^e Théodore Achille à Livre en folie de 2007 à Port-au-Prince, *Les Haïtiens et la double nationalité*, dont la maquette provocante de la couverture était un étalement de multiples passeports des lieux de vie de nos communautés haïtiennes dans le monde. Et puis quelques pièces d'importance qui circulent d'abondance sur le web, une sortie remarquée de M^e Christian Alcindor jr, la constance critique de M^e Gardère, etc. À vos toges, les plaideurs, votre temps est arrivé!

Le sexe des anges

Je crains, à lire le trop plein de textes sur la question constitutionnelle, que nous ne soyons cependant dans une bulle byzantine du type des années 1970, quand nous nous éternisions dans la querelle des préfixes, semi, néo, quasi, pseudo... sur le féodalisme, le semi-féodalisme, le néo-féodalisme, le capitalisme, le semi-capitalisme... complètement décollée du réel autour, assez pour qu'André Corten écrive en 1974 de nos débats: «Jusqu'à présent, les discussions théoriques ne se sont pas trop embarrassées des données empiriques, sinon à titre de légitimation magico-scientifique. Il s'ensuit une certaine stagnation dans la discussion qui oppose depuis un certain temps les mêmes thèses avec des variantes plus ou moins sophistiquées... Ce débat fait penser aux grandes polémiques philosophiques du Moyen Âge.» Et puis, les travaux scientifiques de terrain sur le rural et l'agrarier, les reproblématisations et théorisations nouvelles de l'espace haïtien ont doucement mis une sourdine aux déraillages idéologiques de la décennie 1960.

Tout a été dit de cette Constitution 1987. Presque tout. Continuer s'apparenterait aux débats sur le sexe des anges, et sa variante, non moins délirante, du nombre d'anges à pouvoir tenir sur une tête d'épingle, car à Bizance autrefois, comme en Haïti aujourd'hui...

Au président de se brancher

Le temps et la manière de la décision politique sur la Constitution de 1987 sont arrivés. Cela prendra le temps qu'il faudra, mais ce sera toujours au président de se brancher d'abord et ensuite à des instances ad hoc de livrer la marchandise.

REPENSAIR LA CARTE ÉLECTORALE 1

De la section rurale comme forme résiduelle du cycle Vivres et Denrées

Les fondements sur lesquels repose explicitement une Constitution, comme celle de 1987, relèvent aussi de la rencontre entre géographie et Constitution. Là encore, il s'agira pour nous de montrer le grand écart entre la conception passéiste que s'est faite la Constitution de 1987 de notre espace national et la réalité contemporaine du phénomène ; ceci ajoutant évidemment de l'eau au moulin du « Pêché originel » d'anachronisme et du « Préambule manquant » et du syndrome « Sexe des anges » des débats. Mon propos reste le même dans sa perspective, ne pas redire ce qui l'a déjà été, mais de fouiller profond les soubassements constitutionnels pour y déceler ce qui mérite d'être identifié et exploré, autant pour expliquer les vices de fabrication de la 23^e, que pour assurer à la 24^e le plus de pertinence possible. Enfin, souhaitons-le-nous, je crois le temps venu de redessiner la Carte électorale, mais pas sans avoir pris tout le temps nécessaire à son recadrage théorique.

Il y a certes la conjoncture difficile d'émeutes de la faim que nous traversons, mais cela fait deux ans que nous parlons de la situation grosse de cet aboutissement que les décideurs n'ont pas cherché à éviter, en réagissant quand il en était encore temps. Tout cela est d'autant plus malheureux que le noyau ultralibéral, responsable de l'immobilisme face à cette débâcle annoncée, croit y voir une opportunité de reprise de la production agricole. Mais où la terre ? les eaux ? les intrants ? les agents ? les savoir-faire... de cette reprise ? En cela, ils ont tout faux ! Aucune des conditions rurales nécessaires à une reprise de la production n'existe, hormis la vie chère, de plus en plus chère, qui à elle seule ne fait qu'aggraver les autres conditions.

Les sections rurales au temps du cycle des Vivres et Denrées

La section rurale aura connu quelque 150 ans de vie utile. Inventée pour les besoins du caporalisme agraire mis en place au début du XIX^e siècle, c'est dans le code rural du 6 mai 1826 qu'on

l'intronise, et sa durée de vie de cycle économique des VIVRES ET DENRÉES se termine dans le Moniteur du 7 octobre 1976, avec la loi de subdivision du territoire. Entre 1826 et 1976, cent cinquante ans pile, c'est facile à retenir dans un manuel comme le temps d'un cycle économique majeur et d'une organisation sociale donnée, mais évidemment le début abrupte de 1836 est à reculer un peu et la fin de 1976 s'est éternisée à se dégrader lentement.

Le cycle des Vivres et Denrées

Le roulement économique de la Nation a été, jusqu'en fin de la décennie 1970, sur le dos de la paysannerie qui produisait les vivres de consommation locale et les denrées d'exportation, comme le café, sur lequel l'État et les intermédiaires de la Haute prélevaient bien plus de 50 % de la valeur. Ce système a tenu longtemps, en maintenant bas le prix des vivres pour que reste bas le prix des denrées. Puis, après implosion de la paysannerie à bout de sa capacité à se reproduire, le système a fait place à un autre cycle économique dans lequel la diaspora joue actuellement le rôle de vache à lait que jouait la paysannerie autrefois. C'est le cycle des Transferts.

La grande question actuelle, le pari et le défi, est de sortir du cycle des Transferts, en les utilisant au mieux pour passer de la consommation à la production, afin d'induire un autre cycle de productions locales... modernisation qui n'aura strictement rien à voir avec l'organisation de l'Ancien Temps des vivres et denrées.

Une constante de population a rythmé la création continue des sections rurales, qui sont dix fois plus nombreuses que les paroisses coloniales, quand la population s'est elle aussi multipliée par dix... Globalement, un passage de l'ordre de 50 à 500, des paroisses aux sections, du demi-million à cinq millions pour la population. Ce multiplicateur constant par 10 est un indice de description intéressant du découpage territorial... mais, par-delà la description, quelle était l'exacte signification de la section rurale au temps du

cycle des Vivres et Denrées? À quoi correspond maintenant cette maille aux six cents sections dans une économie et une société qui ne sont plus celles pour lesquelles elle y a été créé? Comment 1987 peut-il prétendre construire l'avenir à partir d'un découpage inopérational, obsolète?

La section rurale en théorie

À observer le graphique que nous reproduisons de l'Atlas critique d'Haïti de 1982, la section rurale a été la charnière entre deux univers différents et c'est par la section rurale que passait le clivage des divisions de la société. Elle est à la fois la fin d'une hiérarchie administrative et le sommet hiérarchique des institutions de la paysannerie. La section rurale est le fléau de balance, portant d'une part les subdivisions visibilisées auxquelles nous sommes habitués (département, arrondissement, commune) et d'autre part les subdivisions invisibilisées du monde rural (bourgs-jardins, marchés, circuits de commercialisation) auxquelles nous ne sommes pas habitués. Une section rurale n'est pas une division de même nature que la commune, elle ne participe pas du même univers, et parler de section communale, parce que traumatisé par six générations d'exploitations rurales féroces, en bannissant le terme, ne se justifie pas. Car, ce ne sont pas des sections communales que les sections rurales.

Lire le graphique

En ce temps-là des Vivres et Denrées, deux anneaux s'entrecroisaient en délimitant des champs respectifs de contrôle. La partie supérieure, en plein, comprenant les découpages verticaux de la hiérarchie des départements, arrondissements, communes et la partie inférieure, en teinte claire, les phénomènes horizontaux de localités, carrefours et liaisons du monde rural. Les sections rurales, en position centrale, participaient des deux systèmes en pompant la paysannerie pour alimenter les circuits des prélèvements des denrées. C'était le verrou mis sur la paysannerie pour en empêcher tous les débordements.

Vous êtes-vous d'ailleurs demandé pourquoi le contrôle policier féroce, au ratio de 1 adjoint

du chef de section par cent habitants, nécessaire autrefois pour maintenir l'ordre d'exploitation des Vivres et Denrées, a fait place à plus rien du tout, une fois qu'il n'y avait plus rien à extorquer? Et que tout va relativement bien, sans police, en autorégulation des campagnes?

Une nouvelle carte électorale

Ce n'est de toutes les façons pas sur la section rurale (dans cette conception issue de la géographie scolaire énumérative des années 1950)... que l'on peut faire reposer tout le complexe échafaudage élaboré des collectivités territoriales dans la Constitution de 1987. Cela ne marche toujours pas depuis 20 ans, et pour cause! Et on n'y arrivera pas dans 20 autres années, car cela ne correspond plus à rien, une mutation s'étant produite. D'ailleurs, tout l'arbre terminologique d'espace de la Constitution, décentralisation, déconcentration, régionalisation... seraient aussi à questionner en théorie et... ne passerait pas, pas plus que section communale n'a passé l'épreuve de l'opérationnalisation.

Il y a très clairement une nouvelle carte de la maille qu'il urge de produire. Il serait prévoyant d'y voir dès maintenant, avant la constituante de la 24^e qui en aura grand besoin... ⓘ

REPENSAIR LA CARTE ÉLECTORALE 2

Les quatre dimensions principales du nouvel espace haïtien actuel

La géographie moderne, qui se constitue à partir du milieu du XIX^e siècle, a pris corps à partir de deux dimensions principales que sont l'urbain et le rural. Les approfondissements de chacune de ces dimensions (et toutes les articulations possibles entre les deux termes, comme la régionalisation, qui n'est autre qu'un mode d'agencement de l'urbain et du rural) vont occuper le premier siècle jusque vers 1950. Puis, la discipline va se scinder en deux manières d'être, pays développés et pays sous-développés, pour répondre aux transformations du monde qui est son objet.

L'espace à une dimension

Dans les pays d'économies avancées, l'espace géographique tend de plus en plus vers une seule dimension : l'urbain. Non seulement la population agricole s'est considérablement réduite, par industrialisation de sa production, à des proportions congrues de moins de 5 % des actifs, mais encore, cette nouvelle vie des fermiers est de plus en plus d'urbanités. Le rural est, à toutes fin pratiques, phagocité par l'urbanisation dont les caractéristiques se répandent à la grandeur de ces pays, comme le Canada et les États Unis.

L'espace à trois dimensions

Dans les pays sous-développés, à l'inverse de la géographie des centres qui passe de deux à une dimension, on passe des deux dimensions traditionnelles urbaine et rurale à trois dimensions, en devant inclure le nouvel espace des bidonvilles, les cités, comme une construction autonome du rural et de l'urbain.

Donc, autant la géographie en pays développés s'inscrit dans la compétition des études urbaines sous toutes ses formes, autant la géographie en pays sous-développés doit se coller en plus à sa troisième dimension qui, comme dans notre cas haïtien, est de loin la plus importante de notre avenir dans le XXI^e siècle. Dans les dix années à venir, le Port-au-Prince de 5 millions d'habitants sera composé de 4,5 millions d'habitants dans les cités.

L'espace à quatre dimensions

Rajoutons maintenant ce qu'il faut entendre par la quatrième dimension de l'espace géographique haïtien, la dizaine de ses communautés diasporiques, d'importance suffisante pour représenter tout ce que nous avons dit d'économie des transferts et de sociologie des classes moyennes, pour que leur intégration à l'ensemble haïtien ne fasse aucun doute.

S'il fallait réécrire l'Espace haïtien

Convenons maintenant, que s'il fallait réécrire le nouvel espace haïtien actuel, il nous faudrait un manuel qui nous dise cette contribution du cas haïtien à la théorie générale du géographique, un espace à quatre dimensions distinctes, en articulation les unes avec les autres. Une grande nouveauté tout de même que cette évolution de notre géographie. Cette combinatoire à quatre éléments, aux agencements un à un, un à deux, deux par deux, un à trois... est d'une époustouflante richesse analytique pour le réel haïtien. Disons par exemple une de ces mises en relation : diaspora (mais ce sont dix cas différents !) versus cités, diaspora versus cités et rural, diaspora et cités versus urbain et rural ; diaspora versus urbain, rural et cités...

S'il est souhaitable que ce nouveau manuel soit écrit, la démesure de ce que cela implique, en terme de typologie des communautés diasporiques et des innombrables cités... commande d'énormes moyens de recherche.

Transposons à la politique

Nous y voilà. La carte électorale traditionnelle est globalement un rapport entre un certain nombre d'habitants et un territoire donné, découpé en communes de représentation des députés ; tandis que le sénat est à base départementale. On était ainsi député du peuple et sénateur de la république, au temps de l'espace à deux dimensions de l'urbain et du rural, et le rapport superficie et population allouait à chaque élu une base comparable à celle des autres. Mais ce temps n'est plus, cités et communautés en diaspora concentrent deux segments importants de notre population, autant par le nombre que par le rôle joué. Qu'advient-il alors quand l'espace antérieur se reconfigure à quatre dimensions dans ses métamorphose successives ?

1. Tout d'abord, et c'est là un premier problème à trancher, la représentation, ou la non représentation, aux deux chambres, des représentants des communautés en diaspora. Faut-il des députés et des sénateurs en proportion de chacune des composantes de l'espace haïtien ? La réponse la plus collée au réel, tel qu'il se développe, va dans le sens de députés et sénateurs représentants des diasporas, si la 24^e prend en compte la nouvelle Haïti.

2. Le rapport population et territoire, qui était assez uniforme dans le passé, s'est complexifié considérablement. L'entassement des densités de populations dans les cités, à hauteur de 50 000 habitants au kilomètre carré, n'est pas compara-

ble au tissu lâche de la dissémination des habitats dans le rural à 216 habitants au kilomètre carré en moyenne nationale. À presque quinze millions d'Haïtiens dans le monde, la nouvelle carte électorale a besoin d'être repensée. Comment découpe-t-on dans ces tissus des cités et des communautés, des villes et des campagnes... pour que la représentation de leur quatre députés, venant chacun d'une de ces dimensions principales, soit équivalente, mais non identique ? L'on voit immédiatement l'énorme travail de critérisation à opérer pour aboutir à une carte électorale qui rende justice aux quatre dimensions principales de l'espace haïtien.

Addendum de peu de mots :

retour réclamé sur la Constitution de 1987

Il est clair que le péché originel de la Constitution de 1987 a été son anachronisme, ce qui n'aurait jamais dû être. Elle a été construite pour une Haïti d'autrefois, morte de sa belle mort, alors qu'une autre Haïti, vivante, se cherchait des moyens pour évoluer, que la Constitution de 1987 lui a refusé. Rappelez-vous l'autre péché originel, exactement deux cents ans avant, de la Constitution états-unienne de 1787, dont nous avons parlé, We the people, qui avait troqué la prolongation de l'esclavage contre l'Indépendance et l'Union des treize colonies perçues comme plus urgente et prioritaire. Ensuite, ils ont mis 78 ans, et une guerre civile, pour gommer ce péché originel dans le XIII^e amendement de 1865 mettant fin à l'esclavage.

Le message est clair : ce n'est pas tant le péché originel d'une conjoncture donnée qui fait problème, mais le gel, le cadenas, le verrouillage, à toutes fins pratiques, de toutes les possibilités d'amendements de la 1987. Cette rigidité condamne la 23^e à laisser place à une 24^e, à la naissance de laquelle il faudra d'ailleurs veiller attentivement ; Se mèt kò ki veye kò !

Ce péché originel n'avait rien de surprenant... dans l'ambiance de l'époque. Dans l'alliance du politique au scientifique, le scientifique avait une fois de plus pris le bord !

Ensuite, mais découlant directement de ce premier manque, aura été le vide du préambule de la Constitution comme pièce de résistance. C'est que le préambule d'une Constitution en est LA pièce maîtresse qui, ici, devait prendre en charge le nouveau pays, avec son nouvel agencement, dans un texte au grand souffle, comme le sont les préambules de constitutions à un tournant, à l'exemple de la 1805 d'après l'indépendance. Il a été complètement raté dans ce cas, alors que son importance à l'époque avait été signalée et défendue.

Cela a été un honneur de vous tenir chronique

Je me souviens de la toute première chronique, celle du 10 juillet 2007, que j'avais simplement intitulée « Notre premier rendez-vous », un peu inquiet tout de même de la manière dont tout cela allait se dérouler, entre le premier et le quarante-cinquième Hebdo de l'année 2007-2008, celui de mardi prochain 20 mai 2008. Ouf ! La marchandise a été livrée, mais j'ai eu ma part d'« examinations », ce beau néologisme local pour quand on devient habité par un questionnement. Vous dire qu'il y a eu un décalage entre ce que je prévoyais de la démarche et ce qu'elle a été finalement, ne vous apprendrait rien ; vous vous en doutiez.

Quand je suis arrivé au *Nouvelliste* pour tenir chronique, je savais que je me situais à la croisée de quatre traditions différentes de chroniques, celle du journal lui-même, celle des fins de carrière universitaire, celle de notre culture profonde d'Amérique, et enfin celle des types actuels de chroniques. J'allais devoir les fusionner dans une coulée unique, à coup d'Hebdos chaque mardi soir, ce qui me fit écrire en cours de route, complètement absorbé par ce rythme hebdomadaire, j'hebdoise à forte dose !

L'avant-dernière page du Doyen

La première tradition était donc celle du Doyen comme on dit, *Le Nouvelliste* devenu une institution du paysage haïtien par sa longévité de 110 ans. Tout au long de chacune des époques qui rythment les âges du journal, des collaborateurs aux noms marquants, issus des mouvances intellectuelles et politiques ont, tour à tour, tenu chroniques comme on porte un relais, un flambeau. Il y a sur le site du *Nouvelliste* un article intitulé « *Le Nouvelliste* au fil des ans », dans lequel ont souligné la succession de noms à y avoir collaboré depuis les origines ; c'est un florilège du XX^e siècle, de Oswald Durand à Étienne Charlier, de Frédéric Duvignaud à Carlo Désinor, de Léon Laleau à Jacques Roumain, de Lucien Montas à Jules Blanchet, d'Aubelin Jolicœur à Laurore Saint-Juste, jusqu'à Frantz Duval & C^{ie}... pendant que les Chauvet déclinaient les prénoms, de père en fils en petit-fils et arrière-petit-fils, de Henri à

Ernst Georges, à Pierre père et Max père, et puis Pierre fils et Max fils de la quatrième génération actuellement aux commandes... Passer par *Le Nouvelliste* m'avait toujours paru comme un accomplissement obligé, à la suite de ces aînés, pour quand je serais assez aîné pour tenir chronique. Quand cela a été pour moi le temps d'y faire mon tour, Max Chauvet et Frantz Duval sont venus me le dire. La suite est l'histoire en cours.

Le lutrin et la propédeutique

La deuxième tradition était celle académique. Quand on a passé de quatre à cinq décennies à n'approfondir parfois qu'un seul sujet, la question haïtienne, et n'avoir publié que sur les différentes facettes de cet unique objet, Haïti, on s'en va, devenant vieil homme, vers des Académies, des Collèges, des Conseils dans lesquels les sociétés regroupent généralement les personnes porteuses de ces accumulations, pour les voir transmettre leur savoir, savoir-faire, savoir-dire, savoir-être, etc. Rien de cela chez nous. Ce sont pour le moment les journaux qui en tiennent lieu. Il m'a semblé que la chronique de cette année jouait ce rôle pour moi, je m'y suis senti devant un lutrin, en prestations hebdomadaires, pour lesquelles j'ai choisi la vulgarisation de niveau propédeutique : tous les diplômés des baccalauréats à l'entrée des universités devraient pouvoir approfondir, maîtriser et franchir cette barre de culture générale sur la conjoncture haïtienne que sont les Hebdo 2007-2008. Ce devrait être, en matière de culture générale, le niveau requis et l'uniformisation requise en propédeutique.

Notre culture profonde d'Amérique

Et puis la troisième tradition de chronique dont je me réclamaux était celle fichée au plus profond de notre culture, dans un joyeux mélange de tout, science, littérature, politique, tous les morceaux mêlés. J'avais découvert les Chroniques américaines voilà plus de quarante ans, 1965-1966, pour les besoins de ma dissertation doctorale. Et depuis lors je ne me suis jamais fatigué de les fréquenter, à l'écoute des originalités régionales dont elles témoignent, de bas en haut du continent

américain, tout au long des trois cents ans qu'a duré leur règne sans partage. Nos dinosaures ! Je tiens le *De Orbe Novo* de Pierre Martyre d'Anghiera comme le plus grand chef-d'œuvre au tout début de ce genre et la *Description* de Saint-Domingue de Moreau de Saint-Méry comme le dernier chef-d'œuvre de la toute fin de ce temps. Le premier raconte Hispaniola, nom de baptême chrétien d'Ayiti, et le dernier raconte Saint-Domingue à la veille de sa métamorphose en Haïti. Entre ces deux chefs-d'œuvre de chroniques, trois siècles de chroniques, nos racines.

Les types actuels de chroniques

Vous vous souvenez sans doute de l'Hebdo *Mes chroniqueurs préférés* ? C'était le 12^e, en date du

mardi 25 septembre 2007. Il introduisait aux complexités et subtilités de cette démarche de tenir chronique dans les temps modernes, en vous offrant cinq profils différents de chroniqueurs contemporains, très lus, par des Haïtiens notamment, et l'invite faite à vous d'esquisser de moi un profil propre à vous... afin de faciliter nos échanges, pour qu'ils deviennent féconds et pertinents. Attitude critique salutaire pour chaque lecteur et chaque lectrice ! N'est-ce pas ?

Vous tenir chronique à mon tour à été un privilège et un honneur, un défi et un pari, continuellement sous la haute influence de ces quatre courants qui confluaient en moi, à votre intention, pour votre attention. ☺

LE GENRE DE TOUS LES GENRES

Je m'étais fait demander, pour les 500 ans de 1492, d'écrire une phrase de 500 mots, en hommage aux envolées des chroniques américaines.

Au commencement est donc la Chronique américaine qui va s'épanouir durant les trois siècles coloniaux, des débuts du XVI^e siècle à la fin du XVIII^e siècle en prenant un vigoureux départ à propos d'Ayiti, avec les noms de Colomb, Vespucci, Anghiera, Pane, Morales, Chanca, Oviedo, Las Casas... comme genre de tous les genres auquel tout faire remonter tel à une source unique, du roman touffu et verdoyant qui prendra la suite en ce XX^e siècle aux Amériques, au lyrisme contenu de l'académisme latino actuel, joyeux mélange de tout, de la faune à la flore, de l'histoire à la géographie, œuvre de création littéraire et œuvre scientifique tout à la fois, de sciences naturelles et de sciences humaines, débordant les modèles théoriques froids par le sensible à chaud, magique et merveilleux, digressant et zigzaguant en chemin pour tout arpenter et ne rien omettre, prenant à témoin le lecteur en l'incorporant dans le récit, toujours à distance des modes, flamboyant de personnages haut en couleur, loin de la récitation compassée du chapelet des misères, très loin du saucissonnage qui attribuera à partir du XIX^e siècle à chaque mot une place en Faculté, alors qu'avant tout était bienvenu pour dire l'alpha et l'oméga, irruption en ouverture de ce cycle du *De Orbe Novo* de Pierre d'Anghiera, vraie grande œuvre de cette *Découverte* campée sur un imaginaire européen confronté à ces Indiens, à ces Autres, si différents qu'on les accusera de suicides collectifs, rien que pour embêter

le chrétien dans son œuvre civilisatrice, éruption pendant les trois cents ans d'une verve romanesque qui détourne l'interdit de fiction aux Amériques par l'Inquisition, pour faire quand même place aux rêves et aux mirages des aventuriers des Indes, flibustiers et engagés, pirates et corsaires, gens d'église et gens d'argent, colonisateurs tous, colons certains... et puis, et puis la dernière chronique américaine qui clôt ce cycle tellement fécond d'écritures de haut en bas de ce Nouveau Monde, le quatrième et dernier monde, La *Description* indépassable indépassée de Saint-Domingue par Moreau de Saint Méry, précisément la *Description topographique, physique, civile, politique et historique de la Partie Française de L'Isle Saint Domingue avec des observations générales sur la population, sur le caractère et les mœurs des divers Habitants, sur son climat, la culture, les productions, son administration, etc. etc. accompagnées des détails les plus propres à faire connaître l'état de cette Colonie à l'époque du 18 octobre 1789, et d'une nouvelle carte de la totalité de l'isle par Médéric Louis Elie Moreau de Saint-Méry*, champion toutes catégories et en toutes langues de ce genre de la Chronique américaine, Grand Blanc qui s'active sereinement aux détails d'un règne qu'il croit encore de mille ans en 1789, ses nuits studieuses rythmées par la kalinda des tambours qui rassemblaient les esclaves pour le dernier assaut de la citadelle coloniale, pour la mise au monde d'un nouveau monde, Haïti, quand lui il croit encore entendre la sempiternelle cadence de la convocation des esclaves aux champs, sa seule erreur, fatale et sublime à la fois, celle de ne pas savoir la langue des tam-tams.

Chronique d'une espérance 2007-2008

C a y est, je me rends; on en fait un livre, pris que je suis entre des demandes directes et des allusions indirectes, en plus de quelques incitations et insinuations comme si cela allait de soi. Il y aura donc un livre des 45 Hebdos de l'année 2007-2008... et surtout cinq balises inédites pour situer cet ensemble de l'année et introduire aux multiples niveaux possibles de sa lecture.

La somme des petits détails à mettre au point, pour arriver à sortir un livre, a été finalement surmonté cette fin de semaine. Le livre paraît en édition de tête, la première, dans le sillage des festivités entourant Livres en folie, le quatorzième de la série, ce jeudi 22 mai.

Nous avons vu la semaine dernière que vous tenir chronique n'avait rien d'un coup de tête, d'un geste spontané, mais que c'était plutôt une démarche inscrite dans quatre traditions qui confluaient en chroniques à un moment précis de mon trajet, ici et maintenant. Il n'est donc pas étonnant non plus que cette démarche songée réponde à un titre lui aussi très précis: La chronique d'une espérance. De nommer ainsi la traversée de la première année de chroniques fait sens, en ce que ce titre dit bien la posture qui a été la mienne tout au long: traquer, gratter, farfouiller... dans n'importe quel thème ce que l'on pouvait trouver de sédiments et de pistes pour l'*autre Haïti possible*.

Pessimisme de l'intelligence Optimisme de la volonté

En présence d'une situation comme la nôtre, l'intelligence ne peut être que pessimiste; c'est qu'il n'y a que de faibles probabilités de voir réunies les conditions d'émergence de L'autre Haïti possible. Mais, ce n'est pas une raison pour ne pas chercher la voie pour atteindre à L'autre Haïti possible (et ça, c'est de l'optimisme de la volonté, croyez-moi!)

C'est à Antonio Gramsci que nous devons cette belle formule, *Pessimisme de l'intelligence Optimisme de la volonté*, qui colle bien à ce qu'ont été les deux béquilles de ma traversée de l'année 2007-2008. Je prenais appui tour à tour sur l'un ou l'autre. Si rien ne pouvait m'arrêter dans ma quête, je ne me suis cependant jamais fait d'illu-

CINQ BALISES...

Le fil conducteur politique

Pour aller droit sur ce qui peut immédiatement faire la différence dans le champ étudié.

La grille de lecture scientifique

Pour l'interprétation la plus juste possible des données significatives de la dynamique en cours.

Le niveau propédeutique

Pour définir le niveau de culture générale sur la conjoncture haïtienne à l'entrée des universités

Le nouveau paradigme

Par l'accès au schéma actuel d'agencement des éléments constitutifs de la nouvelle réalité.

Le nouvel aggiornamento

Par l'identification des meilleures voies pour les mises à jour et la modernisation.

sions sur la mise en application des ruptures que cela impliquait. Et comme je joue à ce petit jeu depuis plus de quarante ans, commencé avec la préparation de ma thèse doctorale dont la soutenance est vieille dans sa quarantième année justement, 1969-2009, et L'Espace haïtien, lui, dans sa trente-quatrième année depuis ce temps de 1974... ce n'est pas maintenant que je vais m'arrêter, sous prétexte que cela n'aurait jamais servi à rien, ou si peu que rien. Et si ce livre des Hebdos de cette année devait ne provoquer aucun ajustement, ma foi, je le ferais quand même, pour que l'on sache que ce n'est pas tant la lumière au bout du tunnel qui nous a fait défaut, mais plutôt le bout du tunnel lui-même qui se dérobe à nous, Haïtien, depuis trop longtemps.

L'autre Haïti possible

J'ai cherché, tout au long des Hebdos, en 2007-2008, L'autre Haïti possible, et je crois avoir trouvé comment la trouver.

Si à près de cinquante ans de vie académique, je n'aboutissais à aucune proposition à vous faire

pour discussions, ce serait à désespérer du métier d'intellectuel en politique et du travail de reproblématisation qui le caractérise. Quoi faire? Comment faire?... Quelles sont les principales caractéristiques de cette alternative, et les voies et moyens de sa réalisation? On sait concrètement y répondre maintenant, surtout après cette plongée profonde, mais il y a un préalable, c'est ce fameux choix de société qui implique une rupture radicale d'avec nos façons habituelles. C'est ICI que le combat et le débat doivent prendre place, puisque c'est une volonté politique qui en est la condition de réalisation.

Voilà pourquoi j'accepte d'ailleurs de faire ce livre des Hebdo, c'est pour pointer du doigt L'autre Haïti possible, les démonstrations de l'année à l'appui, en renvoyant les Hebdo en écho les uns aux autres, puisqu'ils sont tous reliés bien évidemment les uns aux autres. Ils sont ainsi tous unis dans la preuve d'une autre Haïti possible, pour être tous nés du même questionnement. Quel questionnement?

Où en sommes-nous?

En ce début du Tricentenaire commencé en 2005, pratiquement tous les paramètres de la société haïtienne ont subi de très profonds changements au point qu'Haïti aborde le XXI^e siècle avec des contraintes et des possibilités absolument neuves. Identifier les nouvelles composantes de la question haïtienne est une urgence à laquelle

s'applique ce livre. Savoir en quoi consiste le nouveau modèle haïtien est une exigence pour chacun et chacune de nous.

Quel espoir?

La nouvelle donne haïtienne d'un pays dont le tiers des ressortissants est dans les diasporas commande de nouvelles manières d'intervention dans la dynamique sociétale, d'autant que l'économie est fortement tributaire des transferts des diasporas. De plus, la concentration hors territoire d'un pourcentage élevé des classes moyennes provoque un appel d'activités économiques et culturelles, sportives et sociales en train de composer une nouvelle image des Haïtiens dans le monde. C'est en s'immergeant dans l'inventaire des nouvelles pratiques haïtiennes porteuses d'espoir que chacun et chacune ouvrira son imagination créatrice...

Comment faire?

Chaque génération a eu un défi spécifique à relever et c'est la huitième génération haïtienne née entre 1990 et 2005 qui sera massivement vingt ans aux universités à partir de 2010 jusque vers 2030. Le défi principal qui sera le sien sera de développer en théorie et en pratique toutes les formes possibles d'articulation entre tous les noyaux de vie des Haïtiens dans le monde, pour faire progresser le nouveau modèle de société qui a pris corps au début du Tricentenaire. **H**

*Achevé d'imprimer
sur les presses de l'Imprimeur II
à Port-au-Prince
pour l'occasion du quatorzième
Livres en folie
du jeudi 22 mai 2008*

L'autre Haïti possible

J'ai cherché, tout au long de l'année 2007-2008, l'autre Haïti possible, et je crois avoir trouvé comment la trouver. Toutes les pièces de ce puzzle sont ici rassemblées dans les quarante-cinq Hebdos de cette chronique d'une espérance.

Georges Anglade, professeur, fait métier d'ébaucher inlassablement l'alternative dont est pleine chaque conjoncture haïtienne. Il s'y est soumis une fois de plus dans sa page au Nouvelliste. Homme de réflexion et d'action, théoricien engagé dans la pratique, ouvrier de chantiers nouveaux, il est impliqué dans plusieurs domaines à la fois, du scientifique, du politique et du littéraire.

ISBN 978-99935-94-04-8
Dépôt légal : 08-04-165